

LE CHÈQUE ET LA LOI DU LIEU DE PAIEMENT (ÉTUDE DE CONFLITS DE LOIS)

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 1^{er} juin 1935, à 14 heures

PAR

Hjalmar EGNELL

Président : M. NIBOYET, professeur

Suffragants

} MM. LÉVY-ULLMANN, *professeur*
ESCARRA, *professeur*

PARIS

LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE

17, rue de Constantinople (VIII^e)

1935

THÈSE POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions émises dans les thèses, ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

LE CHÈQUE
ET LA
LOI DU LIEU DE PAIEMENT
(ÉTUDE DE CONFLITS DE LOIS)

THÈSE POUR LE DOCTORAT
présentée et soutenue le 1^{er} juin 1935, à 14 heures

PAR

Hjalmar EGNELL

Président : M. NIBOYET, *professeur*
Suffragants } MM. LÉVY-ULLMANN, *professeur*
 } ESCARRA, *professeur*

PARIS
LIBRAIRIE TECHNIQUE ET ÉCONOMIQUE
17, rue de Constantinople (VIII^e)

1935



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

Le désarroi économique qui règne actuellement sur la plupart des Etats a provoqué un antagonisme croissant des concepts nationaux et internationaux de l'économie ; il a exagéré l'opposition, plus apparente que réelle, des solutions nationales et des solutions internationales proposées pour remédier aux difficultés économiques et sociales.

Entre la suppression totale des frontières, la négation de l'idée nationale, et la subordination complète par chaque Etat de ses relations internationales à son intérêt particulier, n'existe-t-il pas de solutions intermédiaire ? Faut-il rejeter toute solution juridique basée sur l'organisation positive d'une communauté d'intérêts, dépassant le cadre des nations, mais s'appuyant sur elles ? En doctrine, la réponse n'est pas douteuse et il serait aisé de mettre en évidence la concordance et l'interdépendance qui existent entre la prospérité de chaque Etat pris séparément, et le développement d'une communauté d'intérêts internationale rationnellement organisée ; en pratique on y aboutira également, le jour où les intérêts privés s'échappant de plus en plus du cadre de la nation obligeront les gouvernements à multiplier les accords juridiques internationaux basés sur les nécessités d'une vie économique internationale de plus en plus intense.

Jusqu'à présent, du point de vue juridique, l'intérêt de ces questions est apparue moins nettement au grand public, car c'est sous leur aspect économique et politique qu'elles sont exposées par la presse. Cependant le droit, base des relations humaines, base des rapports entre nations civilisées, est l'instrument nécessaire pour la résolution de ces problèmes.

Dans le domaine du droit international privé plus particulièrement, le caractère individuel des difficultés qui surgissent entre nationaux de différents Etats empêche le grand public de mesurer l'importance de ces difficultés et des conflits qu'elles provoquent. Les gouvernements ont bien compris l'intérêt primordial de ces questions et un travail considérable, tant au point de vue de la doctrine qu'au point de vue du droit positif, a été accompli depuis le début du siècle. De nombreuses conférences internationales ont été réunies, d'importants organismes ont été créés, et cela principalement grâce à l'initiative et sous la haute autorité de la Société des Nations. Ces travaux tendant à l'unification ou à la conciliation des différents droits nationaux constituent une des bases les plus solides de l'organisme genevois ; ils facilitent la compréhension mutuelle des peuples, chaque droit n'étant que le reflet de l'organisation économique et sociale qu'il représente, ils fournissent ainsi les éléments d'une vie économique internationale organisée. Les résultats déjà importants obtenus dans la résolution des conflits d'intérêts privés entre Etats font espérer une conciliation possible de l'existence de nations indépendantes, avec celle d'un droit international positif et respecté librement organisant et facilitant les rapports économiques de leurs ressortissants.

C'est la contribution considérable que peut apporter le droit international privé à l'amélioration des relations économiques internationales que j'ai tenu à signaler au début de ce travail. Sans doute le droit international privé doit se préoccuper avant tout de fournir aux juges nationaux ou internationaux les instruments capables de résoudre les conflits qui leur sont exposés, mais il doit aussi, par la simplicité et la rapidité des solutions qu'il propose, raréfier ces conflits ou leur permettre d'être réglés rapidement. Le droit international privé et principalement celui qui régit les relations commerciales internationales doit être clair, son application facile et rapide, c'est une condition indispensable à son développement. Il ne doit pas se contenter de régler les conflits entre les particuliers des différents Etats, il doit faciliter leurs relations commerciales en leur offrant des moyens d'accords appropriés. S'il s'écartait de ce point de vue, les particuliers lassés par les difficultés de leurs relations commerciales avec l'étranger, les cesseront pour le plus grand dommage de tous, ou se tourneront vers cette juridiction embryonnaire : l'arbitrage.

INTRODUCTION

Parmi tous les travaux accomplis à Genève dans le domaine du droit international privé, ceux qui concernent le droit international du chèque méritent d'être étudiés avec une attention particulière. Tout d'abord l'apparition relativement récente du droit du chèque par rapport à son ancêtre la lettre de change, son développement rapide dans le milieu international, rendent plus sensible la physionomie de son évolution dans le temps et dans l'espace. Par ailleurs, le rôle économique du chèque aujourd'hui indiscuté et la place de plus en plus grande qu'il tend à prendre comme instrument international de paiement nécessitent une adaptation du droit international du chèque aux exigences du commerce international. C'est ici qu'apparaît avec le plus d'évidence l'influence réciproque du perfectionnement de l'instrument juridique sur son emploi dans la vie économique, et celle du développement du commerce international sur la création d'un droit qui lui soit propre.

Quelles ont donc été les difficultés que le chèque a rencontrées dans son expansion et comment a-t-on essayé de les résoudre ? Des travaux ont été faits depuis une vingtaine d'années, d'abord dans le sens de l'unification du droit du chèque, ensuite dans celui de l'élaboration de conventions internationales destinées à régler les

conflits de loi. Des résultats intéressants ont été obtenus, mais l'abstention de certains Etats à la signature ou à la ratification de ces conventions, l'existence de nombreuses réserves sur des points importants n'ont permis que des solutions incomplètes. Par ailleurs, la variété des lois applicables selon l'objet du conflit constituera une gêne pour l'utilisation répétée de ces conventions ; et c'est peut-être là la cause de si importantes abstentions.

Ne serait-il pas possible d'établir une règle unique et générale pour la solution de ces conflits ? Le problème qui se pose est le suivant : il s'agit de conserver à chaque droit national sa physionomie particulière et de permettre pourtant, par une solution rapide des conflits pouvant naître de cette diversité de droits, le développement nécessaire du chèque comme moyen de paiement international. Pour arriver à une solution satisfaisante de ce problème il est indispensable de s'appuyer sur les principes généraux du droit international privé tels que les a exposés M. Niboyet. Dans le règlement des conflits de loi, nous dit-il, il faut déterminer pour chaque contrat la loi qui lui convient d'après sa nature même, et l'on ne peut poser en cette matière que deux règles générales : tout contrat doit être soumis à une loi unique pour tout ce qui se réfère au droit des obligations, et cette loi unique doit être celle du pays dont la vie économique et juridique est la plus intéressée à ce qu'on applique sa loi.

C'est à la lumière de ces règles générales qu'il nous a paru intéressant d'étudier le problème que pose la diversité des droits en matière de chèque, et de chercher à en dégager un système de solution rationnel et positif.

CHAPITRE PREMIER

DES DIVERGENCES FONDAMENTALES DES DIFFERENTS DROITS DU CHEQUE ET DES CONFLITS QU'ELLES PROVOQUENT.

L'intérêt du problème posé se dégage de deux considérations qu'il importe avant tout de mettre en lumière.

Tout d'abord, le chèque tend à devenir l'instrument prépondérant de paiement. Il l'est déjà dans les pays anglo-saxons et partout son rôle va croissant. C'est que les particuliers, suivant en cela l'exemple anglo-américain, prennent de plus en plus l'habitude d'avoir des comptes en banque ; or, c'est grâce à la diffusion des comptes en banque que le chèque peut jouer le rôle pour lequel il a été créé, et qui est de permettre les virements et les compensations, c'est-à-dire les règlements sans déplacement de monnaie. L'existence de comptes en banque très développés, telle est la condition indispensable pour que le chèque puisse rendre les services dont il est susceptible, soit dans les paiements à l'intérieur d'un pays, soit dans les règlements de pays à pays. Le chèque en soi n'a pas de valeur propre comme instrument de paiement, il n'acquiert cette valeur que dans la mesure où les comptes en banque se multiplient. Le domaine du chèque n'est pas limité dans le cadre national, comme le commerce il ne connaît pas de frontière ;

par sa nature même il est cosmopolite : tiré dans un pays il peut être endossé dans d'autres, et réglé dans un autre encore. C'est ici que vont naître les difficultés, car il n'existe pas de chèque universel, il y a, pourrait-on dire, presque autant de législations sur le chèque qu'il y a d'Etats, et ces législations présentent par la force même des choses des dissemblances importantes. Le chèque, en effet, tout comme les monnaies, doit être en harmonie avec la mentalité et l'état d'évolution de chaque pays ; or, on voit combien dans certains pays les conceptions du commerce et de l'économie peuvent être différentes, combien la conception germanique peut être différente de celle des pays latins, voire même des pays anglo-saxons. Il en résulte des différences parfois considérables dans les différentes législations, différences souvent irréductibles puisqu'elles reposent sur des éléments essentiels des systèmes juridiques nationaux. C'est là le deuxième fait qu'il convient à présent d'étudier.

Le chèque n'obéit pas dans tous les pays aux mêmes règles, c'est là un fait qu'une étude même sommaire des textes permet de préciser ; on y relève des différences de forme et des différences de fond.

Différences de forme. — Actuellement, en France même, les formules de chèque ne sont pas encore d'un type tout à fait uniforme, que sera-ce de pays à pays ? Tout d'abord certaines législations décident que l'insertion du mot « chèque » ou d'un équivalent sur le titre même est obligatoire. Dans ce sens, il faut ranger l'Allemagne, l'Autriche, le Brésil, le Japon, etc... D'autres pays n'exigent pas un tel formalisme, ce sont : l'Angleterre, les Etats-Unis, la France, etc... A la conférence de La

Haye, en 1912, l'accord n'a pu se faire sur ce point, et depuis il en a été de même, l'Amérique et l'Angleterre principalement répugnant à tout ce qui est formaliste ; on pourrait penser tout au moins que l'existence du chèque est conditionnée aux indications du lieu et de la date d'émission, or ceci même n'est pas tout à fait exact : l'Angleterre et l'Amérique ne l'exigent pas ; pour la date au contraire la France est particulièrement stricte : elle exige que celle-ci soit indiquée en toutes lettres. Cependant on estime en général que c'est une formalité superflue, et à La Haye la délégation française se relâcha de cette exigence. Quoique toutes les législations admettent que l'ordre de payer contenu dans le chèque soit à vue, il en est cependant qui admettent la validité du chèque à terme, par exemple : l'Italie et la Roumanie. On pourrait ainsi multiplier les exemples de divergences. A part la nécessité de la signature du tireur que l'on trouve partout, il n'y a pas un point où se révèle un accord parfait de toutes les législations. Ce que nous venons de constater pour les différences de forme, nous allons le trouver pour les différences de fond, et là les conséquences en sont autrement graves.

Différences de fond. — En matière de capacité active, c'est-à-dire sur le point de savoir qui peut émettre un chèque, il est aisé de prévoir une absence complète d'uniformité. On sait, en effet, combien différent les lois des divers pays, spécialement quant à l'âge de la majorité, quant à la situation juridique des femmes mariées, des prodigues, etc... En France même ces questions de capacité sont fort délicates et donnent lieu à beaucoup de difficultés ; on imagine alors aisément celles que l'on doit rencontrer dans le domaine international.

Des problèmes du même ordre, presque aussi laborieux, naîtront dès que l'on se demandera qui peut toucher un chèque. Il n'est pas rare qu'en France des femmes mariées se voient refuser le paiement d'un chèque qui leur est personnellement adressé. Dans le journal *La Française*, du 8 novembre 1930, on trouve un exposé significatif de cette situation : Dernièrement, écrit une femme mariée, comme prix de mon salaire je recevais un chèque que je présentais à la banque pour en recouvrer le montant ; l'employé en me regardant me dit : « Vous êtes mariée, il nous est impossible de vous payer un chèque sans vous ouvrir un compte, dans ce cas apportez-nous les pièces nécessaires avec l'autorisation de votre mari. » Désireuse d'avoir des explications, la directrice de *La Française* écrivit à la Société Générale qui répondit : « Tout banquier payant un chèque à une femme est en droit de lui demander justification de son état civil, et si elle est mariée l'autorisation de son mari. En n'exigeant pas cette autorisation, le banquier s'expose à payer une seconde fois le montant du chèque, le premier paiement n'étant pas libératoire. » Sans doute des juristes ont critiqué en l'espèce l'attitude de la Société Générale, mais qu'y faire en fait ? Si l'on n'est pas très bien fixé dans un pays donné sur la capacité requise pour encaisser un chèque, que n'a-t-on pas à redouter quand des personnes d'un Etat étranger sont en cause ?

Même absence d'accord sur la question de capacité passive, c'est-à-dire sur la question de savoir sur qui un chèque peut être valablement tiré. Les divergences à cet égard ont une importance particulière. Trois solutions sont admises. La première consiste à ne permettre de

tirer un chèque que sur une banque ou un organisme assimilé : c'est le système qui fonctionne en Angleterre, aux Etats-Unis, en Allemagne, etc... La deuxième solution est d'accepter qu'un chèque puisse être tiré sur des banquiers ou des commerçants : c'est celle adoptée par le Danemark, la Suède, la Norvège, le Japon. Enfin, la troisième solution est celle qui admet qu'un chèque puisse être tiré sur n'importe qui : c'est le régime de la France pour ce qui est du chèque ouvert, mais non du chèque barré. Il faut enfin ajouter qu'une loi du 23 mars 1924 frappe du timbre de quittance un chèque tiré sur toute autre personne qu'un banquier, un agent de change, le caissier payeur central du Trésor public, les trésoriers payeurs généraux ou les receveurs particuliers des Finances. Il y a certes une tendance vers le système du tirage exclusif sur les banquiers, le seul qui soit compatible avec la fonction propre du chèque qui est de procurer une économie de numéraire et de billets de banque, mais ce n'est là encore qu'un idéal.

En matière de provision, les antinomies entre les législations sont telles que dans toutes les conférences réunies en vue de l'unification du droit de change, les divers pays n'ont jamais accepté de faire un pas pour se rapprocher. Que faut-il entendre exactement par provision, à quel moment doit-il y avoir provision ? Est-ce au moment de la création, ou au moment de la présentation ? A toutes ces questions, les gouvernements apportent des solutions différentes. « En France, disait M. Lyon-Caen à La Haye, la provision doit exister au moment où l'on tire le chèque. » En Autriche, la provision doit être constituée seulement au moment de la présentation.

Les divergences en cette matière sont encore bien plus catégoriques, puisqu'on est venu à discuter sur le fondement même de la provision, sur la nécessité de l'intervention de cette notion. Si l'on veut apprécier l'influence que doit avoir la provision sur la validité du chèque, déclare à La Haye le délégué russe M. Dynowsky, il faut définir tout d'abord le concept juridique sur lequel on entend fonder ce titre. « Un chèque est un titre formel abstrait, l'émission d'un chèque, tiré sur un banquier chez lequel le tireur ne possède pas de fonds disponibles, ou créé en violation des conventions passées entre le tireur et le tiré, oblige quand même le tireur et les endosseurs, dès l'instant où il a été mis en circulation... Théoriquement, le caractère formel du chèque ne fait pas de doute » (art. II, p. 184). Il semble cependant que le délégué russe soit trop affirmatif ; la thèse qu'il expose est celle des pays austro-allemands, ce n'est pas celle de la France. Dans son ouvrage sur le Statut international du chèque, M. Jacques Bouteron fait un parallèle assez instructif entre les deux conceptions en présence. « Cédant à leurs inclinations pour les conceptions abstraites dont le Droit romain leur offrait le modèle, les pays germaniques ont calqué l'institution du droit de change sur la stipulation romaine qui, dans son état le plus ancien, tirait son efficacité non de la fourniture d'une prestation préalable, mais du seul prononcé des paroles sacramentelles ; les Allemands ont été amenés à construire l'instrument de change sur une armature purement littérale, conçu par eux comme un titre abstrait, étranger à la convention (vente, emprunt, etc...) à l'occasion de laquelle il a été mis en circulation, il emprunte sa force à la seule vertu du texte prescrit par

la loi. Dans la législation française au contraire la lettre de change ne repose pas sur une conception abstraite. La convention génératrice de la mise en circulation du titre dont elle constitue la base demeure indissolublement liée à l'instrument de change, elle atteste la préexistence des liens qui unissent les signataires entre eux » (Préface, p. XVIII et XIX). Les législations de l'Allemagne, des pays scandinaves ne s'occupent donc pas de la question de provision, mais à supposer que cette provision existe, à qui appartient-elle ? Est-ce au porteur ? Presque tous les pays décident qu'elle appartient exclusivement au tireur. La France, la Belgique et l'Ecosse admettent la solution contraire. La raison en est que les banques qui escomptent les lettres de change se croient plus en sécurité si la propriété de la provision est au porteur. Cette solution admise pour la lettre de change s'est naturellement étendue au chèque. Des conséquences pratiques d'un intérêt capital sont engagées dans ce problème, notamment en cas de faillite, soit du tireur, soit du porteur. « On s'aperçoit aisément, écrit encore M. Bouteron, des conséquences qui découlent des deux systèmes allemands et français. Dans le premier système, auquel se rattache le droit anglo-américain, le législateur élimine du statut du change toute disposition susceptible de conférer au porteur un droit puisé dans la convention passée entre le tireur et le tiré, et en exécution de laquelle un instrument de change a été créé. Par suite, en cas de non-paiement, le porteur ne peut exercer de recours que contre les endosseurs et le tireur, à l'exclusion de toute action contre le tiré. De même, ne disposant d'aucun droit privilégié sur la somme investie dans le titre, le porteur en cas de faillite du tireur vient

en concours avec les créanciers de celui-ci et ne peut prétendre qu'à un dividende. Dans ce deuxième système, ce sont les solutions opposées qui doivent être admises. En vertu de la transmission au porteur des droits sur la provision, c'est-à-dire sur la créance née du contrat qui a déterminé la création de l'effet, le porteur est muni d'une action directe contre le tiré, et il exerce un droit privatif sur la somme investie dans le titre en cas de faillite du tireur (*ibid.*, p. XIX et XX).

La question de la propriété de la provision a été la pierre d'achoppement de toutes les tentatives d'unification en matière de droit de change, mais deux autres questions présentent des difficultés presque aussi insurmontables : il s'agit de la révocation du chèque par le tireur avant le paiement, et de la responsabilité des banquiers dans le règlement des chèques.

En principe, on est à peu près d'accord pour reconnaître au tireur le droit de révocation, mais dans quel cas et à quel moment ? Il y a des pays qui admettent la révocabilité même pendant les délais de présentation, par exemple l'Angleterre, les Etats-Unis, le Danemark, la Norvège, la Suède ; d'autres ne l'admettent qu'à l'expiration de ces délais : la France, l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, etc... D'autres enfin comme l'Italie l'admettent même pendant les délais de présentation, mais seulement dans le cas de perte ou de vol. Ajoutons encore qu'il y a des doutes sur la question accessoire de savoir s'il faut voir dans le « blocage » de la provision un cas de révocation.

Sur la question de la responsabilité des banquiers dans le paiement des chèques, les législations peuvent, a-t-on dit, se répartir en quatre groupes :

1° Celles qui, comme la France, n'ont pas de réglementation spéciale et qui s'en remettent à la jurisprudence du soin de décider dans chaque espèce.

2° Les législations qui s'efforcent de répartir les responsabilités entre les personnes qui figurent dans les chèques : tireur, porteur, tiré. Tel est le cas de l'Angleterre.

3° Le Japon a un système qui lui est propre et qui stipule que la présomption est à la charge du tireur.

4° D'autres législations enfin établissent sur le tiré une présomption de responsabilité, pour des raisons d'ailleurs diverses. Ce sont celles de l'Autriche, de la Hongrie, des Etats-Unis, de l'Angleterre ¹.

Il résulte de toute évidence de cet exposé sommaire et aussi objectif que possible qu'il existe des différences fondamentales entre les législations des divers pays sur le chèque. De ces divergences doivent rationnellement naître des difficultés redoutables et des procès délicats. C'est ce que nous allons étudier maintenant.

Nous examinerons d'abord rapidement comment ces conflits doivent logiquement se poser au cours de la vie internationale du chèque, et quel genre de difficultés on doit s'attendre à rencontrer dans la pratique. Nous verrons ensuite ce qu'il en est en réalité, et là nous aurons recours à trois sortes d'investigations. Après avoir recueilli les opinions des autorités internationales dans la matière, membres des conférences internationales et autres, et essayé dans la faible mesure de nos moyens de pénétrer la jurisprudence étrangère, nous nous consacrerons à l'étude de la jurisprudence française, d'ailleurs peu abondante en la matière, et nous terminerons

1. Jacques Hermann, « Le problème de la responsabilité dans le paiement des ordres de virement falsifiés », Rousseau, *Ann.*, 1930, p. 69 et 70.

en relatant aussi fidèlement que possible l'opinion des milieux bancaires qui sont à la source de toutes ces difficultés.

Quand une difficulté se pose au sujet d'un chèque renfermant des éléments étrangers, la première question est celle de savoir quel sera le tribunal compétent. Mais cette question ne se pose guère dans la pratique ; et d'une façon à peu près générale, c'est le tribunal saisi par la partie demanderesse qui se reconnaît compétent de plein droit. Une fois le tribunal saisi, celui-ci devra choisir la loi compétente pour régler le litige qui lui est exposé. C'est ici que va naître le problème. Pour faire ce choix de la loi compétente le tribunal saisi fera naturellement appel à son propre droit, d'une part pour la qualification de l'objet du litige, d'autre part pour l'application de la loi nationale de conflits ; et de là deux sources de complications : à supposer les lois nationales de conflits des deux parties en présence identiques, leur droit sur le chèque pourra être essentiellement différent (cas d'un billet considéré comme lettre de change en Angleterre, et chèque en France). Dès lors, même si les deux pays ont une loi de conflit identique, si celle-ci varie avec la qualification de l'objet du litige, le différent subsistera. Mais en général, il n'en est pas ainsi et aux différences de qualifications se superposent des différences dans les lois de conflits elles-mêmes, d'où une deuxième source de difficultés. Cette dernière se trouvant souvent aggravée du fait que les tribunaux connaissant mal la législation étrangère, appliqueront de préférence leur propre loi dès qu'un élément quelconque du conflit le leur permettra. Leur loi sera tantôt la loi du lieu d'émission ou celle du lieu de paiement ou celle du lieu de passation

n'a pas été évoquée par les parties au procès, soit en laissant sous silence la question des conflits de loi, si elle n'a pas été évoquée par les parties au procès, soit en la résolvant à sa guise. Qu'en résultera-t-il ? Ou bien la partie condamnée se soumettra à la décision du tribunal, et dès lors la question sera définitivement tranchée, ou bien elle en refusera l'exécution, se jugeant lésée dans son droit, et nous entrerons dans les questions d'exequatur qui dépassent le cadre de notre sujet ; ou bien encore elle se retournera vers ses propres tribunaux qui, par les deux motifs cités plus haut : différences de qualification, différences de législation des conflits, pourront donner au litige une solution totalement opposée à la précédente. A ce moment, la situation sera alors sans issue. — Que faut-il conclure de cet exposé rapide des problèmes qui se posent en matière de conflits de lois sur le chèque ? C'est que ces conflits doivent se rencontrer souvent dans la pratique, mais être peu apparents dans la jurisprudence, soit que les parties renoncent à les évoquer devant les tribunaux, soit que ceux-ci se contentent d'appliquer purement et simplement leurs propres lois de conflits sans s'occuper des conséquences de leurs décisions. Ainsi donc : difficultés extrêmement fréquentes dans les relations entre banquiers, difficultés fréquentes mais déjà beaucoup moins portées devant les tribunaux et résolues par leurs lois de conflits, difficultés extrêmement rares et surtout dont la connaissance est extrêmement difficile, résultant d'une opposition de jugements de tribunaux étrangers sur un même litige, et cela d'autant plus qu'il n'existe aucun moyen juridique pour les résoudre. Nous allons voir que ces résultats auxquels on pouvait s'attendre sont effectivement ceux

que nous avons recueillis au cours de nos investigations.

Toutes les conférences qui se sont tenues depuis 1910 pour tenter d'unifier le droit de change sont parties de ce postulat d'ailleurs logique : l'existence de difficultés redoutables et de procès délicats amenés par la divergence des droits de chèque. Peut-être ces conférences eussent-elles été mieux inspirées en s'appuyant de faits précis, en dressant Etat par Etat, autant qu'il eût été possible, la liste des difficultés et des procès nés de toutes ces divergences. Ce travail, difficile il est vrai, n'a jamais été tenté jusqu'ici à notre connaissance. Les gouvernements eussent pu l'entreprendre, la Société des Nations pourrait le mener à bien car elle a des ramifications partout, et dispose de moyens d'enquête incomparables. La Chambre de commerce internationale nous paraît aussi qualifiée pour cette œuvre, mais aucun de ces organismes n'a encore voulu l'entreprendre. Il faut noter cependant qu'en 1925 le Comité économique de la Société des Nations posa à ses experts la question suivante : « Quelles sont les principales difficultés d'ordre pratique dans le commerce international résultant des différences dans le droit et les usages des principaux Etats commerçants signataires de la Convention de La Haye en 1912, ou dont le système juridique est fondé sur les mêmes principes généraux, en matière : a) de lettre de change ; b) de chèque ? » Mais les experts ne dressèrent pas la liste de ces difficultés ; ils se bornèrent à dire qu'elles existaient et que si un bon nombre de difficultés cependant réelles dues à la diversité des législations n'ont pas trouvé les hommes d'affaires désarmés, c'est que leur ingéniosité leur ont permis de trouver non sans un surcroît de travail, des pertes de temps et des sacri-

fices souvent pénibles, des solutions dont ils ont dû se contenter comme d'un pis aller¹. »

Si donc ces difficultés n'ont pu être mises à jour, lors des premières investigations des experts, il n'en est pas moins sûr qu'elles existent, et l'intérêt du problème ne doit pas être surfait mais n'est pas niable. L'Angleterre elle-même qui cependant regarde sa législation du change comme à peu près parfaite le reconnaissait dès 1910.

Sir Georges Buchaman s'exprimait ainsi : « En se rendant à l'invitation que lui adresse le gouvernement néerlandais, le gouvernement de Sa Majesté a été animé par le désir de collaborer avec les autres gouvernements représentés à la Conférence pour écarter dans les limites du possible les obstacles qui, de temps en temps, entravent le marché du commerce international¹. »

Nous avons essayé dans la mesure de nos moyens d'accomplir ces recherches. Le Comité national suédois a bien voulu transmettre pour nous à la Chambre de commerce internationale le questionnaire suivant :

« Est-il à votre connaissance que depuis une vingtaine d'années la diversité des lois en matière de chèque ait amené dans votre pays des procès difficiles ?

» Dans l'affirmative, ces procès ont-ils été nombreux, et vous serait-il possible d'indiquer les plus importants avec la solution qu'ils ont reçue ? »

Malheureusement la Chambre de commerce internationale n'a pas répondu à notre appel, et seul le Comité suédois s'est chargé de faire une enquête dans les pays scandinaves, dont voici le résultat. Selon les réponses

1. Document C. 103 M. 48.1.1927.II annexe 3.

2. Conférence de La Haye, *Actes*, p. 30.

reçues des comités nationaux danois et finlandais, et c'est d'ailleurs le cas également pour la Suède, il n'existe aucun jugement correspondant au questionnaire adressé. Le Comité national norvégien a répondu dans les termes suivants : « Nous n'avons pas pu trouver plus d'un exemple concernant les conflits de lois en matière de chèque ». Nous citons ici une analyse de ce jugement¹.

Jugement en date du 24 août 1901, affaire 1.506/10.

Un chèque payable à Königsberg en Prusse fit l'objet d'une assignation contre le tireur domicilié ici (Oslo). Le détenteur du chèque prétendait dans son assignation que celui-ci avait été sans succès présenté pour paiement auprès du tiré à Königsberg. Cette affaire, pour laquelle l'assigné quoique régulièrement cité ne s'était pas présenté, fut rejeté d'office pour le motif que contrairement aux prescriptions de la loi norvégienne sur le chèque du 3 août 1897 § 9, il n'y avait pas eu de protêt ni de mention portée sur le chèque indiquant qu'il avait été en vain présenté pour encaissement à Königsberg. C'est la loi norvégienne qui fut ici appliquée car il s'agissait d'une assignation contre le tireur norvégien d'un chèque tiré en Norvège, cette loi devait être compétente et exigeait une légitimation du refus de paiement comme base de l'assignation en retour conformément à ce qui est exigé au § 9. On admettait seulement que l'application dans les détails de ces actes de légitimation devait être soumise à la législation du pays étranger. Le délai de présentation était, selon le paragraphe 10 de la loi sus-

1. Tredje samling av byretts domne (1901-1905) nr. 705.

nommée, dernier alinéa, également soumis à la législation du pays d'encaissement ; mais en ce qui concerne ce dernier point il n'y avait rien à opposer contre la validité de l'assignation. Cette décision fut rendue bien qu'en admettant que la question : quelles sont les formalités nécessaires pour constater le refus de paiement ? devait être jugée d'après la législation du pays de paiement, que le droit prussien n'exigeait aucune forme précise, ni aucune manière d'établir une telle légitimation, et que par conséquent la prétention non démentie de l'accusation que le chèque avait été en vain présenté au paiement fut supposée vraie et eût été suffisante en droit prussien.

En résumé, le problème était le suivant : selon la loi de conflits du tribunal saisi, la loi norvégienne, c'était la loi du tireur qui fixait en principe la nécessité d'une protestation en cas de non-paiement d'un chèque, mais c'était la loi du tiré qui en fixait les modalités ; or, la loi du tiré, la loi prussienne, considère que le fait d'avoir présenté le chèque en vain au paiement était suffisant pour légitimer la plainte du bénéficiaire. Fallait-il donc rejeter cette plainte ou l'accepter ? Le tribunal norvégien statua en rejetant la plainte. Sans discuter au fond le problème du point de vue juridique, car sa solution n'est nullement évidente, il est certain que le tribunal norvégien était naturellement disposé à accorder la supériorité à sa propre loi au dépens de la loi prussienne, et c'est dans ce sens qu'il a statué.

Ce qu'il faut retenir de cette enquête ce sont les deux points suivants. Tout d'abord, la rareté des conflits en cette matière, ou tout au moins la difficulté de les connaître ; cela correspond à l'opinion que soutenait le délé-

gué allemand à la conférence de Genève de 1931 quand il déclarait que depuis cinquante ans il n'avait eu connaissance que d'un seul procès en la matière dans son pays. Cependant la façon toute naturelle dont doivent se poser à chaque instant les conflits en cette matière, le jugement norvégien en est un exemple frappant, fait que le bon sens se refuse à nier l'existence de ces difficultés. Si les moyens dont nous disposions ne nous ont pas permis de les mettre au jour, nous sommes du moins encore plus convaincus de leur existence et nous verrons tout à l'heure que cette opinion nous a été confirmée par des hommes d'affaires et banquiers. Ce fut d'ailleurs également l'avis de la Conférence de 1931 puisque dans son acte final elle a émis le vœu suivant : « La Conférence émet également le vœu que les parties à la convention portant loi uniforme sur les chèques se communiquent entre elles le texte des plus importantes décisions judiciaires intervenues sur leur territoire respectif et tombant sous l'application de la dite convention » (Acte final, Vœux, III).

Les solutions données par les tribunaux de chaque Etat aux conflits qui leur ont été soumis, et qu'ils ont résolus par application pure et simple de leurs propres lois de conflits sont déjà plus nombreuses. Les différents systèmes appliqués à l'étranger dans cette matière peuvent en première analyse être rangés sous trois rubriques principales. Dans le droit anglo-américain, que nous étudierons dans un chapitre spécial, c'est la règle *locus regit actum* qui prédomine ; en Europe Centrale, on attache au contraire une importance particulière au système juridique uniformément appliqué par les différents Etats centraux, et la loi de ces pays est

appliquée même aux étrangers qui y résident; enfin dans quelques autres pays, c'est la loi du tiré qui prend la première place.

En Grèce, c'est la loi *lex loci solutionis*, préconisée par Savigny, qui est particulièrement en faveur. En matière de lettres de change et de chèques, c'est la loi du lieu de paiement qui est applicable (Aeropage 45, 1842 et 118, 1850).

Exemples.

I. *Chèque émis à l'étranger et payable en Grèce, loi hellénique. Dérogation à la règle locus regit actum. Défaut de mention de l'existence d'une provision.* Cour d'appel de Patras, 1927, n° 32, *Thémis*, t. 38, p. 779, *Clunet*, 1930.

Aux termes de la loi du 18 avril 1918, le chèque doit indiquer que le paiement doit avoir lieu par le tiré sur les fonds qu'il tient à la disposition du tireur (art. 1 al. 6).

A défaut de cette mention, le chèque est radicalement nul (art. 3). Cette nullité est encourue, par dérogation à la règle *locus regit actum*, lors même qu'il s'agit d'un chèque émis en Amérique et payable en Grèce.

Note. — Cette règle dérogoire aux principes usuels du droit international admise par la Cour de Patras, a été législativement consacrée en France par l'article 9 de la loi du 19 février 1874. Toutefois, le juge du lieu de l'émission qui n'est lié que par le droit international reconnaîtra la validité du chèque si ce droit n'édicte pas pareille nullité.

Plus grave sera le problème pour le juge d'un pays

tiers. Il hésitera entre deux lois compétentes, celles du lieu d'émission et du lieu de paiement. S'inspirant du but social de la loi, il donnera la préférence à celle qui a plus d'intérêt à régir le conflit (Pillet et Niboyet, n^{os} 290 et 291, *Journal de Droit international privé*, Clunet, 1930). Nous avons reproduit cette note *in extenso*, car elle pose avec clarté le problème des conflits de loi et le présente sous un aspect sur lequel nous reviendrons plus tard.

II. *Chèque émis et payable à l'étranger. Endossement en blanc. Droit pour l'endosseur de le compléter. Loi applicable.* Cour d'Athènes, 1930, n^o 24, *Thémis*, t. 41, p. 726.

Les dispositions de la loi hellénique 1338 sur les chèques révoquées par le défendeur ne sont pas applicables en l'espèce, car elles sont relatives aux chèques émis ou payables en Grèce, alors que le chèque litigieux a été émis et était payable à l'étranger.

Cette tendance à l'application de la loi du lieu de paiement s'affirme également en Pologne dans le récent décret-loi sur les chèques. Ce décret contient cinq articles consacrés à la matière des conflits de lois, ce sont les articles 52 à 56. L'article 52 est analogue à l'article 80 du décret sur les lettres de change, de même que l'article 56 répond à l'article 83. L'article 53 dit que le chèque peut être tiré sur chaque personne pouvant en bénéficier, soit suivant la loi en vigueur au lieu d'émission, soit suivant la loi en vigueur au lieu de paiement. En ce qui concerne la forme des déclarations relatives au chèque l'article 54 proclame la règle *locus regit actum*. Cependant la loi en vigueur au lieu du paiement est considérée comme suffisante en matière de chèque.

Le droit suisse ne contient que des règles générales en cette matière, pour les lettres de change comme pour les chèques (art. 822 à 824 Code fédéral des obligations). C'est donc dans la jurisprudence qu'il faut rechercher les règles de droit. En principe, c'est l'autonomie de la volonté qui domine le sujet, mais une large présomption est établie en faveur de la loi d'exécution, et il en est de même en droit hongrois.

En Italie, on reste en général fidèle à la loi du lieu d'émission, cependant dans certains cas particuliers, la jurisprudence admet l'application de la loi du lieu de paiement.

Chèque payable à l'étranger. Délai de présentation. Loi du lieu de paiement. Cass. Regnó (Sez. Unite), 30 mai 1927, *Riv. Dir. Comm.*, 1927.II.320.

Le délai avant l'expiration duquel le paiement d'un chèque doit être réclamé est fixé, conformément à l'esprit de l'article 58 du Code de commerce, par la loi du lieu où le chèque est payable.

Etranger. Effet de commerce. Chèque. Règle locus regit actum, Italie, Autriche. Recours contre le tireur. Chèque à échéance fixe. Cass., Florence, 8 avril 1895 (S. et P. 1896.4.7).

Un effet de commerce et spécialement un chèque est régi, quant à ses effets, par la loi du pays où il a été émis. Par suite, si un chèque émis en Italie et payable en Autriche n'a pas été recouvré, la déchéance du recours du porteur contre le tireur doit être jugée par la loi italienne. C'est à la même loi qu'il y a lieu de se référer

pour déterminer si le chèque peut être fait à échéance fixe, Il importe peu cet à égard que la loi du pays où l'effet était payable ne reconnaisse pas le chèque alors que la question s'élève exclusivement entre les personnes qui ont participé à l'émission du chèque.

La matière est régie par les articles 342 et 58 du Code de commerce.

« Art. 342. — Le possesseur d'un *assegno bancario* doit le présenter au paiement dans les huit jours de la date s'il est émis et payable sur la même place, et dans les quinze jours s'il est déplacé. »

« Art. 58. — Pour les formes des obligations commerciales, pour l'exercice et la conservation des droits en résultant on applique respectivement la loi du lieu d'émission et la loi du lieu de passation de l'acte. »

Au sujet de l'article 342, une vive discussion, qui se retrouve dans la jurisprudence, s'est élevée pour savoir si un chèque émis dans le royaume et payable à l'extérieur est soumis à cet article. Trois solutions ont été alternativement adoptées :

1° Application intégrale de l'article 342.

Trib. Catania, 1^{er} août 1922, *Riv. Diritto commerciale*, 1923.II.51.

Trib. Genova, 5 octobre 1922, *Riv. Diritto commerciale*, 1923.II.51.

Trib. Chieti, 4 mars 1923, *Riv. Diritto commerciale*, 1923.II.435.

Trib. Napoli, 28 août 1923, *Riv. Diritto commerciale*, 1923.II.617.

Cass. Regno, 7 février 1925, *Corte di Cassazione*, 1925, p. 1014, et *Riv. Diritto commerciale*, 1925.II.626.

2° Application de l'article 342 seulement aux chèques émis et payables dans le royaume.

Trib. Roma, 4 août 1922, *Riv. Dir. Comm.*, 1923.II.51.

App. Torino, 9 juillet 1923, *Giurisprudensia Italiana*, 1923.I.2.5681.

App. Napoli, 11 juillet 1924, *Riv. Dir. Comm.*, 1924.II.621.

Cass. Regno (Sez. Unite), 30 mai 1927, *Riv. Dir. Comm.*, 1927.II.320.

Cass. Regno, 4 juillet 1927, *Dir. Comm.*, 1927.II.478, et *Arminario Dir. comparato*, vol. IV, V, parte III, p. 11.

App. Bologna, 9 juin 1928, *Foro italiano Rep.*, 1928. *Voce assegno bancario*, n° 12.

App. Roma, 21 mai 1929, *Terni Romana* 1929.367 et *Foro italiano Rep.*, 1929, *Voce assegno bancario*, n°s 8-12.

3° Le délai de présentation d'un chèque sur l'étranger dans tous les cas où la distance entre l'Italie et le pays étranger rend la chose possible est payable dans le délai de quinze jours. Dans les cas d'impossibilité pratique (trop grand éloignement) on applique la loi du lieu de paiement (App. Genova, 27 juillet 1923, *Riv. Dir. Comm.*, 1924.II.262).

En résumé, aucune règle générale ne s'affirme nettement, cependant en matière de capacité active il semble que ce soit la loi du lieu de passation de l'acte qui prédomine, tandis que pour la capacité passive, c'est celle du lieu de paiement. C'est le cas notamment pour l'Allemagne et la Hongrie. En Suède, en ce qui concerne les obligations en matière de lettre de change et de chèque, la loi du 7 mai 1880 (art. 84) et la loi du 24 mars 1898 sur le chèque (art. 14) stipulent que dans le cas où un

étranger est incapable d'après la loi de son pays de s'engager par lettre de change ou chèque, et que malgré cela il souscrit en Suède un tel document, il est pourtant responsable dans la mesure où, d'après la loi suédoise, il y serait autorisé. Il en est de même au Danemark; ainsi un étranger mineur, d'après la loi du domicile, mais majeur d'après la législation danoise, devient responsable s'il s'engage au Danemark comme débiteur dans une lettre de change ou un chèque.

Ce rapide examen des différentes lois et jurisprudences suffit à faire ressortir leur dissemblance sur de nombreux points; mais en outre dans la plupart des pays eux-mêmes la jurisprudence n'est encore ni très constante ni très concordante. C'est ce que l'on peut constater en France, par exemple.

Pour les questions de capacité, on emploie en France la loi nationale de l'émetteur, et on étend cette règle aux étrangers résidant en France. Cependant la jurisprudence déroge à ce principe lorsqu'il est patent qu'un Français souffrirait de l'application d'une loi étrangère déclarant incapable un individu qui serait capable d'après notre loi.

Paris, 10 juillet 1880,

Journal de Droit international privé, 1880, p. 477.

La femme Mayer (Francfort) avait souscrit des lettres de change pour empêcher la déclaration d'insolvabilité de son mari, déclaration dont les conséquences devaient retomber sur elle personnellement. Quoiqu'en droit strict à Francfort (*Sénatus-consulte Velleien*) la femme mariée ne puisse valablement s'engager pour son mari, il a été

jugé que les circonstances particulières de l'engagement autorisaient une dérogation aux prescriptions du sénatus-consulte Velleien.

20 février 1858, Cass., Sirey, 1861.I.305.

Le sieur Lizardi, alors âgé d'environ 22 ans avait souscrit diverses obligations et spécialement des lettres de change au profit de la Société Aubé Tronchon et Cie pour une somme de 600.000 francs. Son tuteur a demandé la nullité de ces engagements en se fondant sur l'état de minorité de celui qui les avait souscrites (20 mai 1856, Jugement du Tribunal de la Seine).

Attendu que Francis de Lizardi est sujet mexicain, attendu que la loi mexicaine fixe la majorité à 25 ans, attendu qu'il résulte des documents produits que Lizardi avait à peine atteint sa vingt-deuxième année quand il a traité avec Aubé, attendu que le statut personnel, quant à la capacité civile, suit l'étranger qui traite en France avec un Français, qu'ainsi Lizardi était incapable de s'obliger sans le concours et l'assistance de son tuteur, que cette assistance et ce concours lui ont manqué; par ces motifs : le Tribunal déclare nulles et de nul effet les traites et lettres de change composant la prétendue créance de 600.000 francs dont Aubé ou ses ayants cause sont porteurs.

Par son arrêt du 20 février 1858, la Cour a confirmé ce jugement en considérant, par ailleurs, que les appelants doivent s'imputer de ne pas s'être enquis avec plus de soin de la condition légale de celui avec lequel ils contractaient.

Ainsi par cet arrêt, la Cour s'était fixée; en principe

c'est la loi nationale de l'individu qui règle sa capacité dans quelque pays où il se trouve, à moins qu'il n'ait gardé frauduleusement le silence sur sa nationalité pour faire croire à une capacité qu'il n'avait point.

21 mai 1885,

Journal de Droit international privé, 1885, p. 541.

Dans un arrêt de la Cour de Paris du 21 mai 1885 ce sont les mêmes considérations que dans l'arrêt précédent qui sont invoquées. Il s'agissait d'un prodigue de nationalité allemande, mais habitant la France et y ayant son domicile de fait; il avait accepté une lettre de change tirée sur lui par le sieur Call.

Considérant que les lois concernant la capacité des personnes les suivent en pays étrangers, que le statut personnel de l'émetteur Oppenheim contient les mêmes dispositions que la loi française sur l'incapacité du prodigue, qu'il importait peu que la lettre de change acceptée par Oppenheim fut payable en Angleterre, que Call tireur de la lettre de change acceptée par Oppenheim ne peut arguer de sa bonne foi et prétendre qu'il ignorait l'existence du conseil judiciaire imposé à ce dernier, la Cour de Paris confirmant les jugements intervenus précédemment en la matière, la nullité de ces acceptations fut maintenue.

26 novembre 1850, *D. P.* 1851.2.43, *Sirey*, 1850.2.166.

Cet arrêt rendu sur une matière assez particulière met en évidence les difficultés que peuvent causer un attachement trop exclusif à la loi du lieu de l'émission.

Un rescrit royal portant interdiction aux princes de la

famille royale de souscrire des lettres de change ne constitue pas un statut personnel ayant pour effet d'annuler les lettres de change souscrites hors du territoire du royaume; ce rescrit n'a cet effet qu'entre les sujets du même Etat. Si la lettre de change souscrite en France par un prince napolitain nonobstant un tel rescrit et réunissant les formalités exigées par la loi française, n'a pu être protestée à Naples où elle était payable, le porteur n'en doit pas moins, à peine de déchéance, dénoncer à son cédant en France, dans le délai légal, l'impossibilité où il s'est trouvé de faire le protêt. Il ne peut invoquer la force majeure résultant de cette impossibilité, s'il a laissé écouler sans poursuites non pas seulement quelques jours ou quelques semaines, mais un délai de plus de deux ans.

Pour les questions de forme, tout chèque tiré ou payable en France doit être tiré dans les formes françaises, cependant pour les formes communes au chèque, billet à ordre, lettre de change et sans sanction fiscale on admet la règle *locus regit actum*. Notons cependant que les tribunaux français tendent à appliquer la solution du lieu de paiement d'une façon extensive et à la faire jouer dans des cas où l'intérêt fiscal ne paraît pas mis en cause. La solution extensive présente en effet des avantages incontestables pour la circulation facile des chèques en France, elle évite toutes les difficultés qui se présentent de droit commun pour la circulation des effets de commerce lorsque les divers signataires relèvent de lois différentes. Or il semble bien que l'article 9 de la loi de 1874 sur les chèques emploie des termes généraux, desquels il est toujours possible de conclure que la loi française doit toujours s'appliquer aux chèques payables en France.

En principe c'est la règle *locus regit actum* qui régit le rapport juridique des parties. En matière des droits du tireur sur la provision, la jurisprudence s'est fixée dans ce sens depuis le fameux arrêt de la Chambre civile du 6 février 1900.

Cass. civ., 6 février 1900.

La transmission de la provision d'une lettre de change ne peut être opérée que conformément aux prescriptions de la loi sous l'empire de laquelle le titre a été créé ; et le porteur d'un titre étranger, en acceptant cette valeur, l'a prise avec sa nature propre, et s'est, par là, soumis à la législation du pays où l'émission s'est effectuée ¹. Par suite, le porteur d'une lettre de change créée en Angleterre et tirée sur une maison française, qui ne l'a pas d'ailleurs acceptée, n'a pas sur la provision le droit de propriété que confère au porteur la loi française, la loi anglaise, applicable en ce cas, ne le lui reconnaissant pas. — Vainement, pour reconnaître au porteur un droit de propriété sur la provision conformément à la loi française, on se fonderait sur ce que, d'une part, les obligations et les droits du preneur qui était Français sont déterminés par la loi du lieu où il s'est obligé, et, d'autre part, sur ce que, le contrat de mandat d'où découlent les obligations du tireur et du tiré se formant au domicile de celui-ci, les dites obligations sont réglées par la loi de ce domicile ¹.

Un rapprochement graduel se fait entre les lois sur les lettres de change. Mais des différences notables les

1. C. civ., 3; C. com., 115, 116, 117, 149.

1. Cf. Lyon-Caen, *Journal du Palais*, 1900-01, p. 161 et 162.

séparent encore. Ces différences font naître des conflits de lois d'autant plus nombreux que souvent, une lettre de change créée dans un pays est payable dans un pays différent et est l'objet d'endossements dans des pays autres à la fois que celui de la création du titre et que celui du paiement.

La Chambre civile statue, dans l'arrêt, que nous rapportons, sur un conflit de lois résultant de la diversité des lois sur la provision en matière de lettre de change.

On sait qu'au point de vue de la provision, les lois sur la lettre de change peuvent être divisées en deux grandes classes.

Les unes se préoccupant des rapports qui existent entre le tireur et le tiré indépendamment de la traite, contiennent des dispositions sur la provision que doit fournir le tireur au tiré pour mettre celui-ci à même d'acquitter le montant de la lettre de change à l'échéance. La provision consiste, le plus souvent, comme le suppose l'art. 116, C. comm., dans une créance du tireur contre le tiré. Cette créance naît d'une opération intervenue entre eux qui peut être de natures variées, une vente, un prêt, une ouverture de crédit, etc... C'est à l'aide de la somme qu'il doit ainsi que le tiré paie le porteur. Ces législations admettent que la créance formant la provision passe, par le seul fait de la création du titre, au preneur de la traite et aux porteurs successifs sans qu'une cession expresse soit nécessaire. Ce système est notamment celui du Code de Commerce français tel que l'interprète la jurisprudence ¹, et celui de la loi belge du 20 mai 1872, sur la lettre de change et le billet à ordre

1. V. Cass., 21 mai 1884, S. 1885.1.117; P. 1885.1.259; 31 décembre 1894, S. et P. 1897.1.213, la note et les renvois.

(art. 6). *Adde*, Champcommunal,, *Etude sur la lettre de change en Droit international privé*, p. 30, *in fine*.

Mais d'autres législations considèrent que la lettre de change est un titre qui se suffit à lui-même, en ce sens qu'il est indépendant des opérations qui, en dehors d'elle, sont intervenues entre le tireur et le tiré. Aussi elle ne s'occupe pas spécialement de la provision, et, par suite de leur silence ou d'une disposition formelle, la créance constituant la provision continue d'appartenir au tireur; elle n'est transmise au preneur et aux porteurs successifs qu'en vertu d'une cession expresse soumise aux formes des cessions de créances en général. Parmi les lois de cette seconde catégorie se trouve la loi anglaise du 18 août 1882, sur les lettres de change, les chèques et les billets ¹. Cette loi dispose dans l'article 53, 1^{er} alinéa : « une lettre de change, par elle-même, n'opère pas comme une cession des fonds se trouvant entre les mains du tiré propres à être appliqués au paiement de cette lettre, et le tiré qui n'accepte pas, comme il est prescrit par la présente loi, n'est pas lié par cet écrit. » Mais la fin de cet alinéa et l'alinéa 2 du même article indique qu'il en est autrement pour l'Ecosse ².

La différence qui existe à cet égard entre la loi anglaise et le Code de commerce français a fait naître le conflit de lois résolu par notre arrêt. Dans l'espèce, une lettre de change avait été tirée par une société anglaise ayant son siège en Angleterre sur une société française ayant son siège en France, au profit d'un Français domicilié en France. Il s'agissait de savoir si la propriété de

1. Bills of Exchange Act, 1882, 45 et 46, Vict., ch. 61.

2. V. Barclay et Dainville, *Les effets de commerce dans le Droit anglais*, p. 38, 40, texte et note *t. V.* dans le même sens pour la loi allemande, tribunal de l'Empire (Allemagne), 23 mars 1897 (S. et P. 1899.4.29).

la provision n'avait pas cessé d'appartenir au tireur, conformément à la loi anglaise, ou, au contraire, avait été transmise au porteur en conformité de la loi française. La difficulté peut, en droit, être formulée dans les termes suivants : la question de savoir si la provision est transmise de plein droit avec la lettre de change doit-elle être résolue par la loi du pays de l'émission du titre ou par la loi du pays où la lettre de change doit être payée ?

La Chambre civile se prononce pour la loi du pays de la création de la traite (dans l'espèce, la loi anglaise), ce qui implique que la propriété de la provision n'avait pas été transmise au porteur. Cette solution nous semble conforme aux principes généraux sur les conflits de lois, et nous lui donnons une complète approbation. En matière de lettres de change, il n'y a pas une loi unique à appliquer à toutes les questions qui peuvent naître par suite de conflits de lois. La loi applicable peut varier avec le pays où a lieu l'acte dont il s'agit (création de la traite, endossement, aval, acceptation, etc...) et avec la nature de la question à résoudre (question de forme ou d'effet de l'acte, question concernant l'exécution de l'obligation du tiré¹.)

La question relative à la transmission de la propriété de la provision est relative aux effets de la création du titre même. Il s'agit là d'un effet que certaines lois attachent de plein droit à la création de la traite, tandis que d'autres le lui refusent. Or, les effets d'un titre ou d'un contrat sont régis par la loi du pays où le titre est créé,

1. V. Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé*, 2^e éd., p. 652 et s.; Despagnet, *Précis de Droit international privé*, 3^e éd., n^o 335.

où le contrat est conclu¹, a transmission de la propriété de la provision est un effet que la loi anglaise refuse à la création de la traite² et que la loi française lui fait produire³.

La loi du pays où la traite est émise doit servir par conséquent, à déterminer si la transmission de la propriété de la provision au preneur a eu lieu ou non⁴. En conséquence, dans l'espèce, la provision n'appartenait pas au porteur, puisque la lettre de change avait été émise en Angleterre, pays où, à défaut d'une cession expresse, elle continue d'appartenir au tireur (*V. supra*).

Il est vrai que l'on soutient que les effets du contrat sont déterminés plutôt par la loi du pays des contractants ou du pays de leur domicile, quand ils ont la même nationalité ou leur domicile dans le même pays⁵. Mais, dans l'espèce, il ne pouvait être question de faire application de cette doctrine, par cela même que le tireur et le preneur étaient de nationalité différente (le tireur était une société anglaise, le preneur était un Français) et était domicilié dans deux pays différents, l'un en Angleterre, l'autre en France. C'était donc par la loi du lieu

1. V. Cass., 10 juin 1857 (S. 1859.1.751; P. 1857.934); 23 février 1864 (S. 1864.1.385; P. 1864.225); Cass., Florence, 8 avril 1895 (S. et P. 1896.4.7). *Adde*, Cass. Rome, 7 novembre 1894 (S. et P., 1895.4.13), la note et les renvois; Douai, 17 juin 1897 (S. et P., 1898.2.202); Weiss, *op. cit.*, p. 628 et s., 662; Asser et Rivier, *Eléments du Droit international privé*, n° 33 et s.; Despagne, *op. cit.*, p. 339; Champcommunal, *op. cit.*, p. 26, texte et note 2.

2. V. Barclay et Dainville, *op. cit.*, p. 40.

3. V. Cass., 31 décembre 1894, précité.

4. V. Lyon-Caen et Renault, *Traité de Droit commercial*, t. IV, n. 644; Champcommunal, *Etude sur la lettre de change en Droit international privé*, p. 30 et 31.

5. V. en ce sens sur le principe, Besançon, 11 janvier 1883, sous Cass., 19 mai 1884 (S. 1885.1.113; P. 1885.1.252); et les renvois des notes sous Cass. Rome, 7 novembre 1894 (S. et P., 1895.4.13), et sous Douai, 17 juin 1897, précité. V. encore la note sous Cass. Florence, 8 avril 1895 (S. et P., 1896.4.7); *Adde*, Weiss, *op. cit.*, p. 662; Despagne, *op. cit.*, n° 339; Champcommunal, *op. cit.*, p. 24.

où le titre avait été créé que les effets en devaient être déterminés.

On a prétendu que la question de la transmission de la propriété de la provision doit être tranchée par la loi du pays du tiré, qui est celui où il accepte la lettre de change¹. Avec cette doctrine, dans l'espèce, la loi française aurait dû être applicable, et, par suite, la provision aurait dû être attribuée au preneur, qui était en même temps le porteur. C'est cette dernière solution qui avait été adoptée par la Cour d'Appel de Rennes dont la Chambre civile a cassé l'arrêt.

Une raison générale et une raison spéciale à l'espèce ont été invoquées pour faire appliquer la loi du pays du tiré, de préférence à la loi du pays de la création de la traite. D'abord, on a fait valoir que la lettre de change renferme un mandat donné par le tireur au tiré, que, ce mandat ne se formant définitivement que par l'acceptation du tiré, c'est la loi du pays du tiré qui doit régir ce mandat². Mais cet argument n'a pas de valeur réelle. La transmission de la propriété de la provision dans le pays où elle est admise n'a avec l'acceptation du tiré aucun lien. Ce qui le prouve, c'est que cette transmission est admise même quand il n'y a pas d'acceptation³. Dans l'espèce, précisément, la traite n'avait pas été acceptée.

Puis, on s'est prévalu, dans le cas particulier, de ce que les deux personnes entre lesquelles s'élevait la contestation étaient de nationalité française. La Cour de Rennes

1. V. Weiss, *Traité élémentaire de Droit international privé*, 2^e éd., p. 662, texte et note 4.

2. V. Conf. sur le principe, Weiss, *op. cit.*, p. 662; Despagne, *op. cit.*, n° 340.

3. V. Cass., 2 juillet 1883 (S. 1885.1.64; P. 1885.1.139). V. aussi, Cass., 21 mai 1884 (S. 1885.1.117; P. 1885.1.259); Lyon-Caen et Renault, *op. cit.*, p. 4, n° 177, 179; Boistel, *Précis de Droit commercial*, 3^e éd., n° 773.

a trouvé cette circonstance décisive ; car elle déclare que le « litige est pendant entre deux parties auxquelles la loi française est applicable. » Il y a là, selon nous, une singulière méconnaissance des principes qui régissent les conflits de lois. La nationalité des parties en cause ne sert pas à déterminer la loi applicable aux effets d'un contrat. Ce qui est vrai, c'est que certains auteurs, comme nous l'avons dit plus haut, admettent que la loi qui régit les effets des contrats est celle du pays commun des contractants quand ils sont de la même nationalité. Les contractants et les personnes entre lesquelles un procès s'élève à l'occasion d'un contrat ne se confondent pas toujours. Dans l'espèce, le contrat d'où l'on voulait faire résulter la transmission de la propriété de la provision s'était passé entre le tireur et le preneur appartenant à deux nationalités différentes (l'un était Anglais, l'autre Français), tandis que le litige se produisait entre le porteur et le tiré qui n'avaient point contracté ensemble et qui étaient l'un et l'autre de nationalité française. Il est impossible d'admettre qu'en matière de lettres de change, la loi à appliquer à la provision puisse dépendre d'un fait aussi inconnu par avance que la nationalité du porteur.

Sans doute, le pays du tiré est celui où se trouve le lieu du paiement à faire par le tiré, ce qu'on appelle souvent le lieu d'exécution. Mais on ne voit pas comment la loi de ce lieu exercerait une influence sur les effets de la lettre de change ; cette loi ne doit régir que les questions d'exécution, et celle de la transmission de la propriété de la provision n'est certes pas au nombre de celles-ci.

On ne peut pas sérieusement objecter que le porteur

peut être ainsi induit en erreur en ce qu'il voit lui échapper une provision sur laquelle il comptait, car, le pays d'où la traite a été tirée étant nécessairement connu, le porteur n'a qu'à se référer à la loi de ce pays pour être fixé sur ses droits.

Quelques observations sont utiles pour apercevoir la portée de notre arrêt et pour comprendre comment la question de savoir de quel pays on doit appliquer la loi pour déterminer si la provision est transmise au preneur et aux porteurs successifs peut se présenter dans des circonstances de fait moins simples que celles dans lesquelles elle s'est posée devant la Chambre civile.

a) Il ne s'agissait nullement de savoir si la Cour, dont l'arrêt était frappé de pourvoi, avait ou non bien interprété la loi anglaise, mais si cette loi était applicable à l'exclusion de la loi française. Si la question de l'interprétation de la loi anglaise avait été soulevée, la Cour de cassation aurait dû se refuser à examiner le pourvoi, puisqu'elle considère, en principe, comme assimilables aux questions de fait les difficultés relatives à l'interprétation des lois étrangères ¹.

b) L'application de la loi du pays où la lettre de change est créée aux effets qui y sont attachés, spécialement à la transmission de la propriété de la provision, est fondée sur une interprétation de la volonté du tireur et du preneur de la traite ². Aussi n'y a-t-il pas là une solution absolue dérivant d'une règle impérative. Elle pourrait être écartée par l'expression d'une volonté contraire, et la volonté des parties peut s'induire aussi des circons-

1. V. Cass., 20 janvier 1896 (S. et P. 1897.1.33), la note de M. Appert et les renvois; et la note sous Tribunal de l'Empire d'Allemagne, 23 mars 1897, précité.

2. V. Champcommunal, *op. cit.*, p. 27 et 31.

tances¹. Il est donc possible que la loi applicable soit celle du pays où la lettre de change est payable. Dans l'espèce, on a constaté, ni une stipulation expresse, ni les circonstances spéciales impliquant l'intention du tireur et du preneur d'écarter la loi du pays de l'émission de la traite au profit de la loi du pays du paiement.

c) Dans l'espèce, la lettre de change, ayant été créée en Angleterre au profit d'un preneur français qui en a été en même temps le seul porteur, n'a pas circulé dans d'autres pays que l'Angleterre et la France. Il peut se faire qu'avant d'arriver immédiatement dans le pays où elle est payable, une lettre de change soit endossée dans d'autres pays. Si la lettre de change, créée dans un pays où la transmission de la propriété de la provision n'a pas lieu de plein droit et payable dans un pays où cette transmission est admise, est l'objet d'endossement dans des pays dont la loi admet cette transmission, la solution consacrée par la Chambre civile doit encore être adoptée. Les endossements ne peuvent modifier les effets de la création de la traite, qui leur est nécessairement antérieure.

d) Un cas tout opposé à celui qui était soumis à la Chambre civile peut se réaliser, c'est-à-dire qu'il est possible qu'une lettre de change, créée dans un pays comme la France, où la propriété de la provision est transmise de plein droit au preneur, soit payable dans un pays où la provision ne passe au preneur qu'en vertu d'une cession expresse. La propriété de la provision est, dans ce cas, transmise au preneur en vertu de la loi du pays de la création de la traite. Si la loi du pays où elle est en-

1. V. Conf. sur le principe, Weiss, *op. cit.*, p. 628, 661 et 662; Despagne, *op. cit.*, nos 293 et s. 339; Champcommunal, *op. cit.*, p. 24 et s.

dossée n'admet pas que la provision passe avec la lettre de change aux porteurs successifs, elle est transmise pourtant avec celle-ci. Sans doute en principe, les effets de chaque endossement sont régis par la loi du pays où il est opéré¹. Mais ici l'application de cette règle doit être écartée à raison des circonstances absolument inadmissibles auxquelles elle conduirait. Avec elle, la provision resterait pour ainsi dire en suspens; le tireur ne l'aurait plus, puisqu'elle serait passée au preneur de la traite en vertu de la loi du pays où celle-ci a été créée; mais elle ne passerait pas du preneur au bénéficiaire de l'endossement fait par lui ni au dernier porteur à raison des lois en vigueur dans les pays où la traite a été endossée. Ainsi, la lettre de change et la provision appartiendraient à deux personnes différentes, l'une au dernier porteur, l'autre au preneur. Sans doute, cette séparation se produit bien dans les pays où la provision n'est pas transmise de plein droit avec la lettre de change, mais c'est au tireur, créancier originaire, que la créance constituant la provision continue d'appartenir. Cela se conçoit; on ne comprendrait pas au contraire, que la provision, ayant cessé d'appartenir au tireur, s'arrêta en quelque sorte en route, en ne passant pas du preneur aux porteurs successifs, pour appartenir en définitive, au dernier porteur.

e) La question résolue par notre arrêt peut se poser dans les mêmes termes à propos d'un chèque, car les différentes lois ne s'accordent pas non plus sur le sort de

1. V. Aix, 29 avril 1844 (S. 1845.2.114); Chambéry, 25 novembre 1864 (S. 1865.2.96; P. 1865.465). V. aussi, Cass., 20 mai 1885 (1^{er} arrêt) (S. 1888.1.262; P. 1888.1.629, et comme application, tribunal de l'Empire d'Allemagne, 23 mars 1897, précité; *adde*, Weiss, *op. cit.*, p. 662, texte et note 5; Despaget, *op. cit.*, n° 341, p. 654; Champcommunal, *op. cit.*, p. 31, texte et note 3.

la provision en matière de chèque. La question doit être tranchée de la même manière que pour la lettre de change, c'est-à-dire en faveur de l'application de la loi du pays de la création du chèque ¹.

Cet arrêt du 6 février 1900 a fixé pendant un certain temps la jurisprudence en la matière, la note de M. Lyon-Caen qui l'accompagne constitue un exposé clair ainsi qu'une analyse complète des différentes doctrines alors en présence, aussi nous a-t-il paru nécessaire de la reproduire intégralement.

Cependant les discussions portant principalement sur la lettre de change et non sur le chèque, une étude approfondie de cette note déborderait le cadre de notre travail. Nous nous contenterons de signaler l'assimilation qu'a fait M. Lyon-Caen du chèque et de la lettre de change, et nous montrerons par la suite combien la législation du chèque gagnerait en clarté à se séparer définitivement et pour une large part de celle de la lettre de change.

Toutes les questions relatives au paiement : validité du paiement, chèques volés, etc... sont soumises à la loi du lieu de paiement.

Tribunal civil de la Seine,

27 mai 1896. *Journal du tribunal de commerce*, 1898, p. 27

Choquenot et Cie ont acheté au Comptoir National d'Escompte de Paris trois chèques tirés sur la Leipziger Bank à l'ordre de trois de leurs clients de Leipzig dénommés : Mertens, Seider et Thorer. Le sieur Triebel à qui on avait remis ces chèques les présenta à l'encaissement en les acquittant de sa signature. Choquenot et Cie ayant

1. V. Cass. Florence, 8 avril 1895, précité.

poursuivi la Leipziger Bank pour paiement irrégulier, c'est la loi saxonne régissant la ville de Leipzig qui fut déclarée compétente (Loi du lieu de paiement.)

Pour les questions relatives au protêt la solution n'apparaît pas clairement dans la jurisprudence en France, en général on applique la loi du pays où a été créée l'obligation, mais c'est dans un sens opposé qu'a été résolue la question à Genève en 1931. Au point de vue des formes du protêt, tout le monde est d'accord pour appliquer la loi du lieu de paiement.

Tribunal de commerce de la Seine, 25 août 1896, p. 27.

C'est la loi du pays dans lequel un chèque est payable qui s'applique aux formalités exigées pour la présentation dudit chèque à l'encaissement. Par suite le porteur d'un chèque non payé est recevable à recourir contre son endosseur, alors qu'il n'est justifié contre lui d'aucun défaut de diligence au point de vue de l'appaication de la loi du pays (L'Angleterre dans l'espèce) où le chèque devait être payé. En matière de prescription il est impossible encore de dégager une solution prédominante.

Avant de terminer cette étude de la jurisprudence il nous a paru bon d'examiner en détail quelques arrêts récents qui en marquent nettement l'évolution.

Tribunal de commerce de la Seine, 23 mars 1925.

Communication du greffe.

Une banque américaine A. (Paterson, Etats-Unis). achète à une banque B. trois chèques tirés sur un établissement de crédit français C. Le tiré s'étant trouvé en faillite, opposition au paiement fut faite par le syndic

de la faillite. On a considéré que la Banque A se trouvait propriétaire de la provision dès que l'émission du chèque sur l'établissement C avait eu lieu. Dès lors le premier chèque ayant été émis en 1920 avant la faillite du tiré était individualisé et devait être payé. Ce fut ici la loi française, loi du lieu de paiement et non la loi américaine, loi du lieu de l'émission, qui fut appliquée pour régler la question du transfert de la provision.

Tribunal de commerce de Bruxelles, 13 juillet 1926.
(*Belg. Jud.*, 28 nov. 1926, p. 627, note J. Levy-Morelle.)

Un tireur X achetait à une banque A de New-York un chèque à l'ordre de son créancier B. B endosse le chèque à une banque belge C; celle-ci se voit refuser le paiement du chèque, la banque A ayant fait faillite entre temps, et ayant eu une opposition de paiement à la banque D sur laquelle le chèque était tiré. Il fallait savoir si le bénéficiaire C belge du chèque payable en Belgique pouvait opposer au tireur A le privilège de la loi belge sur la provision. On donna raison au bénéficiaire C (application de la loi du tiré). Une réflexion très juste a été émise par M. Levy-Morelle à l'appui de la solution belge. Dans le cas présent, la loi du lieu d'émission correspondait avec celle du lieu d'ouverture de la faillite, mais il eut pu en être autrement. Et dès lors des créanciers dont le chèque ne porte nullement mention pourraient, si on appliquait la loi du lieu d'émission s'opposer au paiement du chèque alors que les porteurs successifs ignoraient et étaient dans l'impossibilité de connaître ces créanciers.

Cour d'appel de Colmar, 9 février 1926.

La Société A (Pologne) avait remis de la main à la main au sieur X un chèque comme preuve de couverture, celui-ci endosse frauduleusement le chèque à l'ordre d'une banque polonaise; finalement après de nombreux endos ce chèque fut payé par la banque B à Paris. La société A réclama à la Banque B à Paris le montant du chèque parce que l'endos avait été irrégulier. Ce fut la Cour de Colmar qui fut compétente. En réalité ce devait être la loi polonaise, lieu de l'endos qui a créé le conflit, mais comment connaître ce lieu de l'endos ?

Cassation Chambre criminelle, 8 juillet 1932.

Une société allemande a remis au sieur X un chèque tiré sur la banque fédérative de Strasbourg. Sur ce chèque la somme en lettres était supérieure à celle en chiffres. La somme ayant été dissimulée par une tache d'encre le sieur X toucha le montant de la somme en lettres. La Cour de cassation à la suite d'un pourvoi contre un arrêt de la Cour d'appel de Colmar du 18 février 1932 déclara comme compétent le tribunal du lieu présumé du délit, c'est-à-dire du lieu de paiement du chèque.

Ainsi si l'on peut déceler une légère tendance à l'élargissement du domaine d'application de la règle du lieu de paiement, il n'en reste pas moins que les législations et décisions jurisprudentielles sur les conflits restent très différentes suivant les pays et que dans les différents Etats eux-mêmes la jurisprudence elle-même est loin d'être fixée.

Ce même état de chose se retrouve dans le milieu des

affaires et des banquiers, et l'opinion la plus répandue dans les banques, c'est que la solution donnée à ces problèmes soit par les tribunaux soit par voie d'arbitrage, soit par voie d'accords amiables, est obtenue le plus souvent par des méthodes empiriques, c'est-à-dire en tenant compte surtout des circonstances particulières qui accompagnent le litige.

M. Jacques Bouteron que nous sommes allés consulter a bien voulu nous donner son opinion sur la question. Il considère que la jurisprudence sur la question n'a encore pu s'affirmer, d'une part, à cause du manque de matière qui existait jusqu'à la guerre, d'autre part, par suite du désaccord qui existe entre les dérogations faites aux principes généraux du droit international en la matière pour des motifs d'ordre économique ou d'ordre fiscal et le souci qu'ont les tribunaux et le législateur de conserver intacts, dans leur principe tout au moins, les règles générales du droit international quant à leur application au droit du chèque. Jusqu'à la fin de 1914, dit-il, je ne crois pas que les tribunaux aient eu souvent à intervenir en matière de litige de chèques internationaux. D'abord parce que ce moyen de règlement était relativement peu développé, d'autre part, parce que seules les banques intervenaient dans cette circulation, ce qui écartait les règlements judiciaires, enfin s'il y a eu des conflits internationaux, ils ont été réglés par l'arbitrage en raison de considérations fiscales qui rendaient très onéreuses l'intervention judiciaire. Il n'en est pas de même à son avis depuis la guerre, avec le développement du chèque comme moyen de règlement. En général, dit-il, les conflits ont porté surtout sur la provision, sur le délai de présentation, plus rarement sur les signes exté-

rieurs du titre; de même la rationalisation des banques a pu soulever certaines difficultés dans la matière. Étant donné que d'importants pays au point de vue commercial ont adopté la loi de Genève, les conflits doivent se raréfier, car même ceux qui n'adoptent pas la loi uniforme adoptent la convention sur les conflits de lois qui tend au même but. Nous avons tenu à transmettre intégralement l'opinion de M. Jacques Bouteron sur la question, cependant nous ne partageons pas sa manière de voir en ce qui concerne l'efficacité réelle de la Convention de Genève de 1931, et nous verrons plus loin les raisons de notre manière de voir. Notre opinion est d'ailleurs partagée par les chefs de contentieux des grands établissements financiers privés que nous sommes allés consulter. C'est en vain, disent-ils, que nous avons essayé de dégager de la jurisprudence française et des jurisprudences étrangères un système cohérent de solution des conflits de lois en la matière. Il est impossible, disent-ils, de savoir à l'avance quelle est la loi qui sera appliquée lors de l'élévation d'un conflit, et la seule manière efficace de se garantir est de se conformer en même temps aux prescriptions des différentes lois en présence. Ce manque de certitude et ce flottement de la jurisprudence est d'autant plus regrettable que constamment s'élèvent dans les milieux bancaires et principalement dans les banques en relation étroite avec l'étranger, des difficultés dans cette matière. Un Anglais en France tire un chèque sans provision sur l'Angleterre, l'endosseur anglais va-t-il pouvoir se prévaloir de la loi française, va-t-il être autorisé à poursuivre l'émetteur anglais et le condamner pénalement parce qu'il a émis un chèque sans provision ? Un Français endosse un chèque tiré sur l'Améri-

que. L'Amérique après avoir payé ce chèque en demande le remboursement comme elle est en droit de le faire d'après le droit américain. Le porteur français se retournera alors contre le tireur, mais que faire si celui-ci averti précédemment du paiement par l'endosseur refuse le paiement du chèque comme il a le droit de le faire d'après la loi française? Un Anglais passagèrement en Allemagne a tiré un chèque sans provision sur sa banque en Angleterre. Ce chèque est endossé par un Français. Celui-ci pourra-t-il poursuivre l'Anglais pour émission de chèque sans provision? Cela s'admet si l'endossement a eu lieu en France, mais que dire du cas où l'endossement a eu lieu à l'étranger, du cas où le chèque a été transmis par lettre? Doit-on suspendre tout le litige au caractère accidentel du lieu de l'endossement? Celui-ci sera peut-être difficilement déterminable, faudra-t-il alors s'en tenir aux mentions sincères ou fictives apposées sur ce chèque

Toutes ces questions qui sont soulevées pour ainsi dire quotidiennement dans les banques d'affaires internationales sont en général résolues à l'amiable, les questions de conflits de loi n'y sont pas toujours abordées, et en tous cas résolues empiriquement. C'est là un procédé regrettable et qui contient en lui une menace constante de conflits longs et coûteux et qui nuisent au développement du chèque.

Avant de terminer, nous signalerons que de nombreux conflits se sont soulevés en la matière immédiatement après la guerre, lors du rattachement de l'Alsace-Lorraine à la France, et plus généralement entre la France et l'Allemagne à la suite de la guerre de 1914-1918; des tribunaux arbitraux mixtes ont été créés qui ont rendu

de nombreuses décisions, notamment en matière de chèque. Ces tribunaux statuant en fait et en dernier ressort ont créé une jurisprudence assez spéciale dominée par l'exception de guerre; du point de vue qui nous intéresse ils ont donné une importance prépondérante à la loi du pays du paiement et même quand ils l'écartent pour donner aux litiges une solution de fait, ils font souvent sous-entendre qu'en droit commun c'est la loi du juge payeur qui s'appliquerait.

COMMUNICATIONS PARTICULIÈRES
DES TRIBUNAUX ARBITRAUX MIXTES.

Tribunal arbitral mixte germano-belge.

Cause n° 13.34. Société Somagne et fils
c National Bank für Deutschland.

La société belge X... (Liège) a reçu du sieur Y un chèque tiré sur la National Bank (Berlin). Le chèque ayant été refusé au paiement, M. X... réclame le paiement en invoquant les règles belges en matière de provision. Le chèque étant tiré sur le siège allemand d'une banque allemande, le tribunal a décidé que c'est le droit allemand qui seul est déterminant pour juger des obligations du tiré.

Nous avons prévu au début de ce chapitre une matière abondante de conflits de lois, mais un nombre relativement restreint de décisions jurisprudentielles nationales et une absence presque totale de jurisprudence internationale.

L'étude plus approfondie des conflits dans la pratique est venue confirmer ce que la logique pouvait faire pressentir, mais en outre elle nous a permis d'analyser la nature des solutions qui ont été données à ces conflits.

Tout d'abord dans les règlements entre particuliers ou de banque à banque, partout on a reconnu la nécessité du recours aux méthodes empiriques. Les différentes législations et jurisprudences nationales semblent avoir essayé de construire des systèmes plus cohérents de solution de conflits de lois, mais ceux-ci diffèrent tellement de pays à pays que du point de vue international l'opposition entre deux systèmes foncièrement différents de solution de conflits ne peut être aplanie à l'heure actuelle que par des solutions empiriques analogues à celles utilisées par les hommes d'affaires.

C'est ce qu'ont compris presque unanimement les différentes nations quand elles se sont réunies à Genève en 1931 pour essayer de remédier à cette carence dans les règlements internationaux des conflits sur les chèques.

Nous avons montré quelles étaient les difficultés que devaient et que provoquent en réalité les dissemblances des droits du chèque, nous allons étudier maintenant quelles sont les solutions qui ont été proposées pour les résoudre.

CHAPITRE II

LES DIFFERENTS ESSAIS DE SOLUTION DU PROBLEME

La solution la plus simple et peut-être la meilleure, eût consisté à l'adoption dans les divers pays de la législation anglaise qui joue à la satisfaction générale dans une vaste partie du monde. Il est en outre peu de pays dont la législation sur le chèque n'ait été influencée par le droit anglais. Citons un exemple en France : jusqu'à la loi de 1865, nous avions le chèque récépissé; nous l'avons alors remplacé par le chèque mandat pour nous mettre à l'unisson de l'Angleterre. En 1911 nous avons presque purement et simplement admis le chèque barré tel qu'il fonctionnait en Angleterre, et nous nous en sommes bien trouvé; peut-être y eût-il plus d'avantages que d'inconvénients à mettre à profit l'expérience anglaise, et à adopter presque intégralement son système.

A Norwick, en 1873, lors d'une session de la « National association for the promotion of social science », l'un des délégués estimait que le seul moyen d'arriver à l'unification du droit du chèque, c'était que l'Angleterre améliorât tellement sa législation et la rendit si voisine de

la perfection que les autres pays se sentissent pour ainsi dire forcés de la lui emprunter tout entière¹.

Dans diverses conférences les délégués anglais ont préconisé cette solution. A Bruxelles en 1888, M. Barclay fit la déclaration suivante : « Il me semble que tous les pays auraient intérêt à adopter en matière de chèque, le système de la loi anglaise à cause des avantages qui sont inhérents à ce système. Le chèque est surtout une institution anglaise et c'est dans la législation britannique qu'il faut puiser le règlement de cette institution qui n'a pas encore été comprise sur le continent bien qu'on y voie parfaitement son utilité. »

L'essentiel en matière de chèque, c'est qu'il soit pratique, puisque c'est un procédé de règlement dont on se sert à tout instant, or ceci est le cas du chèque anglais. En 1914 à la session de Paris du sixième congrès de la Chambre de Commerce, le président de la Chambre de commerce à Londres, M. Begg, disait : « En Angleterre ce n'est pas la loi qui a organisé le chèque et son emploi, car nos lois se sont bornées à consacrer ce que nos coutumes avaient établi; chez nous, comme aux Etats-Unis, les plus petites sommes se paient par chèques; dans la vie pratique le numéraire ne sert pas aux paiements. »

Ainsi donc, et nous en sommes persuadés, le chèque anglais est tout à fait adequat aux besoins de la clientèle anglaise. C'est pourquoi l'Angleterre est si attachée au maintien du *statu quo* en cette matière; à quoi bon le modifier puisque presque personne dans leur pays ne le souhaite ? Les Anglais ont souvent répété que dans leur

1. H. D. Jenken : *Is it desirable and practicable to effect an assimilation of english and foreign commercial law, and if so to what extent and what steps should be taken to effect such assimilations*, 1873, p. 137 à 147.

pays, les dispositions légales ne sont que le résultat d'une expérience multiséculaire, qu'en Angleterre les lois ne touchaient pas à la vie pratique commerciale pour la modifier, mais qu'elles suivent plutôt très lentement la pratique commerciale. Mais de ce que le chèque anglais est presque parfaitement adapté à la vie anglaise, il ne s'ensuit pas forcément qu'il soit tout à fait adéquat aux habitudes des autres pays. Le chèque en Angleterre n'est qu'une variété de lettre de change : « *A chèque is a bill of exchange drawn on a banker payable on demand.* » Or cette définition n'est pas acceptée dans bien des pays et spécialement en France où il y a pour ainsi dire une différence de nature entre la lettre de change et le chèque : l'un étant un instrument de crédit, et l'autre un procédé de paiement; la législation anglaise du chèque ne semble pas assez formaliste au continent : par exemple les délais de paiement n'y sont pas nettement déterminés, on se borne à dire que le chèque doit être présenté dans un délai raisonnable « *within a reasonable time* ». La jurisprudence a dégagé cas par cas ce qu'il fallait entendre par là¹. Une autre particularité plus importante encore est à signaler : le tireur peut toujours défendre au banquier de payer le chèque qu'il a émis, et la mort du tireur emporte défense de payer (*ibid.*, p. 295 et suivantes).

Le continent s'oppose à l'introduction de ces règles, car il ne voit pas dans le chèque un pur mandat.

Cependant, en toute objectivité, nous serions assez porté à croire que l'admission par tous les pays assez évolués du système anglais du chèque eût été acceptable

1. *A Digest of the law of bills of exchange* by Sir M. D. Chalmers ninth edition, London, 1927, p. 293.

et heureuse; mais ce n'est pas l'opinion qui a prévalu. On a d'abord eu de très hautes ambitions, il suffit pour s'en donner une idée de se reporter par exemple au discours d'ouverture du président de la Conférence de La Haye de 1910, M. Asser : « Quand l'unité de droit aura été obtenue, le temps viendra d'entrer dans la voie des réformes. Jusque là le travail à faire doit surtout consister à établir au moyen de concessions réciproques, l'harmonie souhaitée entre les différentes législations qui doivent être fusionnées en une seule loi ¹. »

La conférence de La Haye de 1910 ne s'occupe que de la lettre de change et du billet à ordre, par contre la Conférence de 1912 examina sous toutes ses faces les questions de l'unification du droit en matière de chèque. Les résultats furent décevants : on n'aboutit qu'à une uniformité de façade, presque tous les articles adoptés furent assortis de réserves, de sorte que si l'on va au fond des choses l'on s'aperçoit que chaque Etat restait en somme sur ses positions. Bien peu de sacrifices réels furent faits à la cause de l'unification. Bien plus, l'Angleterre et les Etats-Unis déclaraient nettement qu'il n'y avait pas d'espoir que leurs pays se rallient aux textes votés. On était venu à La Haye avec l'intention de fusionner les diverses législations dans une loi uniforme, et après des discussions approfondies, l'on arrivait péniblement à élaborer un projet qui n'était admis par les divers Etats qu'avec des réserves qui lui ôtaient presque toute portée, et en dehors duquel demeuraient les deux Etats du monde où le chèque est roi. C'est-à-dire que

1. Conférence de La Haye, 1910, *Actes*, p. 20. °

dans la réalité, la Conférence avait abouti à un échec. Résultat semble-t-il assez facile à prévoir : le chèque est conditionné par les habitudes d'un pays donné, il se prête donc mal à une uniformisation. Quant à l'Angleterre et à l'Amérique, pourquoi apporteraient-elles des modifications à leur statut du chèque puisque leurs nationaux et leurs sujets y sont attachés ?

Les partisans de l'unification tout en restant fidèles à leur idéal se rendirent compte qu'il fallait procéder par étape, et deux combinaisons se firent jour.

La première consistait à avoir deux sortes de chèques : des chèques à circulation interne dont chaque pays déterminerait librement le statut et des chèques à circulation internationale qui seraient dotés d'une réglementation uniforme. Le 7 novembre 1924, écrit M. Bouteron, le Comité National français proposait au Conseil de la Chambre de Commerce Internationale de prévoir au programme du Congrès de Bruxelles la question de la création d'un chèque à caractère international. Cette proposition avait été faite au Comité National Français par l'Union des Chambres de Commerce Françaises à l'Etranger, qui s'était livré dans différents pays à une enquête sur la législation du chèque. Le Conseil accueillant cette suggestion, chargea un comité spécial d'étudier la question et en confia la présidence à M. Westermann (Pays-Bas) ¹. Le Comité dressa un projet de loi relatif aux chèques dits « internationaux », projet qui une fois ratifié serait venu dans chaque législation se superposer à la loi nationale sur le chèque. On entendait par chè-

1. Jacques Bouteron, *Le Statut international du chèque*, p. 174.

que international un chèque tiré dans un pays et payable dans un autre. Le projet de chèque international se heurta à l'opposition britannique, l'Angleterre tenant pour impraticable la distinction entre les chèques nationaux et les chèques internationaux. A la séance du 24 juin 1925, le délégué anglais Sir Félix Schuster s'exprima ainsi : « A quoi bon poursuivre un but illusoire ? En Angleterre, l'idée d'un chèque soit-disant international est une réalisation impossible. D'après la législation britannique sur les effets de commerce, il ne serait pas possible d'identifier un tel chèque et d'établir une distinction entre un chèque tiré en Angleterre et un chèque tiré à l'étranger. En Angleterre, il nous faut avoir une seule et unique loi régissant les chèques, et il ne peut être tenu compte du lieu d'émission. Il nous paraît donc impossible d'établir un règlement qui s'appliquerait à un chèque dit international »¹.

Sans doute, le délégué anglais n'avait pas tort en soutenant son point de vue. Dans quelle catégorie placer un chèque émis dans un pays, payable dans le même pays, mais endossé dans un autre ? Surtout, il ne tiendrait qu'à l'émetteur de choisir à son gré la forme du chèque qu'il préférerait. Admettons qu'un chèque soit émis à Paris et payable à Paris ; qu'est-ce qui empêche le tireur de mettre en tête de son chèque « Londres » au lieu de « Paris » et de faire ainsi d'un chèque à circulation interne un chèque à circulation internationale ? C'est ce qui se faisait constamment en France à l'époque où il y avait une différence de timbre entre les chèques déplacés

1. Congrès de Bruxelles, brochure n° 43, p. 9.

et les chèques sur place. L'adoption de deux systèmes coexistants de chèques ne pouvait qu'amener des complications, des fraudes et des difficultés, et c'est pour quoi l'idée fut assez vite enterrée.

Mais il restait que l'Angleterre et l'Amérique s'affirmaient de plus en plus hostiles à toute modification importante dans leur législation. Sur leurs suggestions, on en vint à penser que la sagesse consisterait à se contenter pour le moment d'essayer d'uniformiser les lois du continent. C'est le même processus que celui qui sera adopté par la diplomatie dans la question de l'arbitrage obligatoire : on a d'abord des visées très hautes, et on signe le protocole de Genève. L'Angleterre et ses Dominions estiment que c'est aller trop loin, et l'on se rabat sur des pactes spéciaux : Locarno, etc... Le pacte général ayant échoué, on essaie de le reprendre sur des bases plus restreintes. Il en est de même pour ce qui est du problème de l'unification du droit en matière de change ; du moment qu'il s'avérait impossible de faire admettre un texte uniforme par tous les pays, il fallait essayer de le faire admettre par certains, si possible par tous les Etats du continent.

L'Angleterre suggérait de s'engager dans cette voie ; depuis plus de trente ans, disait Sir Félix Schuster, à Bruxelles en 1925, je me suis intéressé à la question d'une réglementation uniforme des effets de commerce, y compris les chèques, et, à Rome, j'ai soumis et défendu la proposition tendant à réunir à La Haye, aussi rapidement que possible, une nouvelle Conférence internationale sur les instruments de crédit ; je suis donc pleinement favorable à l'unification quand elle est possible, mais il y a une grande différence entre la législation

anglo-saxonne et la législation continentale en matière d'effets de commerce. Il n'est pas possible de fondre en un seul ces deux systèmes, on peut cependant s'efforcer d'atténuer les différences, il serait possible d'envisager l'assimilation en un seul système des lois latines et en un autre système des lois anglo-saxonnes, de sorte qu'il n'y aurait plus que deux systèmes bien déterminés. L'accomplissement de ce programme restreint est-il lui-même une œuvre facile ? *A priori*, on peut en douter, car les législations du continent n'ont pas la même conception du chèque et diffèrent sur des points d'importance capitale.

L'Allemagne et les pays apparentés voient dans le chèque un titre formel, c'est-à-dire un titre qui se suffit à lui-même, qui a sa valeur propre sous la seule condition qu'il soit coulé dans le moule prévu par le législateur. C'est l'analogie du billet de banque. La France et les pays qui s'inspirent de sa législation ont du chèque une conception assez complexe. Dans les rapports du tireur et du tiré, l'on peut y voir un mandat ; dans les rapports du tireur et du bénéficiaire, une cession de créance. Il résulte ainsi une difficulté extrême à concilier les divers intérêts en cause. Les faits ont d'ailleurs montré qu'une uniformisation, même limitée aux législations continentales, était pratiquement irréalisable. En dépit des efforts de la Chambre de Commerce internationale et de la Société des nations, on n'a pu aboutir qu'à des résultats fort limités. Sans doute, la Conférence internationale de Genève de 1931 a élaboré un projet de loi uniforme concernant le chèque, et les Etats se sont engagés à le faire passer dans le droit interne.

Ce projet comporte 10 chapitres et 57 articles : il forme

l'annexe à la Convention portant loi uniforme sur les chèques, mais il est suivi d'une annexe II qui permet aux Etats de reprendre d'une main ce qu'ils ont cédé de l'autre. Citons quelques exemples :

ART. 14. — Chacune des hautes parties contractantes se réserve la faculté de prolonger le délai prévu à l'alinéa 1^{er} de l'article 29 de la loi uniforme (huit jours) et de fixer les délais de présentation pour ce qui concerne les territoires soumis à sa souveraineté ou autorité.

ART. 16. — Chacune des hautes parties contractantes se réserve, par dérogation à l'article 32 de la loi uniforme, la faculté pour les chèques payables sur son territoire :

a) D'admettre la révocation du chèque, même avant l'expiration du délai de présentation ;

b) D'interdire la révocation même après l'expiration du délai de présentation. En outre, chacune des hautes parties contractantes a la faculté de régler les mesures à prendre en cas de perte ou de vol d'un chèque et d'en déterminer les effets juridiques.

ART. 19. — La question de savoir si le porteur a des droits spéciaux sur la provision et quelles sont les conséquences de ces droits, reste en dehors de la loi uniforme. Il en est de même pour toute autre question concernant le rapport sur la base duquel a été émis le chèque. En définitive, si la loi uniforme comporte 57 articles, l'annexe II où se trouvent les réserves en contient 31. C'est assez dire combien l'on est loin du but poursuivi. Il faut ajouter que cette loi, dite uniforme, devait être reçue dans le droit interne de chacun des pays signataires. Par combien d'Etats l'a-t-elle été ? Pas un pays n'a, croyons-nous, apporté de modification à sa propre législation du

chèque pour la mettre en harmonie avec la loi uniforme.

Voici l'appréciation de M. Jacques Bouteron sur les résultats acquis : « L'œuvre accomplie à Genève apparaît au terme de cinquante années de labeur international comme un acte de compréhension mutuelle digne d'être encouragé. Elle répond à un besoin incontestable du commerce et constituera un progrès notable dans les rapports économiques entre nations. Cette œuvre n'est pas à l'abri des critiques, et les délégués qui ont concouru à son élaboration n'ignorent pas ses causes de faiblesse. Quelque opinion qu'on porte sur la loi uniforme, nous estimons qu'elle est parfaitement viable et qu'elle peut soutenir avantageusement la comparaison avec certaines lois actuellement en vigueur. Les révisions périodiques auxquelles il conviendra de soumettre cette loi permettront sans aucun doute d'assurer son adaptation progressive et de maintenir l'unité d'interprétation des cours suprêmes appelées à statuer sur ses dispositions. Au surplus, nous croyons que, sous l'influence du temps, les Etats contractants élimineraient eux-mêmes de leur législation interne, la plupart des réserves qui auraient été originellement l'une des conditions de leur adhésion à la Convention de Genève » ¹.

Il nous semble que c'est là se bercer d'illusions, et s'il fallait aller jusqu'au bout de notre pensée, nous dirions que l'idée même d'unification des lois, ne fussent que celles du continent, en matière de chèque n'est qu'une chimère. Le chèque n'est qu'une monnaie perfectionnée, il faut qu'il soit commode et sûr, mais cette notion de commodité est une notion toute relative, et c'est une qualité

1. *Le Statut international du chèque*, p. 205.

qui est en rapport avec la mentalité des habitants de chaque pays et l'ambiance où ils vivent. Le chèque doit être sûr, mais c'est là aussi une question d'espèce, de sorte que le chèque idéal n'est pas le chèque universel, mais le chèque adapté aux besoins d'une communauté déterminée. Ainsi la variété est, si l'on peut dire, de l'essence même du chèque.

C'est pourquoi toutes les tentatives d'unification en matière de droit de change, dans quelque direction qu'elles aient été faites, et si intéressantes en soi qu'elles puissent être, sont restées lettre morte. On a bien élaboré des textes, mais ces textes n'ont point été reçus dans les divers pays. Chaque Etat a continué de se servir de son chèque et non point du chèque omnibus créé à La Haye ou à Genève. Il s'ensuit que, désormais, la question des conflits de loi en matière de chèque demeure la question essentielle. Cette vérité a été un peu perdue de vue dans certaines conférences. On s'est dit qu'il serait préférable de supprimer les conflits de loi plutôt que de les régler, et, dès lors, il convenait de porter les efforts sur l'unification. C'était encore le sentiment de gouvernement des Pays-Bas en 1929. Il se félicitait de ce que les experts juristes chargés de préparer la Conférence de Genève, placés devant le choix entre le système de l'unification et celui de la simple solution des conflits de lois, avaient montré une préférence très nette pour le premier de ces systèmes. Il estimait même qu'il n'y avait pas lieu pour le moment de se préoccuper de la question des conflits de lois : « Le gouvernement est d'avis qu'il faut d'abord s'occuper exclusivement de la loi uniforme en ce qui concerne l'étendue de son application sur le territoire des Etats contractants... après que le règlement uniforme

ainsi que l'étendue de son applicabilité aurait été arrêté et que l'on aura acquis la certitude concernant le nombre des Etats contractants, leur importance au point de vue commercial, la mesure dans laquelle ils auraient usé de la faculté de déroger à la loi uniforme, l'opportunité d'établir des règles dites de conflits de lois pourra être étudiée¹ ».

En 1929, cette opinion faisait l'effet d'un anachronisme, mais elle jouissait d'un grand crédit au moment des Conférences de La Haye 1910-12. Il faut cependant faire exception pour les pays anglo-saxons, car ces pays n'ont jamais vu de solution possible que dans deux directions : l'extension à tous les pays du système anglais du chèque ou l'aménagement d'un bon système de conflits de lois. De bonne heure, ils ont compris que la généralisation du chèque anglais n'était pas pratiquement possible, et c'est pourquoi ils ont donné toute leur attention à la question du conflit de lois.

Le processus est toujours le même ; comme pour la question guerre, l'idéal serait de la supprimer. Cependant, en attendant, il n'est pas inutile de la régler. Sans doute, la suppression serait la solution idéale, mais, en ces matières, il faut tenir compte de ce qui est réalisable.

Avant d'aborder l'étude des différents systèmes de conflits de loi élaborés au cours de ces cinquante dernières années et qui ont abouti finalement à la Convention de Genève de 1931, il nous a paru utile de consacrer un chapitre aux méthodes employées chez les anglo-saxons pour la solution de ces conflits. L'Angleterre, pays où le

1. Société des Nations. Documents préparatoires, Genève, 1929, p. 92 et s.

chèque est roi, mérite une attention particulière. *A priori*, et en toute objectivité, leurs solutions doivent, en effet, avoir atteint un stade d'évolution plus avancé que celles du continent. Cependant, il est bon de signaler que leur conception du chèque étant différente de celle des pays continentaux en général, il serait vain de vouloir étendre intégralement au continent les solutions qu'ils ont adoptées. Aux Etats-Unis, d'autre part, du fait de la fusion progressive et aujourd'hui terminée des droits du chèque des différents Etats fédéraux, le problème pourra également être examiné avec profit.

CHAPITRE III

LE SOLUTIONS ANGLO-SAXONNES DES CONFLITS DE LOIS EN MATIERE DE CHEQUE

Nous avons vu que l'Angleterre et l'Amérique se sont refusées à signer les conventions tendant à l'unification du droit en matière de chèque ; notons maintenant qu'elles sont également restées étrangères à la convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de chèques (Genève 1931). Ces pays estiment, non sans raison d'ailleurs, que leur système de chèque est le meilleur du monde et que leurs règles de conflits ont en somme fait leurs preuves. Quelles sont ces règles ? Nous les trouvons dans deux ouvrages qui font autorité chacun dans leur pays : *A Digest of the Law of Bills of exchange, promissory, notes, chèques and negotiable security* by Sir M. D. Chalmers, ninth edition, London Stevens and Sons 1927, pour l'Angleterre, et *The negotiable instruments Law annotated* by Brannan, Chaffee and Frederick K. Beutel, 1932, pour les Etats-Unis.

Etudions d'abord le système anglais.

Quant à la capacité des parties, Chalmers enseigne, p. 71 et 22, que la question se règle d'habitude d'après la

loi du domicile des parties contractantes, mais que, dans les matières d'ordre commercial, elle est plutôt déterminée par le *lex loci contractus*. Dans ce sens : *Westlake's international law*, 3 ed., p. 44, et *Dicey's conflict of law*, ed. 2, p. 538 ; il faut noter également les déclarations de M. Gutteridge, délégué anglais à la Conférence de Genève. En ce qui concerne la question de capacité requise pour être partie à des contrats, il existe un léger doute. La solution juridique anglaise n'est pas absolument unanime, mais, d'après M. Gutteridge, pour les questions commerciales, il semble bien que la capacité soit gouvernée par la *lex loci contractus*.

Quant aux formes, lorsqu'un effet est émis dans un pays et négocié, accepté ou payé dans un autre, les droits, les devoirs ou les charges des parties sont déterminés ainsi qu'il suit : les formes requises sont, en principe, celles du lieu d'émission d'acceptation ou d'endossement, c'est-à-dire celles du lieu de passation de l'acte envisagé ; cependant, si l'acte, bien que passé à l'étranger, est rédigé dans les formes anglaises, cet acte est valable en Angleterre. Le contrat est réputé passé là où l'effet est délivré et non pas là où la signature est donnée. Dans le cas où l'on veut démontrer que l'effet n'est pas valable en égard à la loi du lieu d'émission, si cette loi est étrangère, la preuve se fait comme pour les questions de fait. En l'absence d'une telle preuve, on suppose, semble-t-il, que la loi étrangère est la même que la loi anglaise¹.

A Genève, en 1931, M. Gutteridge résumait ainsi le système anglais sur ce point : la forme de l'effet est déterminée par la loi de la place où l'effet est émis ; quant à

1. Chalmers, *Conflict of laws*, n. 72, p. 279 et suiv.

la forme d'une acceptation, y compris l'acceptation d'honneur, le protêt et les endossements, ils sont gouvernés par la loi de la place où ils ont eu lieu ; pour les obligations qui surgissent des signatures, elles sont gouvernées par la loi de la place où l'émission, l'acceptation ou l'endossement ont lieu. En somme, on est en face d'une application de la règle *locus regit actum*, mais entendue dans un sens bien plus extensif qu'elle ne l'est en France. Depuis Merlin, procureur général à la Cour de cassation au xix^e siècle, on distingue assez généralement en France quatre sortes de formalités dans les actes :

1° Les formalités habilitantes, c'est-à-dire celles qui rendent capables d'agir la personne incapable par son état. L'autorisation donnée à la femme par le mari ou la justice en est un exemple. D'après Merlin, ces sortes de formalités devaient obéir à la loi personnelle ou à la loi du domicile ;

2° Les formalités intrinsèques ou viscérales, à savoir celle qui donnent un sens à l'acte, qui constituent la substance même de l'acte. Merlin leur appliquait le principe d'autonomie ;

3° Les formalités extinsèques ou probantes. C'est à ces formes que Merlin appliquait la règle : « *locus regit actum* » pour des nécessités pratiques ;

4° Les formalités exécutoires que Merlin soumettait à la loi du lieu d'exécution ¹.

La plupart des spécialistes français cantonnent rigoureusement la règle *locus regit actum* dans la matière

1. M. Levy-Ulmann à son cours.

de la forme extrinsèque des actes. Dans ce sens, on peut citer Pillet et Niboyet¹.

Rationnellement, cette opinion se justifie par d'excellents arguments, mais, pratiquement, elle prête à des difficultés. Il n'est pas toujours aisé de distinguer les formes extrinsèques des autres sortes de formes. En tout cas, pour les Anglais, la règle *locus regit actum* déborde de son domaine normal d'application et vise aussi bien les questions de fond que les questions de forme, du moins en matière d'effets de commerce. En somme, les Anglais ne distinguent pas, comme on le fait en France, la règle *locus regit actum* et *lex loci contractus*, ils amalgament les deux.

Ce n'est pas tout : en France, l'application de la règle *locus regit actum* présente, semble-t-il, un caractère facultatif. Dans son cours de 1931-1932, M. Lévy Ulmann s'exprime ainsi : « Pendant très longtemps, pendant tout le XIX^e siècle, la Cour de cassation et les juridictions qui la suivaient admettaient que la règle était obligatoire. La doctrine critiquait cette solution, estimait que la règle étant d'intérêt pratique, il n'y avait pas lieu d'en faire la source de complications pour les intéressés. La Cour de cassation s'est rendue à ces justes raisons, et, par un arrêt de principe du 20 juillet 1909, rendu sur les conclusions du procureur général Beaudoin, elle a renversé toute la jurisprudence qui est aujourd'hui fixée dans le sens de la Faculté¹. »

D'après M. Niboyet, selon l'opinion qui prévaut à l'heure actuelle, la règle est purement facultative pour

1. *Manuel de Droit international privé*, 1928, p. 657 en note.

2. M. Lévy-Ulmann à son cours.

les actes privés. Il en donne des raisons d'ordre historique et pratique : « La règle *locus regit actum* a été admise dès l'origine comme une exception à la compétence de la loi personnelle des individus reposant sur des raisons d'utilité pratique ; c'est pour la commodité et par dérogation à la loi personnelle qu'on a validé l'acte simplement conforme à la loi du lieu de passation. Mais, petit à petit, ainsi que l'exprime justement Lainé, l'habitude se forme dans le droit coutumier d'exprimer cette règle en termes brefs, concis, absolus, qui se condensèrent encore à la longue en la maxime *locus regit actum* d'un ton impératif. Alors, la forme l'emporta sur le fond, on perdit de vue l'origine de la règle, les besoins qui l'avaient fait naître et qu'elle était simplement destinée à satisfaire, et l'on finit par l'entendre à contre sens ». On proclama, dès lors, que les actes devaient être conformes à la *lex loci actus* à peine de nullité.

En définitive, d'après M. Niboyet, la règle *locus regit actum* n'est ni impérative, ni facultative *a priori*. Certains actes doivent obéir à la *lex loci actus*, d'autres peuvent être faits conformément à une autre loi. Il existe un critérium fort simple à cet égard, celui de la possibilité en fait d'échapper ou non à la *lex loci actus* ¹.

En Angleterre, au contraire, on tient la règle pour obligatoire, sauf dans le cas où l'effet de commerce, payable en Angleterre, mais émis au dehors, serait fait dans les formes anglaises.

Quant au timbrage, l'Angleterre admet qu'un billet émis hors du Royaume-Uni n'est pas nul par cela seul qu'il n'est pas timbré en conformité de la loi du lieu d'émission ².

1. *Précis élémentaire de Droit international privé*, Recueil Sirey.

2. Chalmers, *loco cit.*, p. 279 et 72 et aussi Westlake, 5^e édition p. 209.

Il est à noter que des diverses conventions passées à la Conférence internationale de Genève de 1931, la seule qui ait été signée par l'Angleterre est celle qui est relative au droit de timbre. En voici la disposition essentielle : « Dans le cas où telle ne serait pas déjà leur législation, les Hautes Parties contractantes s'engagent à modifier leurs lois dans tous les territoires placés sous leur souveraineté ou autorité et auxquels la présente convention est applicable, de telle sorte que la validité des engagements pris en matière de chèques, en l'occurrence des droits qui en découlent, ne puisse être subordonnée à l'observation des dispositions sur le timbre. » C'est l'un des rares points de la législation du chèque sur lequel l'accord s'est facilement réalisé.

Quant à la computation du temps de paiement, l'Angleterre admet qu'elle doit être réglée par la loi du lieu de paiement. Par exemple : si un chèque est émis en Angleterre et payable en France, mais qu'un « moratoire » soit déclaré dans ce dernier pays, le porteur du chèque doit en subir les conséquences ¹.

Quant à la responsabilité en cas de chèques faux, falsifiés, perdus ou volés, l'Angleterre estime qu'elle doit être déterminée par la loi du lieu de paiement. Exemple : si un chèque est tiré à l'étranger, mais payable en Angleterre et qu'il soit falsifié soit à l'émission, soit en cours de circulation, l'Angleterre, pour ce qui est du dommage civil, appliquera la loi anglaise, c'est-à-dire que, sauf exception, la perte sera pour le banquier payeur. Elle estime, en effet, que la fraude est plutôt dirigée contre le tiré que contre le tireur et qu'en outre le tiré étant un professionnel, il est plus équitable de

1. Chalmers, *loco cit.*, p. 287 et 72.

mettre le risque à sa charge, d'autant que, dans l'ensemble de ses opérations, le risque est moins grave pour le banquier que pour le particulier, et qu'enfin il peut se garantir par une assurance (Chalmers).

Il nous semble, en somme, que la caractéristique essentielle du système anglais de conflit soit représentée par l'importance donnée à la loi de passation de l'acte, à la règle *locus regit actum*, cette règle n'étant pas du tout, comme en France, cantonnée dans les questions de forme extrinsèque. La capacité même des personnes impliquées dans le chèque s'apprécie d'après cette règle. C'est une exception au droit commun d'après lequel c'est le domicile qui régit la capacité, et les conséquences en sont considérables : à savoir que les droits et les devoirs des personnes qui jouent un rôle dans le chèque sont, en principe, déterminés par la règle *locus regit actum*. Ce système présente de grands avantages pratiques : il simplifie singulièrement le problème du conflit de lois en matière de chèque. Telle est la physionomie schématique que l'on peut donner du système anglais ; mais, si on étudie la jurisprudence, on verra un certain flottement, et l'on peut dire que les juges s'ils admettent les principes généraux que nous venons d'exposer, n'en sont nullement esclaves, et se permettent d'y déroger dès que le cas qu'ils ont à traiter leur semble devoir être jugé différemment. Nous allons étudier quelques décisions de la jurisprudence anglaise, et nous y verrons successivement les applications de tous les principes : loi du lieu de passation de l'acte, loi du lieu de paiement, loi du lieu d'émission réel ou apparent, *lex loci solutionis*, loi du lieu de l'escompte, etc...

Un bill avait été émis au Canada, à Halifax, accepté à

Manchester, et il était payable à Londres. Il a été jugé que l'intervention de l'acceptation était déterminée par la loi du lieu où elle avait été donnée, c'est-à-dire par la loi anglaise (Loi du lieu de passation de l'acte.) (Sanders, v. St-Helens Smelting C^o, 1906.)

Un bill, émis à l'étranger, payable au Canada, est réputé payable dans la monnaie ayant cours au Canada. (Loi du lieu de paiement.) (Chapman, v. Mac Fie, 1869.)

Un individu, qui était temporairement à New-York, émit un bill sur une firme de Toronto, payable à l'ordre d'une banque de New-York. Le domicile du tireur et des tirés était à Toronto. Le bill fut protesté à l'échéance pour non paiement, le tireur prétendant qu'il avait été émis pour une dette de jeu (transactions à terme sur le marché de New-York) et qu'il était, dès lors, illégal et invalide. Il fut jugé que la loi de New-York était applicable, bien que le tireur et les tirés eussent leur domicile à Toronto (Loi du lieu d'émission.) (Story, v. Mc Kay, 1888.)

Un bill avait été émis et accepté au Canada, mais il devait servir à régler des opérations de jeu faites en Illinois, et illégales dans ce pays. Le bill fut déclaré valable, la loi du Canada ne connaissant pas l'exception de jeu pour les spéculations (Loi du lieu d'émission.) (Bank of Toronto, v. Mc Dougall, 1878.)

Un bill émis à Paris par un habitant de la Nouvelle Ecosse, daté de la Nouvelle-Ecosse, et payable en Nouvelle-Ecosse. La loi française n'est pas applicable quoique lieu réel d'émission. (Loi du lieu d'émission apparent.) (Merchants Bank, v. Sterling, 1880.)

La responsabilité de l'émetteur d'un bill est réglée par la loi du lieu de l'émission et non par une autre. (Hoocker, v. Seslie, 1868.)

Quand un bill est payable sur une place déterminée, c'est la loi du lieu de passation du contrat et non la loi du lieu de paiement qui l'emporte. (North-Western National Bank v. Towel, 1880).

Quand un bill est payable sur une certaine place, le taux des intérêts est réglé par la loi de cette place (*lex loci solutionis*). (Wallace, v. Souther, 1878.)

Un bill émis et payable à New-York, mais escompté au Canada, est, en ce qui concerne le taux des intérêts, régi par la loi du Canada. (Loi du lieu de l'escompte.) (Cloyes, v. Chapman, 1876.)

Un bill of exchange avait été tiré à Salonique et payable à Marseille, mais le gouvernement français avait, à plusieurs reprises, pris des décrets pour suspendre le paiement de toutes les lettres de change. Le bill ne fut pas présenté dans les délais fixés par la loi de Salonique. Il fut décidé que les décrets devaient être respectés et que le bill restait valable. (Loi du lieu de paiement.) (Allatini et C^o, v. Abbatt, 1872.)

La règle *locus regit actum* est la règle maîtresse en fait de traites et de chèques. Quand un chèque est payable dans une contrée étrangère, tout ce qui touche le paiement : protêt etc. est réglé par la loi de la place du paiement. (Loi du lieu de paiement.) (Bank of America, v. Copland, 1881.)

Dans un procès sur un chèque émis et payable au Canada, la preuve du non-paiement se fait par les modes admis au Canada. (Loi du lieu de paiement.) (City Bank, v. Ley, 1844.)

Un protêt fait dans des formes étrangères régulières est tenu pour bon en Angleterre. (Loi du lieu de passation de l'acte.) (Elder, v. Yaugautt C^o, 1854.)

Le président d'une banque, dans un pays étranger, bien que n'étant pas un homme de loi, est cependant un témoin admissible pour savoir quelle monnaie a cours dans ce pays. (National Bank of Chicago, v. Corby, 1878.)

Les questions de prescription sont des questions de procédure, et, dès lors, soumises non pas à la loi du lieu de passation du contrat, mais à la *lex fori*. Le tribunal saisi applique sa prescription. *Lex fori*.) (Cross, v. Snow, 1885.)

Cet examen rapide de quelques décisions judiciaires montre bien la latitude laissée au juge pour les solutions à donner aux conflits de loi. Il semble bien qu'un examen approfondi de cette jurisprudence n'aboutirait pas à la construction d'un système logique de conflits, mais, au contraire, nous amènerait à mettre au jour certaines contradictions de jugements. Cette jurisprudence, il est vrai, n'est pas toute récente, mais il ne semble pas que, durant ces dernières années, elle ait évolué vers une construction plus cohérente.

En résumé ce que l'on semble seulement pouvoir affirmer, c'est que l'Angleterre, dans le domaine du droit de change, ne se préoccupe ni de la loi personnelle des parties, ni de leur domicile, ni du renvoi. Elle ne prend en considération que deux lois : très principalement, la loi du lieu de passation des actes, accessoirement la loi du lieu de paiement. Outre que c'est un système simple, c'est un système rationnel. Il n'est pas exorbitant de supposer que les personnes qui font un acte de la nature du chèque dans un certain lieu acceptent tacitement de se soumettre à la loi de ce lieu. En France même, n'est-il pas admis que les étrangers qui se marient sans faire de contrat de mariage sont réputés mariés sous notre régime

de communauté légale ? Du moins, s'il résulte des circonstances que leur intention est de vivre en France. Dans son *Précis de Droit international privé*, M. Lerebours-Pigeonnière retrace l'évolution de cette question. En voici une vue schématique : deux étrangers se marient en France ou deux Français à l'étranger, sans rédiger de contrat de mariage, et ils ont des biens situés en plusieurs pays. Quel sera leur régime matrimonial ? En 1525, Dumoulin fut consulté sur cette question. Jusque là, on appliquait aux divers biens le statut de leur situation, d'où des complications inextricables. Dumoulin observe que lorsque les époux faisaient un contrat, la conséquence en était l'unité de régime matrimonial. Pourquoi ne pas admettre que leur silence valait l'acceptation tacite du régime du domicile matrimonial, c'est-à-dire du domicile choisi par le mari au moment du mariage ?

Pendant longtemps, la jurisprudence suivit fidèlement la tradition de l'ancien droit et se repéra à la loi du domicile du mari au moment du mariage, sous prétexte de contrat tacite, d'interprétation de la volonté des époux. Actuellement, notre droit coutumier donne tout son développement à l'idée d'autonomie de la volonté et décide de faire varier la loi tacitement adoptée, suivant les circonstances de fait ¹.

Si, pour une institution aussi importante que le régime matrimonial, la France estime que le lieu de célébration est, en général, pris en considération et même en considération décisive, il semble assez naturel que l'Angleterre admette, en somme, le même système en matière de com-

1. *Précis de Droit international privé*, Librairie Dalloz, 1933, p. 382 et 388, n^{os} 342 et 343.

merce, c'est-à-dire qu'elle donne une place prépondérante à la loi du lieu de passation de l'acte.

Il nous semble pourtant que le système anglais prête à une assez grave objection. Il règle, comme on l'a vu, la capacité des personnes figurant dans le chèque et leurs obligations par la loi du lieu de passation de l'acte. Une fraude va, dès lors être facile. Supposons qu'à raison de sa propre loi un individu soit incapable d'émettre un chèque ; qui l'empêche de libeller son chèque de telle façon qu'il apparaisse comme tiré d'un pays où il serait capable ? Exemple : la loi personnelle fixe la majorité à 23 ans, et il n'a que 21 ans ; il peut fictivement et sans se déplacer dater le chèque d'un pays où la majorité est à 21 ans et ainsi s'évader aisément de sa propre loi de capacité. Or, il est communément admis que les lois relatives à la capacité présentent un intérêt social et sont, pour employer l'expression consacrée, d'ordre public. Sans doute, on pourrait ne pas s'en tenir aux indications mises sur le chèque et essayer de rétablir la vérité des faits, mais ce sera là une source de difficultés inextricables dans une matière où l'on a avant tout besoin de commodité et de sécurité. On est pratiquement obligé de s'en tenir aux mentions qui figurent sur le chèque, et, dès lors, rien n'est plus simple que de faire varier par sa seule volonté sa capacité en matière d'effets de commerce. Jusqu'en 1924 les droits de timbre étaient différents selon que le chèque était ou non déplacé. Pratiquement, la loi était tournée : le tireur qui était à Tours, par exemple, et qui avait sa banque à Paris, mettait, en tête du chèque, Paris au lieu de Tours. Le fisc pourtant si attentif n'essayait pas de démontrer la fraude, l'entreprise eut été trop risquée.

L'objection est sérieuse, mais pourtant moins qu'elle ne le semble, car, en réalité, les lois des principaux pays sur la capacité ne sont pas très différentes. On peut dire que toutes les législations admettent les incapacités naturelles, c'est-à-dire celles qui tiennent vraiment au fait des choses : les incapacités du fou et de l'enfant. Il n'y a vraiment de divergences que pour les incapacités assez artificielles comme celles de la femme mariée, du prodigue, ou tout à fait artificielles comme celles qui, dans certains pays, défendent à certaines castes sociales de s'engager par lettre de change. Malgré tout, il reste quelque chose d'assez choquant dans le système anglais : c'est que le même individu est, en matière de change, capable ou incapable, selon qu'il date l'effet qu'il émet de tel ou tel pays.

Le système américain est, dans ses grandes lignes, le même que le système anglais, mais la question des conflits de lois y a cependant longtemps eu une extrême importance, à raison de ce que les lois sur les « négociable instruments » et spécialement sur les « checks » variaient avec les divers Etats de la Fédération. Actuellement, l'unification est en grande partie réalisée. Dans la préface de la première édition de son ouvrage, Brannan expose que « the negotiable instruments law » est basée et largement copiée sur « the english bills of exchange act » préparé par le juge Chalmers et voté par le Parlement en 1882. En août 1895, un Comité fut nommé pour tâcher d'uniformiser les lois des divers pays. En août 1895, son projet fut discuté, modifié, adopté et soumis à l'acceptation des divers Etats et territoires (*Brannan's negotiable instruments law*, Beutel, 1932, p. VII).

Voici la liste des Etats et des territoires qui ont adopté
« the negotiable instruments law ».

Alabama. — Law of 1907 in effect January 1908.
Alaska. — Loi 1913 approuvée le 28 avril 1918.
Arizona. — 1901. Effet du 1^{er} septembre 1901.
Arkansas. — 21 février 1913.
California. — 31 juillet 1912.
Colorado. — 20 avril 1897.
Connecticut. — 5 avril 1897.
Delaware. — 4 avril 1911.
District of Columbia. — 3 avril 1899.
Florida. — 1^{er} juin 1897.
Georgia. — 18 août 1924.
Havai. — 20 avril 1907.
Idaho. — 10 mars 1903.
Illinois. — 5 juin 1907 (avec certaines réserves).
Indiana. — 3 mars 1913.
Iowa. — 12 avril 1902.
Kansas. — 8 juin 1905.
Kentucky. — En mars 1904.
Louisiana. — 29 juin 1904.
Maine. — 7 avril 1917.
Maryland. — 29 mars 1898.
Massachusetts. — 6 mars 1899.
Michigan. — 16 juin 1905.
Minnesota. — 1^{er} juillet 1913.
Missipi. — 7 juillet 1916.
Missouri. — 16 juin 1905.
Montana. — 7 mars 1903.
Nebraska. — 1^{er} août 1905.
Nébraska. — 1^{er} mai 1907.
New Hampshire. — 1^{er} janvier 1910.
New Jersey. — 4 avril 1902.
New Mexico. — 21 mars 1907.
New-York. — 20 avril 1898.
North Carolina. — 8 mars 1899.
Ohio. — 1^{er} janvier 1903.
Oklahoma. — 20 mars 1909.
Oregon. — 16 février 1899.
Pennsylvania. — 2 septembre 1901.
Philippine Islands. — 3 février 1911.
Porto-Rico. — 1930.
Rhode-Island. — 1^{er} juillet 1899.
South Carolina. — 1914.
South Dakota. — 4 mars 1913.

Tennessee. — 16 mai 1899.
Texas. — 17 juin 1919.
Utah. — 1^{er} juillet 1899.
Vermont. — 1^{er} juin 1913.
Virginia. — 3 mars 1898.
Washington. — 22 mars 1899.
West Virginia. — 1^{er} janvier 1908.
Wisconsin. — 15 mai 1899.
Wyoming. — 15 février 1905.

Cette liste et ces dates sont significatives : « the negotiable instruments law » est aujourd'hui acceptée par tous les Etats et territoires de l'Etat fédéral, mais les adhésions s'échelonnent sur un grand nombre d'années. Ceci prouve combien l'unification du droit de change est difficile à réaliser, même quand les conditions sont très favorables, ce qui était le cas : on avait affaire à une population de même race, de mêmes habitudes, soumises déjà, dans une large mesure, à un législateur commun. En outre, les adhésions ne sont pas absolument intégrales, il reste des particularités dans la législation de chaque Etat, si bien que, même aujourd'hui, la question des conflits de lois présente aux Etats-Unis plus d'acuité que dans les pays unitaires. Actuellement encore, « the negotiable instruments law » n'est pas obligatoire dans la zone du canal « is not in force in the Canal zone »¹.

Les questions de capacité restent une source abondante de conflits de lois entre les divers Etats de la Fédération. Par exemple, une femme mariée, domiciliée au Tennessee émet un chèque alors qu'elle était incapable d'après la loi de ce pays ; mais le chèque était payable en Virginia, et dans ce pays ladite femme eut été capable. Le procès s'étant produit en Virginia, le tribunal admet que c'était la loi du lieu de paiement qui gouvernait la capacité de l'émetteur². Il y a là une solution qui

1. Beutel, *loco cit.*, p. 1126.

2. Beutel, *loco cit.*, p. 217-218.

doit retenir notre attention. Faut-il y voir comme un écho de l'ancienne théorie des statuts odieux et des statuts favorables ?

Quant aux statuts prohibitifs concernant la personne, Bartole, enseigne M. Lévy Ulmann, fait une distinction qui lui a été beaucoup reprochée. Il distingue deux sortes de statuts : les statuts favorables et les statuts odieux : un statut, par exemple, tend à accorder à certaines personnes des dispositions de protection, il s'agit notamment de l'interdiction faite aux mineurs de 25 ans de passer des actes ou de tester, de l'interdiction des legs entre époux. Ce sont des dispositions de protection, des dispositions favorables, on admet alors l'internationalité de ce statut, on admet qu'il suit la personne, qu'on doit le respecter partout. Mais, si le statut contient une prohibition regrettable et qui répugne dans certains cas à la science ou à la conscience du juriste, on ne peut pas leur en imposer au delà des frontières du statut le respect et l'application¹. La distinction est délicate à faire et fort subjective, et l'on n'a pas manqué de remarquer que ce qui paraît à Bartole un statut favorable, paraît à Balde un statut odieux (le statut qui interdit à la femme mariée de faire un legs à son mari).

Ne faut-il pas plutôt voir dans la solution américaine une application partielle de la théorie que nous développerons bientôt et qui consisterait en matière de chèques à faire à la loi de paiement une place tout à fait prépondérante ? Mais n'anticipons pas et retenons seulement que, dans les relations de certains États de la Fédération, c'est la loi du lieu de paiement qui détermine la capacité du tireur.

1. M. Martin à son cours.

En somme, et si l'on s'en tient à l'essentiel, il semble bien que l'Angleterre l'Amérique demandent la solution des conflits de lois qui se présentent en matière de chèque à deux lois : la loi du lieu de passation de l'acte et la loi du lieu de paiement. Peut-être, la part faite à chacune de ces deux lois n'est-elle pas la même dans les deux pays. Il nous a semblé que l'Angleterre faisait plus de place que l'Amérique à la loi du lieu de passation de l'acte, mieux vaudrait, croyons-nous, faire plus de place à la solution que nous préconisons. Il est nécessaire d'étudier l'évolution des idées qui s'est produite depuis une cinquantaine d'années sur le mode de solutions des conflits de loi en matière de change, et qui se reflète dans les différentes Conférences tendant à l'unification du droit de change en matière de conflits de lois.

CHAPITRE IV

LA QUESTION DES CONFLITS DE LOIS DANS LES CONFERENCES TENDANT A L'UNIFICATION DU DROIT EN MATIERE DE CHEQUE

Notre intention n'est pas de reproduire en détail les discussions qui se sont produites à ce sujet depuis une cinquantaine d'années ; ce serait une œuvre de compilation qui a été utilement faite par M. Jacques Bouteron dans son statut international du chèque. Notre but est autre ; nous voudrions seulement mettre en lumière les enseignements qui paraissent se dégager de ces cinquantes années d'études et de réunions dont les Conventions de Genève de 1931 ont marqué l'aboutissement.

Il semble qu'à la suite d'un tel examen on puisse nettement faire ressortir les deux tendances principales qui se sont manifestées au cours des discussions sur cette matière. Tout d'abord, l'intérêt des conflits de loi qui paraissait mince au début, sauf aux Anglais, est allé toujours croissant ; de plus, les solutions adoptées n'ont pas présenté de caractère spécial, on n'a pas recherché de solution particulière en tenant compte de la spécialité du droit du chèque, mais on s'est contenté d'appliquer à

la matière du chèque les solutions généralement admises dans l'ensemble du droit.

Tout d'abord la question des conflits de lois a retenu de plus en plus l'attention des conférences qui se sont tenues en vue de l'unification du droit de change. C'est là un fait qu'il est aisé de démontrer. Dans les résolutions de la Conférence diplomatique de La Haye pour l'unification du droit relatif à la lettre de change, au billet à ordre et au chèque (1912), le problème des conflits de lois est rejeté tout à la fin et ne compte que trois articles :

« ART. 32. — La capacité d'une personne pour s'engager par chèque est déterminée par sa loi nationale. Si cette loi nationale déclare compétente la loi d'un autre Etat, c'est cette dernière loi qui sera appliquée. La personne qui serait incapable d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue si elle est obligée sur le territoire d'un Etat d'après lequel elle aurait été capable.

» Chaque Etat contractant a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de chèque par l'un de ses ressortissants, et qui ne serait tenu pour valable dans les territoires des autres Etats contractants que par l'application de l'alinéa précédent. »

« ART. 33. — La forme d'un engagement pris en matière de chèque est réglée par la loi de l'Etat sur le territoire duquel cet engagement a été souscrit. Un chèque, valable d'après la loi de l'Etat sur le territoire duquel il est payable, demeure valable encore qu'il ne le soit pas d'après les lois de l'Etat où il a été créé. Il en est de même des signatures apposées sur ce chèque dans d'autres Etats que celui où il est payable. »

« ART. 34. — La forme et les délais du protêt, ainsi

que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de chèques sont réglés par les lois de l'Etat sur le territoire duquel a été dressé le protêt ou passé l'acte en question. »

Nous verrons tout à l'heure, en étudiant d'un peu plus près les Conventions de Genève de 1931, combien la question des conflits de lois a pris d'importance dans ses Conventions. Il y a à cette évolution diverses raisons : en 1912, on avait l'espoir, ou du moins on feignait de l'avoir, qu'on pourrait aboutir à une loi uniforme, ce qui supprimerait les conflits ; de là provient le peu d'importance qu'on attachait à leur réglementation. Mais ces espoirs devaient s'évanouir au contact des réalités. Tout d'abord, les pays anglo-saxons, c'est-à-dire les pays dans lesquels le chèque a un particulier rayonnement, déclaraient vouloir s'en tenir à leur propre législation et à leurs usages. Les autres Etats signaient bien un projet, mais ils l'entouraient de tant et de si graves réserves que l'on pouvait dire que rien n'était réalisé dans la voie de l'unification. D'ailleurs, dans ces conditions, l'on ne pouvait obtenir de ratification des autorités constitutionnelles compétentes. La guerre a été pour beaucoup à ces abstentions, mais comme l'a écrit M. Lyon-Caen, elle n'a pas été la seule cause qui, pour la France, a mis obstacle à la ratification de la Convention de 1912. Une certaine hostilité s'est manifestée dans les milieux des jurisconsultes et des banquiers. Voici les principales raisons qu'on a fait valoir contre la ratification. La convention, a-t-on dit, ne réalise pas effectivement l'uniformité des lois, elle laisse de côté quelques questions, et sur treize points autorise chaque Etat à déroger aux dispositions de la loi uniforme. De plus, l'abstention des Etats-Unis

et de la Grande-Bretagne amoindriissait considérablement l'intérêt de cette Convention par cela même qu'elle ne s'appliquait pas aux deux plus grands pays commerçants du monde. Mais du moment qu'on ne pouvait aboutir à une loi uniforme, c'est-à-dire à la suppression des conflits de lois, il devenait d'un grand intérêt de les régler.

Par ailleurs, à la Conférence de La Haye de 1912, le rapporteur était Louis Renault, jurisconsulte de grand mérite, mais d'une prudence extrême. Il estimait que si l'on essayait d'aller au fond des choses, on arriverait vite à des impasses. Dût-on même s'accorder sur un texte complet, l'on ne serait guère plus avancé, car sous les mêmes mots les divers Etats mettaient des choses différentes, et l'on n'aboutirait pas à une unité de jurisprudence, il faudrait des tribunaux internationaux spéciaux, mais l'heure de ces tribunaux n'avait pas sonné.

Dans un deuxième mémorandum présenté en 1923 à la Commission économique et financière de la Société des Nations, M. Jitta s'en tenait encore à la méthode suivie à La Haye en 1912. Il est bon, disait-il, d'éviter un système législatif qui se piquerait de trancher toutes les questions imaginables et de laisser une grande place à la jurisprudence qui n'aura véritablement une valeur universelle que lorsqu'elle s'appliquera à des groupes, dont les lois seraient uniformes dans leurs grandes lignes. C'est ce que les jurisconsultes de haute valeur, qui ont rédigé les dispositions de droit international privé adoptés à La Haye, ont compris.

Il fallut venir jusqu'à 1927 à la session de Lausanne de l'Institut de droit international pour que les questions de conflits de lois fussent discutées avec tout le soin

qu'elles méritent, étant donné que les projets de loi uniforme s'avéraient de plus en plus chimériques. La discussion se poursuivit sur le rapport de M. Niboyet, suppléant le rapporteur, M. Lyon-Caen qui ne pouvait assister à la session de l'Institut. Dans son rapport, M. Lyon-Caen pour la première fois semble-t-il faisait le tour de la question du chèque. L'étude du chèque avait été abordée en 1885 lors de la session de Bruxelles. Sous l'empire de préoccupations d'ordre économique, elle fut à nouveau reprise à la session de Lausanne en 1927. L'œuvre qui devait aboutir à la Convention de Genève de 1931 se trouvait ainsi en grande partie préparée.

Ainsi, comme nous l'avions annoncé, nous avons pu constater dans cette étude rapide l'importance sans cesse croissante que prit la question des conflits de lois dans ces dernières années. Montrons maintenant que les solutions admises au cours de cette même période en matière de conflits de lois ne sont guère plus que l'adoption des solutions de droit commun. Elles ne s'inspirent pas d'une formule tenant un compte particulier de la nature juridique du chèque. On peut citer maints exemples à l'appui de cette affirmation. En matière de capacité, on applique les règles de droit commun : la capacité d'une personne pour s'engager par chèque se détermine par sa loi nationale. Cependant, il serait excessif de prétendre qu'on se borne à un simple placage des solutions générales. Partant de l'idée que le chèque doit être un instrument de paiement sûr, l'on est moins strict sur la capacité que dans le droit commun. A côté de la loi nationale, on fait place à deux autres lois. Si la loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée, et la personne qui serait incapa-

ble d'après la loi nationale est néanmoins valablement tenue en principe, si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable. Cette atténuation est admise par la loi de plusieurs pays, loi allemande de 1908 sur le chèque (art. 26, 6^e al.). On s'efforce donc d'écarter le plus possible les causes de nullité qui seraient une véritable plaie pour la circulation du chèque. L'on a aussi un autre dessein qui est celui d'amener les pays anglosaxons à signer les conventions relatives aux conflits de lois. Ce système, disait le rapporteur M. Diena, est susceptible de faciliter l'adhésion de l'Empire britannique et peut-être aussi celle des Etats-Unis d'Amérique. On se souvient en effet qu'en Amérique la personne mariée qui n'est pas capable d'après sa propre loi, est cependant engagée si la loi du lieu de paiement la tient pour capable. En résumé, pour ce qui est de la capacité, on applique le droit commun, mais cependant avec certaines adaptations. Nous trouvons la même solution en ce qui concerne les formes. En principe, c'est l'application de la règle *locus regit actum* entendue au sens français, mais on admet une atténuation à savoir que l'observation des formes prescrites par la loi du lieu de paiement suffit. Cette atténuation, d'après le rapporteur, est pleinement justifiée par la considération qu'en examinant la validité, quant aux conditions de forme du chèque, par application soit de la loi où chacune des signatures a été donnée, soit de la loi de paiement, on rend l'émission et la circulation du chèque plus faciles et plus sûres. Il faut aussi rappeler que d'après la loi et la jurisprudence de plusieurs pays, la règle *locus regit actum* n'a pas un caractère absolument obligatoire,

car on admet que sous certaines conditions qui ne sont pas les mêmes dans tous les pays, les parties puissent, quant aux formes, s'en tenir soit à la loi locale, soit à une autre loi déterminée. Or, en tenant compte de la nature spéciale du chèque il est bien naturel que, quant à la forme de celui-ci les parties puissent avoir le choix entre la loi locale des signatures et la loi du lieu de paiement. Il y a là une remarque dont nous pourrions bientôt tirer profit. En somme, on a commencé par appliquer au règlement des conflits de lois en matière de chèques, les solutions générales du droit des conflits, puis, peu à peu sous l'influence de la nécessité, on arriva à adopter des solutions qui sont particulières au chèque. Remarquons que déjà à la fin du siècle dernier, la loi française du 19 février 1874 (art. 8) a repoussé la règle générale en décidant que toutes les dispositions relatives aux chèques tirés en France sont applicables aux chèques tirés hors de France et payables en France. En 1927, à la session de Lausanne, M. Percerou proposait de même une solution spéciale au chèque quant aux personnes sur lesquelles il peut être tiré. Il y a lieu, disait-il, de s'attacher à la loi du pays du paiement pour déterminer si le tiré est au nombre des personnes sur lesquelles un chèque peut être émis. Ainsi un chèque émis en Angleterre et payable en France peut être tiré sur une personne quelconque, fut-ce un Anglais, et un chèque émis en France sur l'Angleterre ne peut être tiré que sur un banquier, celui-ci fut-il Français : c'est la solution que consacrent les lois allemandes de 1908 (art. 21), et polonaises du 14 novembre 1924 (art. 53).

Dans le même ordre d'idées, il est intéressant de citer l'opinion du gouvernement suédois telle qu'il la formule

dans sa réponse au questionnaire concernant le chèque, questionnaire qui avait pour but de préparer la convention de 1931.

« Le gouvernement suédois, d'accord avec la Chambre de commerce internationale, estime qu'il serait hautement désirable, dans l'intérêt de la clarté, de donner à la loi uniforme sur le chèque une rédaction indépendante de celle de la loi sur la lettre de change. La méthode appliquée dans ce projet des experts et tendant à renvoyer dans une large mesure aux dispositions de la loi uniforme sur la lettre de change paraît peu recommandable, en raison déjà du fait que la numérotation des articles de cette loi ne sera pas la même dans tous les pays qui l'adopteraient. La loi polonaise sur le chèque de 1924 offre un exemple instructif des avantages du système ainsi préconisé » (Référence officielle du document C. 628 M. 249, 1930, II) ¹.

Nous signalerons en dernier lieu dans le sens de la spécialisation du droit du chèque un amendement déposé par le baron Nolde à l'article 3 du projet des experts. Le baron Nolde souhaitait que la loi du lieu de paiement déterminât :

- 1° Si un chèque peut ou non être daté ou antidaté ;
- 2° Si la provision doit exister à la date de l'émission ou seulement à la date de la présentation ;
- 3° Si, et dans quelles conditions en cas de non-paiement, le chèque est dispensé du protêt ;
- 4° Si l'émission du chèque doit être basée ou non sur une contre-prestation (considération) du bénéficiaire. Quelles doivent être les contre-prestations, et quelles sont

¹ *Statut international du cheque*, Bouteron, 1934, p. 195.

les conséquences de l'absence d'une contreprestation licite pour les endossataires. Le baron Nolde avait en vue de faire ainsi trancher des difficultés d'ordre pratique déjà soumises aux tribunaux anglais. Cependant ces questions n'ayant pas été préalablement portées à la connaissance de la Commission, leur examen fut refusé.

Ainsi on désirait de plus en plus faire une étude spéciale et peut-être donner des solutions particulières aux problèmes relatifs aux chèques. C'est dans ce sens que furent orientées les discussions de la Convention de Genève de 1931, et nous verrons que celle-ci en adoptant pour une question fondamentale en la matière, la transmission de la propriété de la provision, la loi du lieu de paiement au lieu de celle du lieu de l'émission, avait fait un pas décisif dans le sens de la spécialisation.

ETUDE SOMMAIRE DE LA CONVENTION DE 1931 RÉGLANT LES CONFLITS DE LOIS EN MATIÈRE DE CHÈQUE.

Il nous a paru intéressant avant d'exposer le système de solutions des conflits de loi que nous préconisons, d'étudier la Convention de 1931 réglant les conflits de lois dans ses différents articles, et surtout les discussions qui ont eu lieu lors du vote de ces articles.

« *Article premier.* — Les Hautes parties contractantes s'engagent les unes vis-à-vis des autres à appliquer pour la solution des conflits de lois ci-dessous énumérés, en matière de chèques, les règles indiquées dans les articles suivants.

« *Art. 2.* — La capacité d'une personne pour s'engager par chèque est déterminée par sa loi nationale. Si cette

loi nationale déclare compétente la loi d'un autre pays, cette dernière loi est appliquée.

» La personne qui serait incapable d'après la loi indiquée par l'alinéa précédent, est néanmoins valablement tenue si la signature a été donnée sur le territoire d'un pays d'après la législation duquel la personne aurait été capable.

» Chacune des Hautes parties contractantes a la faculté de ne pas reconnaître la validité de l'engagement pris en matière de chèques par l'un de ses ressortissants et qui ne serait tenu pour valable dans le territoire des autres Hautes parties contractantes que par l'application de l'alinéa précédent du présent article. »

Cet article 2 est la reproduction de l'article correspondant de la Convention destinée à régler certains conflits de lois en matière de lettres de change. Il faut noter cependant la forte opposition qui se manifeste lors de l'adoption de l'alinéa 3. Cet article destiné à éviter la fraude qui consisterait pour l'incapable à s'engager dans un pays où la capacité lui est reconnue, ôte en effet beaucoup de sécurité à la lettre de change ou au chèque. Cependant ce n'est pas à l'alinéa 3 qu'il faut s'en prendre mais bien plutôt à l'application générale de la règle *locus regit actum* qui contient ici en elle les germes de fraude.

« Art. 3. — La loi du pays où le chèque est payable détermine les personnes sur lesquelles un chèque peut être tiré.

» Si d'après cette loi, le titre est nul comme chèque en raison de la personne sur laquelle il a été tiré, les obligations résultant des signatures y apposées dans d'autres pays dont les lois ne contiennent pas ladite disposition, sont néanmoins valables.

» *Art.-4.* — La forme des engagements pris en matière de chèque est réglée par la loi du pays sur le territoire duquel ces engagements ont été souscrits. Toutefois, l'observation des formes prescrites par la loi du lieu de paiement suffit.

» Cependant, si les engagements souscrits sur un chèque ne sont pas valables d'après les dispositions de l'alinéa précédent, mais qu'ils soient conformes à la législation du pays où un engagement ultérieur a été souscrit, la circonstance que les premiers engagements sont irréguliers en la forme n'infirmes pas la validité de l'engagement ultérieur.

» Chacune des Hautes parties contractantes a la faculté de prescrire que les engagements pris en matière de chèques à l'étranger par un de ses ressortissants sont valables à l'égard d'un autre de ses ressortissants sur son territoire, pourvu qu'ils aient été pris dans la forme prévue par la loi nationale. »

Il est intéressant ici de comparer le texte relatif au chèque et celui relatif à la lettre de change (art. 3, al. 1). Le rapport qui accompagne la Convention de 1931 explique la différence entre les deux textes.

Pour la lettre de change c'est uniquement la règle *locus regit actum* que l'on applique, pour le chèque au contraire on admet la loi du lieu de paiement. Cette atténuation de la règle, déclare le rapport, est pleinement justifiée par la considération qu'en reconnaissant la validité, quant aux conditions de formes du chèque, par application soit de la loi du pays où chacune des signatures a été donnée, soit de la loi du lieu de paiement, on rend l'émission et la circulation du chèque plus faciles et plus sûres. On voit ici comment des considérations d'ordre pratique tendent à faire sortir la loi du

chèque du cadre des règles générales des « instruments de change ».

« Art. 5. — La loi du pays sur le territoire duquel les obligations résultant du chèque ont été souscrites, règle les effets de ces obligations. »

L'adoption de cet article donna lieu à de multiples controverses. Trois solutions étaient en effet possibles, et toutes les trois ont été soutenues par les différents Etats présents lors de la discussion. On pouvait préconiser soit la loi du tireur, soit la loi du tiré, soit la solution intermédiaire, l'application pure et simple de la *lex loci contractus*.

La loi du tireur, préconisée par le délégué italien, M. Diena, avait pour elle l'avantage d'être une loi unique, cependant des difficultés d'ordre pratique et principalement celles de la détermination de la résidence habituelle soulignée par le représentant anglais, M. Gutteridge, fit très rapidement repousser cette solution.

On préféra renoncer à l'unité de la loi, et on s'en tint à la solution adoptée pour la lettre de change qui est l'application de la *lex loci contractus*.

Il y avait cependant un moyen de conserver l'unité de loi tout en évitant les inconvénients d'ordre pratique provoqués par l'application de la loi du tireur : il n'y avait qu'à prendre pour loi unique la loi du lieu de paiement. Cette solution fut proposée par le baron Marks van Wurtemberg (Suède), dont nous reproduisons l'argumentation.

Reprochant à la loi du tireur de ne pas déduire du titre même la loi applicable étant donné que le chèque n'indique pas le domicile du tireur, il suggérait à la Conférence d'adopter le principe de l'application de la

loi du lieu de paiement. Il considérait en effet comme d'une grande utilité de pouvoir appliquer la même loi aux divers signataires du chèque, et il lui semblait préférable d'adopter la loi du lieu de paiement ou du pays du tiré plutôt que celle du pays du tireur. Le nom de la banque tirée, disait-il, est la première chose que le signataire voit sur le chèque, qu'il s'agisse du tireur ou des endosseurs. D'autre part, le délégué suédois soulignait que les règles relatives aux conflits de lois devaient tenir compte de points de vue pratiques. A ce sujet, il déclarait qu'il ne fallait pas oublier qu'il y avait une différence essentielle entre la lettre de change et le chèque. Pour la lettre de change, c'est le tireur qui doit retenir particulièrement l'attention, la lettre de change peut être tirée sur une personne quelconque, et les rapports entre le tireur et le tiré qui ont donné lieu à l'émission du titre sont souvent assez complexes ; il en est autrement pour le chèque, celui-ci ne peut être tiré que sur des banquiers, la provision doit être disponible chez le tiré sous une forme nette et liquide.

Cependant, comme nous l'avons dit, ce fut la *lex loci contractus* qui fut adoptée. On désirait conserver l'harmonie avec la législation de la lettre de change, et on ne voyait pas l'intérêt d'établir ainsi une différence entre les deux titres.

« Art. 6. — Les délais de l'action en recours sont déterminés pour tous les signataires, par la loi du lieu de création du titre. »

« Art. 7. — La loi du pays où le chèque est payable détermine :

» 1°. Si le chèque est nécessairement à vue, ou s'il peut

être tiré à un certain délai de vue, et également quels sont les effets d'une postdate.

» 2° Le délai de présentation.

» 3° Si le chèque peut être accepté, certifié, confirmé ou visé et quels sont les effets de ces mentions.

» 4° Si le porteur peut exiger, et s'il est tenu de recevoir un paiement partiel.

» 5° Si le chèque peut être barré ou être revêtu de la clause « à porter en compte » ou d'une expression équivalente, et quels sont les effets de ce barrement ou de cette clause, ou de cette expression équivalente.

» 6° Si le porteur a des droits spéciaux sur la provision, et quelle est la nature de ceux-ci.

» 7° Si le tireur peut révoquer le chèque, ou faire opposition au paiement de celui-ci.

» 8° Les mesures à prendre en cas de perte ou de vol du chèque.

» 9° Si un protêt ou une constatation équivalente est nécessaire pour conserver le droit de recours contre les endosseurs, le tireur et les autres obligés. »

Les discussions sur cet important article furent nombreuses, leur étude est particulièrement instructive car elle permet de saisir la lutte qui se joue entre deux tendances nettement distinctes, celle qui a pour but d'arriver avant tout à des solutions rapides et pratiques, et celle qui prétend se baser uniquement sur des arguments juridiques, et essaye le plus possible de maintenir l'unité de législation de la lettre de change et de celle du chèque. Cette antagonisme se révèle spécialement dans la discussion de l'alinéa 6 de l'article 7 : les uns voulaient appliquer la loi du lieu de création, les autres la loi du lieu de paiement.

M. Diena, délégué italien, était partisan de la loi du lieu de création, au contraire les délégations danoises, finlandaises, françaises, norvégiennes et suédoises prétendaient faire une vaste application de la loi du lieu de paiement. M. Percerou montre nettement l'importance du débat. Il citait à l'appui de sa thèse l'exemple suivant : « Soit un chèque tiré aux Etats-Unis sur la France, avant le paiement du chèque le tireur tombe en faillite. D'après la loi française, le porteur a malgré la faillite du tireur le droit d'exiger le paiement, il a sur la provision un droit privatif. La banque tirée doit donc payer. Au contraire, d'après la législation des Etats-Unis, le syndic de la faillite du tireur a le droit d'exiger que la banque tirée le paye. Le syndic du tireur poursuivra la banque qui devra payer. La banque devra ainsi payer deux fois. Comment résoudre ce conflit ? Pour M. Percerou, la seule loi applicable devrait être celle du lieu de paiement et il justifiait sa solution surtout pour des raisons d'ordre pratique ; il fut appuyé par M. Sulkowski (Pologne) et M. Asser (Pays-Bas). M. de Matta (Portugal) objecta que des raisons d'ordre pratique ne sauraient justifier l'admission d'une solution contraire aux principes, or ceux-ci réclamaient la loi du tireur : « On veut savoir, disait-il, si le bénéficiaire du chèque ou les porteurs successifs acquièrent ou n'acquièrent pas en vertu de l'émission du chèque des droits sur la provision que détient le tiré. Or, en ce qui concerne la portée d'un acte juridique, c'est la loi du lieu où il est passé qui décide, et dans le cas présent cette loi est celle du lieu d'émission du chèque. M. Grancini (Italie) appuya cette thèse, déclarant lui aussi qu'au point de vue juridique c'est le

moment auquel se crée le rapport de droit qui commande la situation et doit être pris en considération.

M. Asser (Pays-Bas) fit alors remarquer que la proposition des experts : loi du lieu de paiement, soulevait une difficulté en tant qu'elle adoptait une solution contraire à celle qui avait été admise dans la convention destinée à régler les conflits de lois en matière de lettres de change. L'article 6 de cette convention stipule en effet que la transmission de la provision est déterminée par la loi du lieu de création du titre.

Le délégué néerlandais indiquait en même temps la différence essentielle existant entre la créance représentant la provision de la lettre de change et celle constituée par la provision du chèque. Pour la lettre de change la provision provient en principe d'une opération commerciale déterminée, elle en est la contre-partie précise. Pour le chèque, au contraire, il n'en est rien, et par suite toutes sortes de questions peuvent être soulevées quant au montant de la provision. C'est pourquoi le tiré serait mieux couvert s'il pouvait appliquer sa propre loi plutôt qu'une loi étrangère. Finalement, ce fut cette solution qui prévalut, et l'on s'en tient à la loi du tiré.

L'alinéa 9 concernant la nécessité du protêt pour conserver le droit de recours donna lieu aussi à des contestations.

M. Diena (Italie) prétendit qu'il ne fallait pas confondre la nécessité du protêt ou d'un acte équivalent pour la conservation des droits de recours avec les modalités mêmes d'exécution du protêt.

Si cette dernière question doit être résolue conformément à la loi du pays dans lequel le protêt est dressé, la première par contre doit être tranchée conformément

à la loi qui régit les rapports juridiques dont il s'agit. Ainsi donc pour savoir si un protêt est nécessaire on appliquera la loi qui régit les effets de chaque obligation contractée par les signataires du chèque, c'est-à-dire celle du pays où chaque signataire a donné sa signature suivant la décision prise antérieurement par la Conférence pour l'article 5 de la Convention. Cependant M. Albrecht (Allemagne) ne partageait pas l'opinion du délégué italien. Il estimait que la tâche de la Conférence n'était pas d'élaborer un système juridique ni de déterminer les conséquences juridiques de ce système, mais de s'efforcer de résoudre certaines questions afin de régler les relations commerciales en matière de chèque. Ce fut cette dernière opinion qui prévalut, et on adopta la loi du lieu de paiement.

« *Art. 8.* — La forme et les délais du protêt ainsi que la forme des autres actes nécessaires à l'exercice ou à la conservation des droits en matière de chèque, sont réglés par la loi du pays sur le territoire duquel doit être dressé le protêt, ou passé l'acte en question.

» *Art. 9.* — Chacune des Hautes parties contractantes se réserve la faculté de ne pas appliquer les principes de droit international privé consacrés par la présente Convention, en tant qu'il s'agit :

» 1° D'un engagement pris hors du territoire d'une des hautes parties contractantes.

» 2° D'une loi qui serait applicable d'après ces principes et qui ne serait pas celle d'une des Hautes parties contractantes.

» *Art. 10.* — Dans le territoire de chacune des Hautes parties contractantes, les dispositions de la présente Convention ne seraient pas applicables aux chèques déjà

créés au moment de la mise en vigueur de la présente Convention. »

Il suffit de lire la Convention de 1931 pour voir combien elle est compliquée. Les principes s'y diluent dans les exceptions et les réserves, les pays anglo-saxons ne l'ont pas signée, et peu de ceux qui l'ont signée l'ont ensuite ratifiée.

L'état de choses actuel se comprend d'ailleurs aisément. Contraint par la nécessité, on a renoncé à appliquer dans leur intégralité les solutions générales aux problèmes concernant le chèque. On a toléré des exceptions aux principes généraux, exceptions qui s'avèrent de plus en plus nombreuses, mais on n'a pas osé établir pour les conflits de lois en matière de chèque une règle générale non pas opposée, mais ne coïncidant pas avec les solutions généralement admises. Telle est la situation où l'on se trouve et que reflète admirablement le rapport du Comité des experts, adressé au Comité économique de la Société des Nations.

Celui-ci, dans une mesure limitée il est vrai, désirait qu'on arriva à une règle générale : « La meilleure solution en cette matière paraîtrait consister dans l'application aux effets des obligations résultant d'une lettre de change, d'un billet à ordre, ou d'un chèque, d'une loi unique qui serait celle de l'Etat où l'effet est payable. » Solution suivie à certains points de vue (délai de paiement du chèque, transmission de la provision...), mais il n'a pas paru possible à la majorité des experts d'en faire une application absolument générale. Le principe est donc maintenu que les effets des obligations résultant de la lettre de change, du billet à ordre ou du chèque

sont réglées par la loi du domicile du signataire de l'engagement¹.

En définitive, le règlement des conflits de lois, tel qu'il résulte de la Convention de 1931, s'inspire, semble-t-il, de deux principes : prendre comme base de solutions les règles générales du droit international privé et y adjoindre, sans beaucoup de souci de la logique, les dispositions destinées à faciliter le rayonnement du chèque, en le rendant commode et sûr.

S'agissant d'un instrument qui doit être avant tout pratique, cette politique peut assurément se défendre, mais il ne semble pas qu'elle s'impose.

Il nous semble au contraire que le procédé employé qui consistait à greffer sur des solutions générales incompatibles avec la nature spéciale du chèque, des exceptions forcément de plus en plus nombreuses, ne pouvait conduire qu'à des complications inextricables. Peut-être conviendrait-il de s'engager dans une autre voie qui serait celle de l'application complète et exclusive d'une seule loi de conflits : la loi du lieu de paiement.

Nous verrons dans le prochain chapitre, comment nous avons été tout naturellement conduit à adopter cette solution, et comment celle-ci, avec un nombre minimum d'exceptions, pourrait être appliqué d'une façon tout à fait générale, à la résolution du problème que pose la circulation internationale du Chèque.

1. Rapport du Comité des experts adressé au Comité économique de la S. D. N., et communiqué ensuite aux gouvernements par lettre circulaire n° 131 du Secrétaire général, en date du 19 juillet 1928. Référence officielle du document C. 234, p. 83, 1929, II, p. 6.

CHAPITRE V

APPLICATION GENERALE DE LA LOI DU LIEU DE PAIEMENT POUR LA SOLUTION DES CONFLITS DE LOIS EN MATIERE DE CHEQUES.

Dans les chapitres précédents, nous avons essayé d'exposer avec le maximum d'objectivité, et sous leurs différents aspects, les éléments du problème des conflits de lois en matière de chèques. Après avoir brièvement souligné les divergences essentielles des différents droits du chèque, nous avons montré les problèmes que cette diversité de législations doit nécessairement poser lors de la circulation internationale du chèque. Dans la faible mesure de nos moyens, nous avons aussi essayé de rechercher comment ces conflits se posaient dans la pratique, et quelles étaient réellement les difficultés que rencontraient les usagers du chèque, et plus spécialement les banquiers. Nous nous sommes ensuite tournés vers les solutions apportées jusqu'ici à ces problèmes, et surtout vers celles qui font l'objet de notre étude, c'est-à-dire celles qui tendent à établir un système général de solution des conflits de lois. Il nous a paru intéressant d'étudier le système anglo-saxon de conflits de lois qui est fixé depuis longtemps dans la jurisprudence anglaise et qui fonctionne dans les pays anglo-saxons à la satisfaction

de tous. Il ne nous a pas semblé cependant opportun de nous arrêter à la solution anglo-saxonne, celle-ci se rapportant à un droit du chèque assez sensiblement différent de celui du continent, et plus spécialement du droit français. Nous nous sommes donc tournés vers les conférences internationales de La Haye, puis de Genève, notre but étant surtout d'étudier l'évolution du système de solutions préconisées, et les fondements historiques juridiques, voire même économiques, de cette évolution.

Cette analyse de la question des conflits de lois que nous avons essayé d'opérer en toute impartialité, et dans les domaines les plus divers du milieu international, va nous permettre de dégager les matériaux dont nous aurons besoin pour la construction de notre système de solution.

Du point de vue juridique, la solution évidente à ce problème est l'unification des différents droits, mais nous avons vu que cette solution est à rejeter étant donné l'opposition pour longtemps irréductible des trois systèmes principaux : anglo-saxons, allemands, français.

Si l'unification du droit du chèque est impossible, la science juridique nous donne une autre arme : la loi de conflit. Comment l'appliquer au chèque ? Il importe de bien comprendre les difficultés qui se présentent à ce sujet. Tout d'abord, la question des conflits de lois pose deux problèmes : le problème de l'établissement d'une loi nationale de conflits bien déterminée (par exemple la loi anglaise des conflits), ensuite celui de l'unification de ces différentes lois nationales de conflits. Pour la France, en réalité les deux problèmes se posent, car l'analyse de la jurisprudence française nous a montré qu'il n'existe aucun système déterminé, aucune jurisprudence cons-

tante sur les conflits de lois ; le plus souvent on applique empiriquement la loi nationale dès que le chèque est, soit émis, soit payable en France, et la question des conflits de lois n'est même pas soulevée. Nous n'étudierons ici que le second problème qui est celui de la création d'un système unique de lois de conflits. *A priori*, il est presque aussi ardu que celui de l'unification des droits du chèque lui-même. En effet, les conceptions juridiques différentes qui se tiennent sous la dénomination « chèque », vont inévitablement entraîner des difficultés dans l'établissement d'un système unique de lois de conflits. Au sujet d'une même opération, un droit pourra considérer que c'est la loi du tireur qui doit être appliquée, alors qu'un autre pourra préférer la loi du tiré. Les deux argumentations juridiques sont par ailleurs parfaitement défendables, la controverse provenant du fait initial que l'on n'entend pas la même chose sous le même mot. En droit français, par exemple, la remise du chèque équivaut au transfert de propriété de la somme qui s'y trouve inscrite ; au contraire, le droit anglais, qui considère le chèque comme une lettre de change à vue, ne juge pas que la remise du chèque équivale au transfert de la propriété. Il suit de cette différence que la loi du lieu de paiement devrait avoir une étendue plus grande dans le droit des conflits en France qu'en Angleterre, d'où nécessairement des lois de conflits différentes. Nous avons vu les difficultés que peuvent causer cette différence des lois de conflits ; pour créer une loi de conflits unique, il resterait donc uniquement à étudier chaque cas de conflits séparément et à lui donner une solution particulière en tenant compte d'une part de la nationalité des sujets de droit des conflits : tireurs, endosseurs,

bénéficiaires, et de l'autre des territoires qu'a traversé le chèque au cours de son existence. Ce n'est qu'après ce travail d'analyse que l'on pourrait donner à chaque cas de conflits particuliers une solution équitable, sinon il restera toujours des contestations possibles. Prenons un exemple pour éclairer notre pensée : Considérons un titre quelconque émis dans un pays, tiré sur un autre et endossé dans un troisième. Supposons que ce titre ait été endossé en blanc, opération valable dans certains pays et considérée comme nulle dans d'autres, si une contestation surgit à ce propos, quelle loi appliquer ? Si les deux ayant cause ont la même nationalité, et si leur titre est tiré sur leur propre pays, il sera difficile d'admettre que l'opération valable d'après leur loi nationale soit nulle parce que le territoire où s'est effectué l'endossement ne le reconnaît pas, et d'autoriser un des deux ayant-cause à s'en prévaloir. Supposons, au contraire, les deux sujets de nationalité différente, il sera équitable de leur appliquer une loi tierce, celle du lieu de passation de l'acte, mais on pourra aussi bien supposer applicable la loi du lieu de paiement, si celle-ci était mieux connue des parties, et plus apte à régler l'opération qu'ils désirent effectuer. Il serait facile de multiplier les exemples, en matière de capacité par exemple. Citons le cas examiné au début de cet ouvrage, cas d'un chèque payé par une banque américaine, et dont celle-ci a réclamé le montant comme elle en a le droit selon la législation américaine. Que serait-il arrivé, si le tireur français ayant reçu notification du paiement, et par conséquent étant libéré en droit, avait refusé de payer le bénéficiaire ?

On voit que si l'on veut résoudre de tels problèmes en

conservant intégralement le droit de chaque Etat, il serait nécessaire de donner une solution spéciale à chaque cas considéré. A supposer qu'un tel travail put aboutir, il conduirait à une telle complication des lois de conflits que leur usage deviendrait absolument impossible. La solution du problème des conflits de lois va-t-elle donc s'avérer aussi chimérique que celle des droits du chèque lui-même ? Il n'en est rien, pensons-nous, car alors que pour les droits du chèque une solution générale basée sur des concessions réciproques des droits particuliers s'est avérée pour longtemps impossible, pour les conflits de lois, au contraire, un compromis est juridiquement et pratiquement réalisable.

En effet, à la base juridique de toute loi de conflits, se trouve le principe d'autonomie de la volonté. Cette loi n'a pas toujours un caractère obligatoire et les parties peuvent alors y déroger d'un commun accord, d'ailleurs l'établissement même de cette loi de conflits repose en partie sur l'interprétation de la volonté tacite des parties. La voie est donc ouverte juridiquement à une solution transactionnelle. Dès lors, l'obstacle que l'on n'a pu surmonter pour l'unification des droits du chèque est levé, et un système général de lois de conflits basé sur des concessions réciproques des droits de chaque Etat est juridiquement réalisable. Il ne faut pas cependant oublier que si le principe d'autonomie de la volonté est un des éléments juridiques des lois de conflits, ce n'est pas lui qui doit réglementer la matière. Dans le domaine du chèque spécialement, on aboutirait rapidement à l'anarchie et au chaos, comme nous l'avons montré plus haut. Ainsi solution transactionnelle basée sur un accord entre les différents Etats parties à la convention, mais

réglementation autoritaire quant à l'établissement du système de solutions des conflits, telle est la conclusion à laquelle nous aboutissons. On semble d'ailleurs aujourd'hui d'accord pour renoncer à l'application de lois différentes selon l'objet du conflit et pour appliquer une loi unique. Cependant, à l'heure actuelle, aucune loi ne s'impose, mais il est logique d'appliquer la loi où se trouve localisée juridiquement et économiquement l'opération. C'est la première conclusion à laquelle nous aboutissons, conclusion valable aussi bien pour la lettre de change que pour le chèque ; c'est aussi à peu près le résultat obtenu à la Conférence de Genève de 1931.

Si maintenant nous tenons compte du caractère particulier du droit du chèque, de son rôle toujours grandissant comme moyen de paiement international, il semble que l'on puisse dans cette matière avancer encore plus loin dans la voie où l'on s'est engagé. Pendant longtemps, le droit du chèque a été pour ainsi dire étouffé par son ancêtre la lettre de change ; on refusait une personnalité à ce titre en quelque sorte « parasite ». Cependant, depuis ces dernières années, son développement incessant a souligné les divergences qui existent entre ces deux instruments de change, et c'est avec de moins en moins de conviction que l'on s'efforce de calquer la réglementation du chèque sur celle de la lettre de change. Dans le domaine des conflits de lois, cette assimilation s'est avérée de plus en plus difficile, et c'est pourquoi en 1931 on a senti le besoin de tenir une conférence spéciale pour la réglementation des droits du chèque. Quelles sont donc ces divergences ? Elles proviennent principalement, semble-t-il, de deux sources. La première, c'est le déséquilibre qui existe entre l'import-

tance-attachée au tiré dans la lettre de change et dans le chèque. Dans la lettre de change, le tireur occupe une place prépondérante, le tiré pouvant être une personne quelconque ; dans le chèque, au contraire, l'absence de délais et la nécessité de payer sur-le-champ, donne une importance primordiale au tiré. La seconde repose sur des considérations concernant la sécurité du titre. Dans la lettre de change, cette sécurité repose en grande partie sur la personnalité des parties : tireurs, endosseurs, tirés ; pour le chèque, cette sécurité doit être encore accrue, c'est une condition essentielle de son développement. Le chèque est, si l'on peut dire, plus impersonnel que la lettre de change, et doit tenir sa sécurité d'une législation simple et certaine. Cette simplicité de législation, très utile quel que soit le titre, devient indispensable pour le chèque qui est, et reste avant tout, un moyen de paiement, et dont l'usage ne peut se développer qu'en fonction de la rareté des conflits qu'entraîne son emploi, de la certitude et de la rapidité avec laquelle ceux-ci seraient résolus. Peut-être peut-on regretter cette divergence qui apparaît surtout sur le continent, entre le droit du chèque et celui de la lettre de change ; c'est en tout cas un fait que l'on ne peut nier aujourd'hui. Dans le domaine des conflits de lois, cette divergence a eu pour conséquence un développement continu de la loi du lieu de paiement comme loi de conflit, et devrait conduire logiquement à une application à peu près générale de cette loi pour la résolution des conflits de lois en matière de chèques.

Du point de vue de l'évolution du droit en cette matière, une première constatation s'impose en effet :

c'est que la loi du lieu de paiement prend de plus en plus de place dans les règlements des conflits.

A la Conférence de La Haye de 1912, son rôle est tout à fait effacé, il n'est guère tenu compte que de la loi notionale des personnes qui s'engagent et de la *lex locus regit actum*. A tel point que l'on se demande si la question des délais de présentation doit être résolue d'après la loi du lieu d'émission ou d'après celle du lieu de paiement. Le délégué de l'Italie, M. Hauser, se prononçait pour la loi du pays de l'émission. Il objectait que s'il appartenait à la loi du lieu de paiement de déterminer le délai de présentation, cette loi serait à même d'exclure entièrement la possibilité de tirer des chèques de certains pays éloignés sur le territoire de l'Etat dont elle émanerait en fixant des délais trop courts pour pouvoir y acheminer en temps utile des chèques émis dans des pays étrangers; objection d'ailleurs vraiment trop théorique, on ne voit pas l'intérêt qu'aurait un pays à adopter une telle attitude. Aujourd'hui tous les spécialistes de la question sont, croyons-nous, d'accord pour admettre que c'est la loi du lieu de paiement qui s'impose en l'espèce, les délais de présentation étant conditionnés par les moyens de communication et les habitudes de ce pays.

A la session de Lausanne de l'Institut de Droit international (1927), la place de la loi du lieu de paiement s'élargit considérablement. C'est elle qui règle les conflits de lois relatifs aux personnes sur lesquelles le chèque peut être tiré, à l'exigibilité du chèque, au barrement et à ses effets, à la certification, au droit d'opposition du porteur. Sur ce dernier point, M. Weiss prétendait bien que la loi normalement applicable eût dû être celle du

pays d'émission, car, s'agissant de savoir si le mandat donné par le tireur au tiré est susceptible de révocation, il serait naturel de se référer à la loi du pays où ce mandat a été donné ; mais il reconnaissait que pour des raisons d'ordre pratique incontestables, il fallait préférer la loi du lieu de paiement¹. A la Conférence de Genève de 1931, la loi du lieu de paiement tient, et de loin, la première place. Il suffit pour s'en rendre compte de relire l'article 7 que nous avons cité.

Voici maintenant une autre constatation, peut-être plus digne de retenir l'attention. Dans les Conférences tenues en vue de l'unification du droit du chèque, il s'est trouvé des spécialistes pour soutenir que la loi du lieu de paiement devrait être seule applicable. Par exemple, M. Neumeyer, à la session de Lausanne de l'Institut de Droit international (1927). Ce spécialiste prétendait que le chèque était un instrument de paiement au même titre que les espèces métalliques, et les billets de banque, et soumis comme eux en cas de conflits de lois à la législation du lieu de paiement. On pourrait faire des réserves sur cette assimilation ; les espèces métalliques ont une certaine valeur intrinsèque, le chèque n'en a pas ; les espèces métalliques et les billets de banque ont cours légal, le chèque non. A notre avis, la simple remise d'un chèque n'emporte pas paiement, le chèque nous apparaît seulement comme un procédé commode pour débiter un compte et en créditer un autre. On pourrait user, et l'on use, d'autres procédés, par exemple de lettres ou de télégrammes. On est porté à donner au chèque plus d'importance qu'il n'en a en réalité ; ce qui est essentiel

1. Bouteron, *op. cit.*, p. 187

c'est que le public ait des comptes en banque, le chèque n'est possible et n'a d'utilité réelle que si cette condition préalable est remplie. Essentiellement, le chèque est un procédé pratique pour débiter un compte et en créditer un autre, ce n'est pas l'équivalent des monnaies métalliques ni même des billets. Mais, malgré cette réserve, les arguments de M. Neumeyer, en faveur de l'application générale de la loi du lieu de paiement, méritent de fixer l'attention. A son avis, il convenait de ne pas perdre de vue que si en matière de lettre de change le tireur et le tiré sont également dignes de considération, il n'en va pas de même pour le chèque où la situation du tiré est prépondérante. Il ajoutait qu'en fait, le tiré du chèque était presque toujours un banquier, que la circulation du chèque était pour les établissements financiers une affaire de clientèle, et qu'il s'ensuivait au point de vue du droit international privé que seule la législation du tiré devrait régler les rapports juridiques existant entre le tireur et le tiré. M. Neumeyer ne se borne pas d'ailleurs à chercher dans la nature juridique du chèque des arguments à l'appui de sa thèse, il s'efforce de démontrer à propos de chaque disposition du statut du chèque que la loi adéquate c'était la loi du tiré. Le baron Nolde soutient le même point de vue avec des motifs impressionnants, par exemple quant à la question si délicate de la transmission de la provision. Il considérait que la loi applicable en cette matière devait être celle du lieu de paiement. Il était, à son avis, inadmissible qu'un chèque extrait d'un carnet déterminé produisit des effets différents suivant qu'il était émis dans un pays ou dans un autre. On ne pouvait obliger le banquier tiré à prendre en considération les différentes législations susceptibles

de s'appliquer en cas de décès ou de faillite du tireur. Notons encore qu'un autre spécialiste, M. Borel, insista aussi pour l'application de la loi du tiré qui, seule, à son avis, présentait un élément de certitude. Bref, à la session de Lausanne, la loi du lieu de paiement, si elle n'arrive pas à s'imposer dans tous les cas de conflits de lois, prend du moins la première place, et depuis elle l'a conservée (Convention de Genève de 1931), mais sans gagner de nouveau du terrain. Peut-on espérer que ce qui n'a pas paru possible en 1931 le sera dans l'avenir ? L'affirmative nous semble probable.

Ainsi au point de vue juridique, au point de vue économique, et aussi au point de vue de l'évolution du droit, on en arrive à cette conclusion de la nécessité d'une loi unique pour le règlement des conflits de lois, et de l'avantage certain que présente la loi du lieu de paiement sur toute autre loi. On arrivera au même résultat si on compare avec impartialité, mais en toute rigueur, les trois lois susceptibles d'être appliquées : loi du lieu d'émission, loi du lieu de passation, loi du lieu de paiement.

La première qui vienne à l'esprit et aussi la première qui ait apparu historiquement est la loi du lieu de l'émission. Le principe d'autonomie de la volonté incitait à prendre pour loi de conflit celle du pays où le titre était né, c'est-à-dire celle du lieu d'émission. Il serait possible de discuter sur cette question de la naissance du titre et de prétendre que celle-ci remonte plus avant lors de la formation d'un compte en banque et de la remise au tireur par le tiré d'un carnet de chèques, mais sans tenir compte de cette objection, l'application de la loi du lieu d'émission s'est avérée rapidement insuffi-

sante. Tout d'abord, il peut dans certaines législations ne pas être indiqué, il peut arriver que cette indication soit inexacte. Qui empêche de mettre Londres ou Vienne sur un chèque que l'on tire à Paris ? Le mot « lieu d'émission » comporte donc plusieurs sens, ce peut être le lieu où le chèque est émis réellement. Ce peut-être le lieu qui est mentionné sur le titre. Lequel des deux systèmes préférer ? Admettre que c'est le lieu indiqué peut prêter à des fraudes et permet par exemple de déroger avec facilité aux lois sur la capacité. Selon que l'on datera un chèque de tel ou tel pays, la même personne sera capable ou incapable; mais en revanche cela a le mérite de la clarté et évite les discussions. Rechercher le lieu réel d'émission entraînerait des complications, des enquêtes difficiles, et porterait la suspicion sur le chèque ; c'est une solution à rejeter. Même si l'on s'en tient au lieu indiqué les difficultés ne sont pas minces : on pourra être amené pour le même chèque à prendre en considération plusieurs lois. Il se peut en effet que le chèque ait été émis dans un pays et endossé dans un ou plusieurs autres. La tâche des juges sera alors bien délicates, s'ils doivent faire une application distributive de ces diverses lois.

La seconde solution consiste dans l'application de la loi du lieu de passation de l'acte, c'est celle qu'admet, semble-t-il, l'Angleterre, mais nous venons de voir à l'instant combien elle peut se révéler fertile en difficultés. On pourrait peut-être lui préférer la loi nationale des parties ? Ce serait tomber de Charybde en Scylla, car la loi nationale est souvent assez délicate à déterminer et, en outre, comme dans le chèque il peut y avoir des émetteurs, des endosseurs, des certificateurs, de nationalité

différente, il y aura lieu pour le même chèque à l'application de lois multiples, ce qui comme on l'a déjà dit rendra singulièrement délicate la mission des juges. Est-ce que le chèque, instrument de paiement qui doit être avant tout commode et sûr, peut s'accommoder de tant de complications, alors surtout qu'il y a un moyen très simple de les supprimer ?

Quand on réfléchit sur le chèque, on est obligé de constater qu'il n'y a qu'un lieu qui soit sûr et fixe : c'est le lieu de paiement. Il n'est pas possible d'imaginer un chèque dans lequel le lieu de paiement ne serait pas indiqué, et il n'y a pas de fraudes possibles. Pour le paiement, le chèque est localisé dans un endroit précis, à telle banque, dans telle ville et dans telle rue, c'est un point stable qui ne laisse place à aucune incertitude.

Pourquoi dès lors ne pas appliquer cette loi du lieu de paiement à tout le statut du chèque, aussi bien aux questions de capacité qu'à celles des obligations nées de cet instrument, et à celles des formes ?

Tout d'abord, pourquoi ne pas admettre que la capacité de toutes les personnes impliquées dans un chèque à un titre quelconque, tireur, endosseur, preneur, tiré, certificateur, soit réglée par la loi du lieu de paiement ? On objectera sans doute que la loi adéquate en matière de capacité c'est la loi nationale. Cela est évident, mais ni l'Angleterre, ni l'Amérique, ni bien d'autres pays ne l'appliquent en matière de chèques. Ils préfèrent la *lex loci contractus*, et dans les diverses conférences l'on a fait une place à cette dernière loi. Il est donc admis qu'en cette matière l'on déroge au droit commun. Pourquoi pas dès lors au bénéfice de la loi du lieu de paiement ? Ce serait beaucoup plus rationnel que de le faire au profit de la

loi du lieu de passation de l'acte, laquelle est trop incertaine comme on l'a montré. Puisqu'on abandonne, pour des raisons d'ordre pratique, le droit commun qui consisterait dans l'application intégrale de la loi nationale, pourquoi ne pas aller jusqu'au bout dans cette voie et prendre pour unique loi celle du lieu de paiement qui s'impose pour faciliter la circulation du chèque, ce qui est de l'intérêt général ?

Du point de vue de la capacité, on admet actuellement deux catégories de lois en matière de chèques : tantôt la loi personnelle des parties, tantôt la loi de passation de l'acte. Théoriquement, c'est un système qui se soutient ; il est, d'un part, naturel, que la capacité dépende de la loi personnelle, et d'autre part, il est encore assez naturel que l'on admette que celui qui tire un chèque se soumette momentanément, et pour cette opération à la loi du lieu du tirage. Cependant, ni l'une ni l'autre de ces deux lois ne conviennent pratiquement ; les difficultés surgies ces derniers temps en cette matière l'ont suffisamment prouvé, et les conférences sur les conflits de lois en ont tenu compte. A la rigueur, on eut compris que les Conférences de 1912 et 1931 sur les conflits de lois s'en tinssent en matière de capacité, à la loi personnelle des parties, mais elles ne l'ont pas fait et ont réservé une place importante à la loi du lieu de passation de l'acte. C'était admettre implicitement qu'il dépend des parties de modifier elles-mêmes leur capacité ; mais si elles le peuvent en faveur de la loi du lieu de passation de l'acte, pourquoi ne le pourraient-elles pas en faveur de la loi du lieu de paiement ? Cette loi est infiniment plus pratique parce qu'elle est sûre et déterminée dès l'émission du titre, empêchant ainsi des fraudes faciles.

Cette solution doit être étendue aux obligations assumées par les différentes personnes impliquées dans un chèque. Il est vrai qu'en droit commun, c'est le principe d'autonomie de la volonté qui gouverne la question, surtout d'après la jurisprudence, mais la doctrine estime que les tribunaux sont allés trop loin dans cette voie. « Par suite d'une mauvaise interprétation du système de Dumoulin, écrit M. Niboyet, la jurisprudence a fini par renverser les notions les plus évidentes, et la base même de la théorie de l'obligation. Au lieu de partir de l'idée que la volonté des parties est limitée par les lois impératives, elle a, prenant le contre-pied, limité le domaine de ces lois au moyen de la volonté des contractants. Elle ne consulte pas la loi pour savoir jusqu'où ceux-ci peuvent aller. Elle demande aux parties à quelle loi elles ont voulu se soumettre, et leur applique les règles impératives de cette loi... L'autonomie de la volonté s'est substituée à la loi, et la liberté des conventions a été élevée à la hauteur d'un véritable principe législatif. » D'après M. Niboyet, en l'absence de la jurisprudence qui s'est complètement trompée, il appartient à la doctrine de procéder à la reconstruction presque totale de cette matière; et le savant professeur estime que la seule méthode qui convienne est de s'abstenir de déterminer *a priori* une loi applicable à ce domaine des contrats, telle que la loi du lieu de conclusion, du lieu d'exécution, la loi du domicile des parties, ou telle autre encore. Il faut déterminer pour chaque contrat la loi qui lui convient d'après sa nature. Les seules règles générales que l'on puisse appliquer sont au nombre de deux :

1° Tout contrat doit être soumis à une loi unique pour tout ce qui se réfère au droit des obligations.

2° Cette loi unique est celle du pays dont la vie économique et juridique est le plus intéressé à ce qu'on applique la loi¹.

Nous trouvons ici des conclusions qui s'imposent à tout esprit soucieux avant tout d'ordre et de logique; mais ces prémisses admises, quelle est la loi qui s'impose en matière de chèque? A notre sens la place qu'il convient de faire en l'espèce au principe d'autonomie de la volonté consiste en ceci : Il appartient à chacun de s'engager ou de ne pas s'engager par chèque; mais dès qu'il s'est engagé, il n'y a plus à tenir compte de sa volonté, sinon on arriverait rapidement à l'anarchie. La considération qui doit primer toutes les autres c'est de doter le chèque d'un statut qui lui assure un rayonnement toujours plus large. Dans tout pays, et spécialement en France, il y a beaucoup d'institutions dans lesquelles le principe de l'autonomie de la volonté est assez limité; par exemple en matière de contrat de mariage. Le chèque doit être rangé parmi ces institutions. Il s'agit en définitive de donner au chèque à peu près la même sécurité qu'aux billets de banque; on approchera de cet idéal par une réglementation autoritaire du chèque, et non pas en s'en remettant au principe d'autonomie de la volonté. Mais quelle sera cette réglementation autoritaire ? Pour faire un choix raisonnable et utile, il faut toujours revenir à cette constatation, à savoir que dans le chèque il n'y a qu'un point fixe, et un point qui est un et non multiple : le lieu de paiement. Dès lors, sous peine de tomber dans des complications inextricables, il faut rattacher tous les effets du contrat de chèque à la loi du lieu

1. *Précis élémentaire de droit international privé*, p. 259, nos 352 et 353.

de paiement. C'est la loi qui, somme toute, réserve le moins de surprises aux personnes impliquées dans le chèque, puisque c'est une loi sûre, une loi qu'on peut connaître au moment où l'on s'engage. Le paiement, c'est ce qui importe en matière de chèque et dès lors il appartient à la loi du lieu de paiement de déterminer les conditions dans lesquelles il devra s'effectuer. En résumé l'application du principe de l'autonomie de la volonté n'est pas compatible avec un bon fonctionnement du chèque, il faut le remplacer par des dispositions impératives qui ne peuvent être que celles de la loi du lieu de paiement, si l'on veut respecter le principe de sagesse posé par M. Niboyet et qui veut que tout contrat soit soumis à une loi unique pour tout ce qui se réfère au droit des obligations.

Ainsi, à notre sens, les questions de capacité et d'obligations assumées par les personnes qui figurent dans un chèque doivent être résolues d'après la loi du lieu de paiement, mais nous allons plus loin encore, et nous croyons que les questions de formes même doivent dépendre de la même loi. Sans doute, pour ce qui est des formes extrinsèques des actes, l'on est à peu près d'accord pour admettre que la loi pratiquement applicable, c'est la loi du lieu de passation de l'acte. Presque toutes les législations, presque toutes les doctrines, écrit M. Lerebours-Pigeonnière, font plus ou moins appel à la loi du lieu de rédaction de l'acte pour la forme des actes, mais malgré cette apparence de coutume universelle, tout demeure discuté dans cette règle de rattachement, non seulement son étendue, mais encore son fondement et son caractère. Et le distingué professeur après bien d'autres, mais fortement, justifie cette règle par les be-

soins pratiques. Ceux-ci sont manifestes, impérieux. Il est indispensable aux relations privées internationales que toute personne puisse, là où elle se trouve, accomplir les formes extérieures requises pour la validité ou la preuve de ces actes, et en aucune matière d'efficacité universelle n'est davantage souhaitable, car l'acte sera souvent destiné à produire ses effets en d'autres pays. (*Précis de droit international privé*, p. 246, n° 243.) Mais en matière de chèque, la question ne se pose pas comme dans le droit commun. Presque toujours c'est le tiré qui remet des formules toutes préparées, sauf quelques blancs, aux personnes qu'il autorise à tirer des chèques sur lui, si bien qu'automatiquement les formes adoptées sont celles du lieu de paiement. Sans doute certaines législations admettent que le tireur n'est pas obligé de se servir des formules qui lui sont ainsi remises, et qu'il peut tirer un chèque sur un papier quelconque. La France est dans ce cas, mais c'est là une solution tout à fait fâcheuse et qui, croyons-nous, ne saurait se maintenir longtemps. Sous couleur de libéralisme, elle ne fait que faciliter l'industrie des falsifications de chèques. Tout le monde a intérêt, sauf les voleurs, à ce que les chèques soient rédigés sur des papiers et dans des formes qui prêtent difficilement à la fraude. D'ailleurs les chèques tirés sur du papier ordinaire sont infiniment rares dans la pratique. En matière de formes, la loi du lieu de paiement s'applique donc tout naturellement dans les relations du tiré et du tireur. Mais il y a une difficulté provenant de ce que d'autres personnes peuvent intervenir dans le chèque au cours de sa brève existence, par exemple des endosseurs, et il arrivera que les formes d'endossement diffèrent plus ou moins selon les pays. Pour des

raisons pratiques, on est ainsi amené à faire une place à la règle *locus regit actum*, mais cette place sera fort modeste; elle ne concernera que les mentions qui pourraient venir surcharger le chèque entre l'émission et le paiement. Ces mentions seront réputées valables si elles sont régulières au regard de la loi de passation de l'acte ou la loi du lieu de paiement. C'est la seule brèche que l'on doit, semble-t-il, admettre à l'application exclusive de la loi du lieu de paiement. Elle n'est pas de bien grande importance, à la condition que l'on tienne pour présumé irréfragablement que le lieu indiqué sur le chèque est le lieu réel de passation de l'acte. Ceci admis, il ne sera pas difficile aux tribunaux de vérifier la régularité des formes. En définitive, nous estimons que, sauf cette exception infime, la loi du lieu de paiement est la loi qui doit régler tous les conflits de lois qui peuvent se produire à l'occasion du chèque. C'est non seulement la solution la plus pratique, mais c'est aussi la plus rationnelle.

On se rappelle que d'après M. Niboyet il faut déterminer pour chaque contrat la loi qui lui convient, d'après sa nature et que l'on ne peut poser que deux règles générales : premièrement, tout contrat doit être soumis à une loi unique pour tout ce qui se réfère au droit des obligations. Nous avons pu aller plus loin en matière de chèque et aboutir à ce qu'une seule loi soit applicable non pas seulement quant aux obligations, mais quant à la capacité et quant aux formes. C'est un résultat très intéressant parce qu'il débarrasse la question du chèque de complications inextricables. La deuxième règle c'est que cette loi unique doit être celle du pays dont la vie économique et

juridique est la plus intéressée à ce qu'on en applique la loi. En matière de chèque, la loi du lieu de paiement correspond tout à fait à ce *desideratum*; c'est ce que nous voudrions maintenant démontrer. Qui est-ce qui a le maximum d'intérêt à ce que le chèque se développe? Est-ce le tireur? Sans doute le chèque est commode pour lui, il le dispense de conserver des espèces chez lui, il échappe aux risques d'incendie et, dans une certaine mesure, aux risques de vol; sa comptabilité est simplifiée, il lui suffit de rédiger soigneusement ses talons de chèque, il se rendra aisément compte s'il a déjà payé, et s'il s'élève des difficultés, le chèque se retrouvera à la Banque. Pour le tireur, le chèque est donc un instrument commode, mais il n'est pas sans risques surtout actuellement. Pour pouvoir tirer des chèques il faut avoir un compte en banque; combien de ces comptes ont été perdus depuis quelques années! Que de titulaires de carnets de chèques ont payé cher les commodités qu'ils trouvaient dans ce mode de règlement!... Serait-ce le bénéficiaire? De toutes les personnes qui figurent dans un chèque, c'est assurément celle qui y a le moins d'intérêt. Le bénéficiaire préférerait toujours toucher des espèces ou des billets. C'est plus sûr. Que de chèques ne sont que des chiffons de papier! C'est plus simple, un encaissement de chèque, qu'on le fasse soi-même ou qu'on le fasse faire par sa banque suppose des formalités, des déplacements, des pertes de temps et d'argent.

Le tireur n'a qu'un intérêt limité dans le système des règlements par chèque, le bénéficiaire n'y trouve guère que des risques et des ennuis; reste le tiré qui presque toujours est une banque. A première vue on n'aperçoit pas les avantages que le tiré trouve dans le système du

chèque; il prête ses services gratuitement, court des risques. Mais à la réflexion on se rend compte que c'est lui le véritable bénéficiaire du système. Comme on l'a déjà dit, et c'est l'évidence même, on ne délivre de carnets de chèques qu'aux titulaires d'un compte, mais ces comptes deviennent vite payants pour les banques. En Angleterre on estime qu'un compte devient payant dès qu'il arrive et se maintient aux environs de 50 livres. Il en est évidemment de même en France. Les banques, on le sait assez, ne donnent qu'un intérêt infime à ceux qui leur apportent des fonds, mais elles demandent un gros intérêt à ceux qui leur en demandent, la différence c'est leur bénéfice. D'autre part, les titulaires de comptes sont amenés à faire toutes sortes d'opérations à la banque où sont ces comptes : dépôts de titres, spéculations de bourse, etc... Les banques perçoivent des dîmes sur toutes ces opérations, c'est même uniquement de cela qu'elles vivent, si ce sont des banques de dépôts. Parfois même elles s'approprient les comptes de fonds et même de titres; mais, même en demeurant dans le droit, ce sont les banques qui profitent vraiment du système des chèques; ce sont elles qui organisent ce système en conformité avec leurs lois nationales. Il devrait s'en suivre en bonne justice que les risques inhérents à ce mode de règlement devraient être en principe à leur charge; par exemple les vols et les falsifications. C'est la solution qui est adoptée dans les pays anglo-saxons et en Europe Centrale. En France on reste encore attaché à la théorie de la faute, mais l'idée du risque gagne du terrain. Si l'on mettait, comme cela nous semble souhaitable, les risques inhérents au système du chèque sur le tiré, ce serait une raison de plus pour faire régir le chèque par sa propre loi. De tou-

tes les personnes qui figurent au chèque, c'est le tiré qui a la situation prépondérante. C'est lui qui délivre à ses clients les formules presque toutes faites dont ils useront. C'est lui qui a les profits les plus nets du système, c'est lui qui en a aussi les risques dans les pays où le chèque circule le plus et le mieux. En conséquence, il paraît tout naturel de décider, comme nous le proposons, que sa loi s'applique à peu près exclusivement. D'autant qu'une considération, et qui est de poids, doit encore être soulignée : le pays du tiré a un intérêt de premier ordre à ce que sa loi s'applique, car le chèque ne met pas en jeu que des avantages privés, c'est un instrument qui nationalement présente une extrême utilité. D'abord en promouvant les comptes en banque, il met dans la circulation des fonds qui seraient peut-être thésaurisés; il rend ainsi le crédit plus facile et à meilleur compte. Du même coup les entreprises privées se trouvent placées dans une situation enviable, et le crédit public s'améliore. Surtout, en se substituant aux espèces métalliques et aux billets de banque, le chèque peut être un remède à l'inflation. On l'a nié en disant que l'inflation par billets serait alors remplacée par une inflation d'inscriptions en compte et de crédit. Dans une certaine mesure c'est exact, mais il nous semble pourtant que l'inflation par billets est surtout dangereuse, ne serait-ce que parce qu'elle est susceptible de provoquer des réactions psychologiques plus vives. Tout le monde peut suivre les bilans des banques d'émission qui sont publics et donc constater l'augmentation des billets (V. le chèque : son rôle économique.)

C'est cette concentration de l'intérêt des questions relatives au chèque dans la personne du tiré, du point de vue juridique d'une part, comme nous avons essayé de

le montrer, et du point de vue économique, que nous avons voulu signaler en terminant.

Nous n'insisterons pas davantage sur le rôle économique du chèque ni sur les profits que peut tirer chaque pays de son développement, c'est là une question qui a été amplement traitée à diverses reprises et dont l'examen déborderait le cadre de notre étude. Nous nous bornerons à en adopter les conclusions, on peut dire qu'elles expriment toutes la nécessité du développement du chèque comme instrument de paiement, étant donné les avantages certains que celui-ci a procuré aux pays qui en ont généralisé l'emploi, et principalement à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis.

En résumé, à la fin de cette étude, nous sommes en droit d'affirmer qu'en matière de conflits de lois il n'existe qu'un seul système équitable et sûr, c'est-à-dire fournissant au chèque dès sa création une loi déterminée et incorporée à lui durant toute sa vie juridique : la loi du lieu de paiement ; cette loi représentant également celle du pays qui a le plus d'intérêt à ce que l'opération juridique, emploi du chèque, se réalise, ce n'est pas la moindre raison de décider que la loi du lieu de paiement doit prévaloir sur toute autre.

CONCLUSIONS

L'emploi général de la loi du lieu de paiement pour la résolution des conflits de lois en matière de chèque pourra sembler quelque peu révolutionnaire. L'introduction d'une législation quelque peu spéciale au chèque peut paraître en effet comme une atteinte à l'unité de droit en ce domaine. Cependant deux considérations, l'une d'ordre général, l'autre spéciale au chèque, nous ont amené à soutenir cette position.

Tout d'abord les exceptions aux règles généralement admises s'étant multipliées dans la solution apportée aux conflits en matière de chèque, il nous a semblé préférable de reconnaître sincèrement la nécessité d'une dérogation aux principes plutôt que de s'acharner à vouloir faire rentrer toutes les solutions particulières imposées par les besoins du chèque dans le cadre des principes généraux au risque de le rompre ou de le déformer. Un rapprochement serait ici à faire, en passant sur le plan national, avec notre législation sur l'enregistrement ; on a voulu tout d'abord y appliquer les règles pures et simples du droit civil, puis, peu à peu, par suite des nécessités fiscales on a été obligé d'assouplir ces principes pour pouvoir justifier les solutions de l'Enregistrement, et aujourd'hui on peut se demander à bon droit s'il ne serait pas préférable de créer une législation spéciale à l'en-

registrement si on ne veut pas déformer complètement la physionomie véritable et l'unité de notre droit civil.

Il semble en outre que le problème des conflits de lois dont la solution n'est que la recherche d'un compromis entre les différents droits nationaux se prête particulièrement à ce système de solution, ou tout au moins n'y oppose aucun obstacle juridique. Nous avons vu que la solution du problème posé ne pouvait résulter que d'un système unique de conflits de lois, établi par voie d'autorité, et obligatoire pour tous les usagers du chèque, mais un système obtenu par voie d'accord entre les différents pays désireux de l'adopter; et les bases de cet accord ne peuvent être pratiquement posées qu'en prenant en considération l'intérêt commun qui est celui du développement du chèque. Finalement les avantages de certitude et de simplicité que procure au chèque la loi du lieu de paiement nous ont semblé compenser et même dépasser de beaucoup les inconvénients, surtout théoriques, que cette solution peut présenter.

L'idéal n'est certes pas atteint, mais il ne pourra l'être qu'avec l'unification des différents droits du chèque, et elle n'est pas encore prête d'être achevée. En attendant il faut s'accommoder avec les faits et tenir compte des réalités, surtout dans une matière aussi vivante que celle du chèque. Obligé de s'adapter à des législations disparates et sur un domaine très vaste, le caractère de la loi du lieu de paiement peut sembler *a priori* incompatible avec la souplesse qu'on est en droit d'exiger d'elle, et à cet égard certains préféreraient la loi anglaise qui est dans son ensemble une application intégrale de la règle *locus regit actum* entendue dans le sens le plus large. Cependant il ne faut pas oublier que cette souplesse s'ac-

compagne forcément de possibilités plus ou moins grandes de fraudes et en tout cas renferme en elle bien souvent certaine incertitude quant au choix de la loi applicable. Il importe également de songer au mode de formation de cette législation anglo-saxonne qui est uniquement jurisprudentielle. Pour arriver à un résultat équivalent sur le continent il faudrait donc créer un système de juridiction internationale compétente et souveraine, capable d'élaborer un droit international jurisprudentiel en la matière. En l'état actuel des choses, ce mode de solution n'est pas à envisager, et on ne pourra aboutir que par la voie de conventions internationales, celles-ci n'auront de résultat effectif qu'en fonction de la simplicité et de la certitude de leur solution. On voit combien les conditions diffèrent entre la formation du droit continental et du droit anglo-saxon, mais cette différence n'existe pas seulement dans le droit lui-même, mais aussi dans la matière elle-même à laquelle il s'applique. Il nous est apparu que le caractère spécial du chèque exigeait que la souplesse fut quelque peu sacrifiée à la certitude et à la simplicité des solutions. Ce dernier point de vue, au contraire, a moins d'importance dans les pays anglo-saxons où le droit du chèque et celui des autres *bills* titres à ordre ou lettres de change sont plus ou moins confondus, mais il s'impose sur le continent.

Il semble d'ailleurs que la solution préconisée ne soit qu'une anticipation dans le sens de l'évolution déjà constatée à la Conférence de Genève de 1931 dans la matière. Les oppositions que peuvent rencontrer son application doivent donc normalement aller en diminuant avec le temps.

Il ne faut pas oublier enfin que l'application du sys-

tème de lois de conflits adopté, doit être effectué par les différents tribunaux nationaux. On ne pourra en exiger une application rigoureuse que dans la mesure où ceux-ci seront compétents pour l'appliquer, c'est-à-dire dans une très large part en fonction de sa simplicité. Si les gouvernements mettent tant d'hésitation dans la ratification de ces conventions, si les tribunaux font preuve d'une certaine inertie pour en appliquer les décisions, c'est que souvent ils n'osent s'engager sur un terrain qu'ils sentent plus ou moins mouvant; ils n'osent appliquer des lois étrangères qu'ils connaissent mal, quand ils ne sont pas sûrs eux-mêmes de celle de ces lois qu'ils doivent appliquer. Finalement au moindre doute ils se cantonnent dans leur droit national qu'ils connaissent, renonçant même souvent à soulever le problème du conflit de lois.

L'application d'une loi unique et bien déterminée, la loi du lieu de paiement du chèque au sujet duquel a surgi le conflit, supprimera désormais toute incertitude. Les différents gouvernements seront alors en droit d'exiger l'application rigoureuse de cette loi de conflits. Contraints d'appliquer, en cas de conflits, les lois étrangères, les tribunaux seront forcés de les bien connaître. Il se créera ainsi nécessairement une diffusion des différentes législations facilitant le travail d'unification des droits que l'on ne doit pas perdre de vue, et que chaque Etat a l'intérêt et le devoir de poursuivre.

Vu :

Le Doyen de la Faculté de Droit,
Edgard ALLIX.

Vu :

Le Président de la thèse,
M. NIBOYET.

Vu et permis d'imprimer :

Le Recteur de l'Académie de Paris,
S. CHARLETY.

DOCUMENT ANNEXE

Etat de rectifications ou adhésions des conventions
concernant l'unification du droit en matière
de lettres de change, billets à ordre et chèques

I. CONVENTION PORTANT LOI UNIFORME SUR LES CHEQUES, AVEC ANNEXES ET PROTOCOLE
(Genève, le 19 mars 1931.)

Non encore en vigueur.

Ratifications ou adhésions définitives	Signatures et adhésions non encore suivies de ratification	Peuvent adhérer à la Convention
Danemark (27 juillet 1932). L'engagement du Roi à introduire au Danemark la loi uniforme formant l'annexe I à cette Convention est subordonnée aux réserves visées aux articles 4, 6, 9, 14 1^{er} alinéa, 16, 18, 25, 26, 27, et 29 de l'annexe II à ladite Convention. Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland. Finlande (31 août 1932). Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14 alinéa 1^{er}, 16 a, 18 et 27 de l'annexe II à cette Convention. En outre, la Finlande a fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26 et 29 de ladite annexe, de légiférer sur les matières y mentionnées. Italie (31 août 1933). En conformité de l'article 1^{er} de cette Convention, le Gouvernement royal d'Italie déclare qu'il entend se prévaloir des facultés prévues aux articles 2, 3, 4, 5, 6, 7, 9, 10, 14, 16, al. 2, 19, 20, 21 al. 2, 23, 25, 26, 29 et 30, Annexe II. Par rapport à l'article 15, annexe II à cette Convention, les institutions dont il est question au dit article sont en Italie les « Stanze di compensazione » seulement. Japon (25 août 1933). Par application de l'alinéa 2 de l'article 1^{er} de la Convention, cette ratification est donnée sous réserve du bénéfice des dispositions mentionnées à l'annexe II de cette Convention. Monaco (9 février 1933). Nicaragua (16 mars 1932 a). Norvège (27 juillet 1932). Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14 1^{er} alinéa, 16 et 18 de l'annexe II à ladite Convention, et le Gouvernement royal de Norvège se réserve, en même temps, de se prévaloir du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26, 27 et 29 de ladite Annexe, de légiférer sur les matières y mentionnées. Suède (27 juillet 1932). Cette ratification est subordonnée aux réserves que mentionnent les articles 4, 6, 9, 14 1^{er} alinéa, 16 et 18 de l'annexe II à la Convention, et le Gouvernement royal de Suède a, en outre, fait usage du droit accordé aux Hautes Parties contractantes par les articles 25, 26 et 29 de ladite Annexe de légiférer sur les matières y mentionnées. Suisse (26 août 1932). Cette ratification est donnée sous réserve des articles 2, 4 8, 15, 16 2^e alinéa, 19, 24, 25, 26, 27, 29 et 30 de l'annexe II. Elle ne sortira ses effets qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.	Allemagne. Autriche. Belgique. Ville libre de Dantzig (par l'intermédiaire de la Pologne). Equateur. Espagne. France. Grèce. Hongrie. Luxembourg. Mexique. Pays-Bas. Pologne. Portugal. Roumanie. Tchécoslovaquie. Turquie. Yougoslavie.	Afghanistan. Union Sud Africaine. Etats-Unis d'Amérique. Arabie saoudite. République Argentine. Australie. Bolivie. Grande-Bretagne. Brésil. Bulgarie. Canada. Chili. Chine. Colombie. Costa-Rica. Cuba. République Dominicaine. Egypte. Estonie. Ethiopie. Guatemala. Haiti. Honduras. Inde. Irak. Etat libre d'Irlande. Islande. Lettonie. Libéria. Liechtenstein. Lithuanie. Nouvelle-Zélande. Panama. Paraguay. Pérou. Perse. Salvador. Saint-Marin. Siam. Soudan. Union des Républiques Soviétiques Socialistes. Uruguay. Vénézuéla.

Cette Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la septième ratification ou adhésion. Parmi ces ratifications devront figurer celles de trois Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil (articles VI et 14).

**II. CONVENTION DESTINEE A REGLER CERTAINS CONFLITS DE LOIS
EN MATIERE DE CHEQUES ET PROTOCOLE (GENEVE, LE 19 MARS 1931).**

Non encore en vigueur.

Ratifications ou adhésions définitives.	Signatures ou adhésions non encore suivies de ratification	Peuvent adhérer à la Convention
Danemark (27 juillet 1932). Le Gouvernement du Roi, par son acceptation de cette Convention, n'entend assumer aucune obligation en ce qui concerne le Groenland. Finlande (31 août 1932). Italie (31 août 1933). Japon (25 août 1933). Monaco (9 février 1933). Nicaragua (16 mars 1932 a). Norvège (27 juillet 1932). Suède (27 juillet 1932). Suisse (26 août 1932). Cette ratification ne sortira ses effets qu'après l'adoption d'une loi revisant les titres XXIV à XXXIII du Code fédéral des obligations ou, le cas échéant, d'une loi spéciale sur les lettres de change, les billets à ordre et les chèques.	Allemagne Autriche Belgique Ville libre de Dantzig (par l'intermédiaire de la Pologne) Equateur Espagne France Grèce Hongrie Luxembourg Mexique Pays-Bas Pologne Portugal Roumanie Tchécoslovaquie Turquie Yougoslavie	Afghanistan Union Sud-Africaine Albanie Etats-Unis d'Amérique Arabie Saoudite République Argentine Australie Bolivie. Grande-Bretagne Brésil Bulgarie Canada Chili Chine Colombie Costa-Rica Cuba République Dominicaine Egypte Estonie Ethiopie Guatemala Haiti Honduras Inde Irak Etat libre d'Irlande Islande Lettonie Liberia Liechtenstein Lithuanie Nouvelle-Zélande Panama Paraguay Pérou Perse Salvador Saint-Marin Siam Soudan Union des Républiques Socialistes Uruguay Venezuela

Cette Convention entrera en vigueur quatre-vingt-dix jours après le dépôt de la septième ratification ou adhésion. Parmi ces ratifications devront figurer celles de trois Membres de la Société des Nations représentés d'une manière permanente au Conseil (articles VI et 14).

BIBLIOGRAPHIE

DOCUMENTS OFFICIELS :

Session de l'Institut de Droit international, Bruxelles, 1885.
Annuaire de l'Institut de Droit international, t. VII, Lausanne,
t. XXXIII, 1927.

Londres 1910. International law association. Report of the
twenty sixth Conférence.

Deuxième Conférence diplomatique de La Haye pour l'unifi-
cation du droit relatif à la lettre de change, au billet à ordre et au
chèque. La Haye, 1912. Actes : 2 vol. Documents : 2 vol. Imprime-
rie nationale.

Congrès de la Chambre de commerce internationale. Bruxelles,
1925. Brochures n^{os} 35, 40, 42, 43.

Société des nations : Conférences internationales en matière
de lettres de change, billets à ordre et chèques, 1930-1931.

C. 487 M. 203. 1923 II E 106 Genève 1923.

C. 234 M. 83. 1929 II Genève 1^{er} juillet 1929.

C. 360 M. 1930 Genève décembre 1930.

C. I. L. G. 61 1931 Genève 10 février 1931.

C. 294 M. 137. 1931 II B. Genève 30 mai 1931.

OUVRAGES FRANCAIS:

Bouteron (J.). — *Le chèque théorique et pratique*, Dalloz, 1924.

— *Le droit nouveau du chèque*, 1927.

— *Le statut international du chèque*, 1934.

Lerebours-Pigeonnière. — *Précis de droit international privé*,
Dalloz, 1933.

Niboyet. — *Manuel de droit international privé*, Sirey, 1928.

Buisson (A.). — *Le chèque et sa fonction économique*.

Blanchet. — *La personnalité du tiré en matière de chèque*, Paris,
1924.

Constantinoff. — *Le chèque et son rôle économique*, Dijon, 1928.

Duverger. — *Le rôle économique du chèque*, Bordeaux, 1913.

OUVRAGES ETRANGERS :

- Chalmers.** — *A digest of the law on bills of exchange promissory notes, cheques and negotiable securities*, London, 1932.
- Dicey.** — *Conflicts of laws*, London, 1932.
- Earl of Halsbury.** — *The laws of England*, vol. II, London, 1908.
The English and Empire Digest, London, 1921.
- Gutteridge.** — *The unification of the ruler of conflict relating to negotiable instruments*.
- Extract from *the Journal of Comparative legislation*, février 1934.
- Brannan (I. D.) and Chaffee (I.) and Beutel (F.).** — *Negotiable instrument law annotated*, 5^e édit., Anderson, 1932.
- Conant.** — *The international bills and checks*, 1913.
- Marghieri.** — *Sul termine di presentazione dell'assegno cambiario pagabile all'estero*, Corte di Cassazione, 1925, p. 1014.
- Sraffa.** — *L'art. 342 Cod. di comm. è applicabile agli check emessi in Italia a pagabili all'estero?* Riv. Dir. Comm. 1927, I, 255.
- Appiani.** — *Il termine di presentazione degli assegni bancari emessi in Italia e pagabili all'estero*, Riv. Dir. Comm., 1927, II, 320.
- Bosco.** — *Nota in Rivista di Diritto Internazionale*, 1928, p. 97.
- Balladore-Pallieri.** — *Il termine di presentazione dello chèque pagabile all'estero*, Foro Subalpino, 1929, 1043.
- Azzariti.** — *Note nell'Annuario di diritto comparato e di studi legislativi*, vol. I e vol. IV-V (parte III, p. 11).
- Bar (V.).** — *Théorie und Praxis des Internationalen Privatrechts*, Hannover, 1889.
- *Internationales Handelsrecht*, in *Handbuch des gesamten Handelsrechts von Ehrenberg*.
- *Internationales Privatrecht*, in *Holtzendorff-Kohlers Enzyklopädie der Rechtswissenschaft Teil III*, Bd. 2, München 1913.
- *Bericht über die Scheckrechtskonferenz der Mitteleuropäischen Wirtschaftsvereine in Deutschland, Oesterreich und Ungarn zu Budapest am 8 und 9 november 1907*, Berlin 1908.
- Bettelheim (Dr Ernst).** — *Das internationale Wechselrecht Oesterreichs*, Wien, 1904.
- Diena (Giulio).** — *Trattato di Diritto Commerciale internazionale*, Firenze 1900-1905.
- Fick (Dr Fritz).** — *Die Frage der Scheckgesetzgebung auf dem europäischen Kontinent*, Zürich, 1897.
- Grunhut.** — *Wechselrecht in Bindings H W B der Rechtswissenschaft*, München, 1913.
- Klausing (Dr Friedrich).** — *Die Zahlung durch Wechsel und Scheck*, Marburg, 1919.

- Klein** (Franz). — *Die Haager Beschlüsse über das einheitliche Scheckrecht in der Festgabe zum 60. Geburtstag des Herrn Geheimrat Prof. Dr. Riesser*, Berlin, 1913.
- Lessing** (Dr Hans). — *Das Scheckgesetz München*, Berlin, Leipzig, 1926 5a. ed.
- Meyer** (Félix). — *Das Weltscheckrecht*, Berlin, 1913.
 — *Das Wellwechselrecht*, Berlin 1906.
 — *Einige Fragen des Internationalen Scheckrechts*, In der *Festgabe für Geheimrat Riesser*, Berlin, 1913.
- Michaelis** (Richard). — *Das Scheckgesetz, Gewerbe und Industrie Gerichtskommenar*, Berlin, Leipzig, 1927.
- Minakuchi** (Kichizo). — *Das internationale Privatrecht der Wechselordnung und des Scheckgesetzes verglichen mit dem bürgerlichen Gesetz buch und dem japanischen Recht* Jur. Diss., Heidelberg, 1911.
- Mossa Lorenzo**. — *La nuova pratica italiana per gli scheck su estero*, In *Blätter für Internationales Privatrecht*, 3 Jahrg. Nr. 4, April 1928.
- Rosenthal** (Dr Heinze). — *Die Auszahlung*, In *Beiträge zur Kenntnis des Rechtslebens*, Heft 5, Tübingen, 1927.
- Wolff** (Dr Albert). — *Die Resolutionen der Haager Konferenz 1912 über die vereinheitlichung des Scheckrechts*, Berlin, 1925.

REVUES DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE :

Journal de Droit international privé.

Recueil Dalloz.

Recueil Sirey.

Gazette du Palais.

Droit financier.

Gazette des tribunaux.

TABLE DES MATIERES

	Page :
Avant-propos	1
Introduction	4
Chapitre premier : Des divergences fondamentales des droits du chèque et des conflits qu'elles provoquent	7
Chapitre II : Les différents essais de solution du problème ..	51
Chapitre III : Les solutions anglo-saxonnes des conflits de lois en matière de chèques	65
Chapitre IV : La question des conflits de lois dans les confé- rences tendant à l'unification du droit en matière de chèque	83
Chapitre V : Application générale de la loi du lieu de paie- ment pour la solution des conflits de lois en matière de chèque	103
Conclusions	127
Document annexe : Etat des ratifications à la Conférence de Genève de 1931	131
Bibliographie	133

Bordeaux. — Imprimerie J. BIÈRE, 18, rue du Peugue. — 1935.
